



FAGACE
FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET
DE COOPERATION ECONOMIQUE
UNE INSTITUTION FINANCIERE AU SERVICE
DU DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Rapport Annuel **2020**



Rapport Annuel
Exercice 2020

Sommaire

01	MOT DU DIRECTEUR GENERAL	3
02	L'INSTITUTION	8
03	ORGANISATION ET GOUVERNANCE	9
	3.1 Le Conseil des Gouverneurs	9
	3.2 Le Conseil d'Administration	11
	3.3 La Direction Générale	12
04	NOS INTERVENTIONS	14
	4.1 Bilan des interventions au 31/12/2020	14
	4.2 Focus 2020 : réalisations par secteur et par pays	19
05	SITUATION FINANCIERE	9



Nguetu Tiraina YAMBAYE
Directeur General





01 | MOT DU DIRECTEUR GENERAL

L'année 2020 a été marquée au plan mondial par un ralentissement de la croissance économique dû à la pandémie de la COVID-19 qui a créé des défis sans précédent aux pays les obligeant à réagir en urgence pour répondre aux fortes perturbations économiques et sociales.

En Afrique, la croissance s'est stabilisée mais elle reste inférieure aux attentes pour couvrir les besoins de la population.

Ainsi, après avoir ralenti à 2,4% en 2019, la croissance en Afrique sub-saharienne s'est raffermie en 2020 pour atteindre 2,9%. Une reprise assurée par l'amélioration de la confiance des investisseurs dans certaines grandes économies, un renforcement de la reprise cyclique chez les exportateurs de matières premières industrielles, une reprise de la production de pétrole et une croissance robuste chez plusieurs exportateurs de matières premières agricoles, observe la Banque Mondiale dans son dernier rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale.

Dans ce contexte, la dynamique de croissance en zone UEMOA enregistrée depuis 2012 a été freinée par les effets négatifs de la pandémie de COVID-19 qui a entraîné une récession drastique de l'économie sur le plan régional. Selon le rapport 2020 de l'UEMOA.

Le taux de croissance du PIB réel de l'Union est de 0,7% en 2020 contre 5,8% en 2019. Tous les secteurs de l'activité économique ont connu un ralentissement dans tous les États membres. Les branches du transport, de l'hôtellerie et de la restauration sont les plus affectées, en raison, principalement, des mesures de restriction des déplacements et de fermeture des frontières visant à limiter la propagation du virus. Toutefois, les services de télécommunications et les services financiers ont été les plus résilients à la crise sanitaire.

En relation avec les mesures gouvernementales en vue d'assurer un approvisionnement régulier des marchés en produits de grande consommation, l'évolution des prix à la consommation dans l'Union serait contenue,

induisant un taux d'inflation de 2,1% contre -0,7% en 2019.

En outre, avant la pandémie, la BAD tablait sur une croissance de 3,5% du PIB réel de l'Afrique centrale en 2020. Depuis, le taux a été révisé à -2,5% dans le scénario optimiste, soit une perte de 6,1 points de pourcentage, et à -4,3% dans le cas le plus pessimiste, soit une perte de 7,8 points.

Au Rwanda, selon la BAD, le PIB réel devrait se contracter de 0,4 % en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, après avoir augmenté de 9,4 % en 2019. Le commerce, les transports et les services touristiques ont été les secteurs les plus affectés par la pandémie. La COVID-19 a également nui aux investissements et aux exportations. La hausse des prix des produits alimentaires, alimentée par les perturbations des chaînes d'approvisionnement régionales et nationales, a contribué à une progression de 6,6 % de l'inflation en 2020.

Aussi, les effets de la pandémie ont entraîné une contraction de 3,6 % du PIB réel de la Mauritanie en 2020, après une croissance de 5,9 % en 2019. Le solde budgétaire a affiché un déficit de 4,1 % du PIB en 2020, alors qu'il était excédentaire l'année précédente.

Autant de facteurs qui pèsent sur les fondamentaux macroéconomiques de nos pays en général et sur l'environnement direct de notre Institution en particulier.

Au plan interne, l'année 2020 a été une année charnière pour le Fonds. Conformément au plan stratégique 2017-2020, le Fonds s'est inscrit dans une dynamique de redynamisation et de développement des activités opérationnelles après deux années, marquées par des réformes.

Dans ce cadre, l'intensification des relations de coopération avec les partenaires financiers, et le renforcement du potentiel d'aval afin de répondre plus efficacement aux sollicitations de plus en plus accrues des économies des Etats membres ont été la priorité.

Aujourd'hui, au terme du déploiement dudit Plan, les résultats sont satisfaisants, notamment en termes d'interventions nouvelles, d'amélioration de la qualité du portefeuille et de restructuration du Fonds. En effet, le niveau d'activités réalisé par le Fonds au cours de la période, s'élève à 22 416 millions de francs CFA, soit 101,89% des prévisions. La qualité du portefeuille quant à elle s'est améliorée avec un taux de dégradation en baisse de trois (3) points en 2020. De plus, aucun des dossiers de garanties approuvés par le Fonds sous la nouvelle stratégie n'a enregistré d'incident de paiement.

Ce qui traduit l'efficacité du processus d'amélioration du dispositif de maîtrise des risques, avec un focus sur le risque de crédit. Dans la même dynamique, un dispositif de Conformité a été mis en place et un Responsable Conformité a été nommé.

d'assainissement du portefeuille. Dans ce cadre, le suivi des projets en difficultés et en contentieux s'est poursuivi avec de très bonnes perspectives pour 2021. A cet égard, les actions de recouvrement en cours, la politique sélective des projets, devraient contribuer à améliorer le coût du risque à court et moyen termes.

Aussi, en réponse aux impacts de la COVID-19 sur les économies des Etats membres et en collaboration avec ses partenaires financiers, le FAGACE a accompagné les restructurations de crédit et les extensions de durée de remboursement sollicitées par les banques au profit des porteurs de projets.

Enfin, conformément aux meilleures pratiques, le FAGACE a procédé pour la troisième année consécutive à sa notation financière par l'agence Bloomfield.

Investment Corporation qui a confirmé pour 2020, la note de A- (note d'investissement), avec une perspective stable à court terme et la note A2 (note d'investissement), avec une perspective stable pour 2020.

Ces résultats traduisent surtout les acquis des transformations profondes observables et en ordre de marche au sein du Fonds. La nouvelle dynamique dans laquelle s'inscrit le FAGACE est également un signal aux partenaires et aux marchés financiers car la notation apporte un grand confort aux institutions de crédit notamment celles qui sont conformes aux normes des conventions de Bâle II et III.



L'année 2020 a été également marquée par l'élaboration du Plan stratégique 2021-2025. Ce nouveau Plan vise à moderniser le Fonds, à adapter en permanence ses produits, accroître ses ressources financières propres, capitaliser l'expertise métier et à renforcer la coopération internationale. A cet égard le Fonds entend accélérer en 2021, le développement de partenariats avec les institutions de crédit afin de les aider à mettre en œuvre efficacement leurs stratégies de financement des économies des Etats notamment à travers leurs tissus de PME.

A travers ce Plan, notre vision est de « Faire du FAGACE, une Institution de Garantie moderne qui contribue au développement socio-économique et à l'intégration financière de l'Afrique. » à l'horizon 2025.

Nguetu Tiraina YAMBAYE

02 | L'INSTITUTION

Le Fonds Africain de Garantie et de Coopération de l'OCAM (Organisation Commune Africaine et Mauricienne) devenu en Aout 1985 Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique – FAGACE – a été créé le 10 février 1977 à Kigali (RWANDA) par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OCAM.

Le capital social du Fonds est de 350 milliards de francs CFA. Son siège social est situé à Cotonou en République du Bénin.

L'objet du FAGACE est de contribuer à la promotion économique et social des Etats membres, pris individuellement ou collectivement en participant au financement de leurs projets de développement.

Le Fonds est ouvert aux capitaux privés et à de nouveaux Etats, en vue du positionnement du FAGACE comme un partenaire stratégique de développement de chaque Etat membre et de l'Afrique en général.

Peuvent être membres du FAGACE :

- **les Etats africains,**
- **les Etats non africains,**
- **les Institutions.**

Au 31 Décembre 2020, le Fonds comprend quatorze (14) Etats membres que sont : le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Rwanda, le Sénégal, le Tchad et le Togo et expansion se poursuit.

Le Fonds intervient dans tous les domaines d'activités licites notamment :

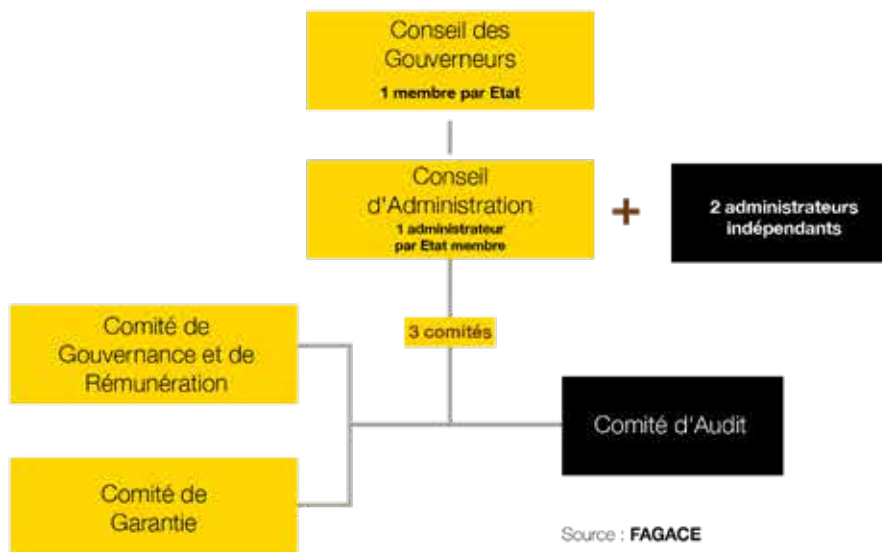
- **les Petites et Moyennes Entreprises de production de biens et services,**
- **les industries de valorisation des ressources naturelles locales ou d'import substitution,**
- **le développement rural : agriculture, élevage, pêche,**
- **le commerce (import-export),**
- **l'Habitat,**
- **les télécommunications,**
- **les services divers.**

03 | ORGANISATION ET GOUVERNANCE



Conformément à son Plan stratégique 2017-2020, le FAGACE s'est doté d'une gouvernance indépendante et professionnelle structurée comme suit :

PRESENTATION SCHEMATIQUE DE LA GOUVERNANCE DU FONDS



3.1 Le Conseil des Gouverneurs

Le Conseil des Gouverneurs, organe suprême, qui comprend le Ministre chargé des Finances par Etat membre et un Responsable par Institution membre. Le Conseil des Gouverneurs fixe les orientations générales, modifie les statuts, procède à la nomination du Directeur Général et du Commissaire aux comptes. Pour l'exercice 2020, la présidence est assurée par la République du Bénin.

3.1 Le Conseil des Gouverneurs

Le Conseil d'Administration qui reçoit délégation de pouvoirs du Conseil des Gouverneurs, comprend un Administrateur et un suppléant par Etat membre, et deux administrateurs indépendants. Il autorise les interventions, adopte le budget, approuve les comptes financiers.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET GOUVERNEURS (Décembre 2020)

PAYS	ADMINISTRATEURS	GOUVERNEURS
 Bénin	M. Hugues Oscar LOKOSSOU Assistant du Ministre de l'Economie et des Finances, Coordonnateur de l'unité d'appui stratégique Président du Conseil d'Administration	M. Romuald WADAGNI Ministre de l'Economie et des Finances Président du Conseil des Gouverneurs
 Burkina Faso	M. Fayama KARFA Directeur de cabinet du Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement	M. Lassané KABORE Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement
 Cameroun	M. Mouhamadou BACHIROU Chef cellule des Relations Financières internationales	M. Louis Paul MOTAZE Ministre des Finances
 Centrafrique	M. Victor MAZANGA Chargé de mission en matière de gestion du portefeuille des engagements de l'Etat	M. Henri-Marie DONDRA Ministre des Finances et du Budget
 Congo	M. Hilaire MAVOUNGOU Conseiller au budget du Ministre	M. Calixte NGANONGO, Ministre des Finances et du Budget
 Côte d'Ivoire	Mme Saran Ballo KONE Sous-Directeur des Politiques et Stratégies d'Intégration Régionale	M. Adama COULIBALY, Ministre de l'Economie et des Finances
 Guinée Bissau	M. Fortes Buli INJAI Conseiller du Secrétaire d'Etat chargé du Plan	M. Joao Alage Mamadu FADIA, Ministre des Finances
 Mali	M. Sory Ibrahima DIARRA Sous-Directeur des Etudes Générales de la Direction Générale de la Dette Publique	M. Alhouseini SANOU, Ministre de l'Economie et des Finances
 Mauritanie	M. Limam OULD GOHY, Conseiller Technique du Ministre des Finances	M. Mohamed Lemine Ould DHEHBI Ministre des Finances
 Niger	Mme Salamitou KATAMBE BARAZE Directrice des entreprises publiques et du portefeuille d'Etat	M. Mamadou DIOP Ministre des Finances
 Rwanda	M. Cyrille HATEGEKIMANA Conseiller du Secrétaire d'Etat Chargé de la Planification Economique au Ministère des Finances et de la Planification Economique	Dr Uzziel NDAGIJIMANA Ministre des Finances et de la Planification Economique

PAYS	ADMINISTRATEURS	GOUVERNEURS
 Sénégal	M. Bayal NIANG Conseiller Technique	M. Abdoulaye D. DIALLO, Ministre des Finances et du Budget
 Tchad	M. Idriss IBRAHIM MAHAMAT ITNO Directeur Général des services du Budget	M. Hamid Tahir NGUILIN, Ministre des Finances et du Budget
 Togo	M. Ekpao ADJABO Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique	M. Sani YAYA Ministre de l'Economie et des Finances
Administrateurs indépendants	Mme Eveline TALL DAOUDA Expert en Finance-Banque ----- M. Madani Maki TALL Expert en Finance Internationale et Développement économique.	

3.2.1 Comités spécialisés

Trois (3) comités émanent du Conseil d'Administration et sont composés de trois (3) membres chacun.

- **Le Comité d'Audit** dirigé par Monsieur Madani Maki TALL et composé de Messieurs Hugues Oscar LOKOSSOU et Cyrille HATEGEKIMANA, assiste le Conseil d'Administration du FAGACE dans la réalisation de sa mission de surveillance et de contrôle portant notamment sur le processus d'élaboration de l'information financière, le processus de reporting financier, les activités de l'audit interne, les activités de l'audit externe, la gestion des risques, le dispositif de contrôle interne, la conformité avec la réglementation, la loi et les procédures administratives.

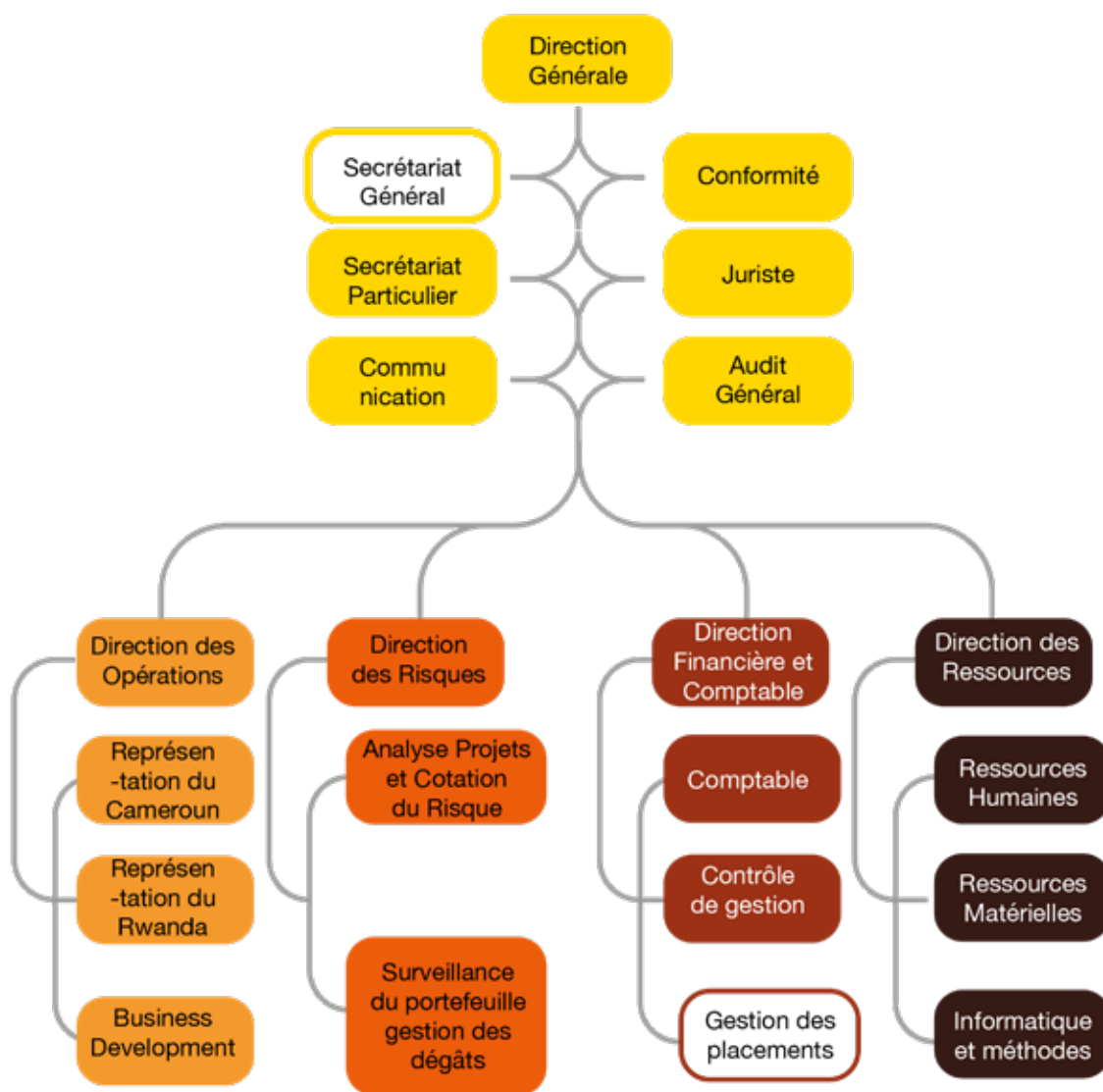
- **Le Comité de Garantie** présidé par Madame Eveline TALL DAOUDA, et composé de Mesdames Salamatu KATAMBE BARAZE et Saran BALLO KONE, a pour rôle principal de s'assurer de l'adéquation permanente de la politique de garantie du Fonds aux exigences de la réglementation prudentielle et des marchés financiers de son périmètre d'activités.

- **Le Comité de Gouvernance et de Rémunération** qui est présidé par Monsieur Sory Ibrahima DIARRA et composé de Madame Eveline TALL DAOUDA et de Monsieur Fortes BULI INJAI, a pour rôle d'assister le conseil d'administration dans la mise en œuvre efficace et la vulgarisation des meilleures pratiques de gouvernance par le FAGACE.

3.3 La Direction Générale

La gestion courante est assurée par un Directeur Général qui représente l'Institution, reçoit et instruit toutes les demandes d'intervention et suit les engagements pris. Il s'appuie sur une organisation orientée sur la gestion des risques et structurée comme suit:

ORGANIGRAMME DU FONDS



Source : Plan stratégique 2017-2020_ FAGACE

3.3.1 Le Conseil de Direction

Présidé par le Directeur Général, le Conseil de Direction réunit les responsables des branches d'activités et des directions fonctionnelles. Il a pour rôle de piloter la stratégie de l'Institution dans une prise de décision participative.

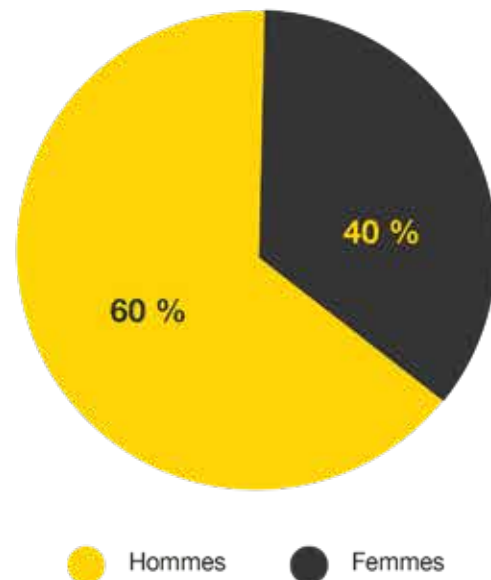
3.3.2 Les ressources humaines

Garantir une meilleure efficacité opérationnelle requiert des équipes compétentes, motivées et dynamiques.

Dans ce cadre, les réformes menées pour améliorer l'efficacité au niveau des ressources humaines ont permis de passer à une organisation orientée sur la gestion des risques.

Au 31 décembre 2020, l'effectif du Fonds était de vingt-cinq (25) salariés ressortissants des pays membres dont 40% de femmes.

Répartition par genre



Source : données FAGACE



04 | NOS INTERVENTIONS

4.1 Bilan des interventions au 31/12/2020

Les engagements cumulés se présentent comme suit :

4.1.1 En Garantie

Les garanties brutes cumulées au 31 décembre 2020 en portefeuille s'élèvent à 427 169 990 497 FCFA. Elles concernent 321 projets répartis dans les quatorze (14) Etats membres du Fonds.

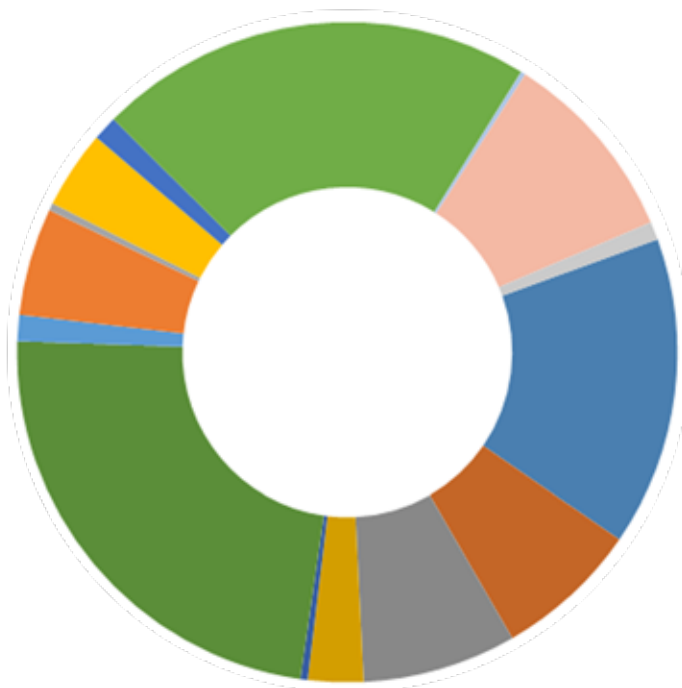
4.1.1.1 Répartition des interventions par pays au 31/12/2020

Comme l'indique le tableau ci-dessous, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Bénin et le Togo constituent les principaux pays ayant bénéficié des interventions du FAGACE avec respectivement 23%, 21 %, 15% et 9% des garanties accordées.



REPARTITION DES INTERVENTIONS PAR PAYS AU 31/12/2020

N°	Pays	Nbre projets	Montants garantis	Crédits Mobilisés	Apports mobilisés sur fonds propres	Montants mobilisés	%
1	BENIN	62	64 774 914 912	177 118 580 000	75 907 962 857	253 026 542 857	15,14%
2	BURKINA	26	30 260 500 000	89 563 500 000	38 384 357 143	127 947 857 143	7,08%
3	CAMEROUN	21	32 283 100 000	90 987 800 000	38 994 771 429	129 982 571 429	7,55%
4	CENTRAFRIQUE	9	11 580 000 000	34 906 300 000	14 959 842 857	49 866 142 857	2,71%
5	CONGO	3	1 528 800 000	2 948 000 000	1 263 428 571	4 211 428 571	0,36%
6	COTE D'IVOIRE	70	99 450 744 000	227 497 671 845	97 499 002 219	324 996 674 064	23,25%
7	GUINEE BISSAU	2	5 500 000 000	7 700 000 000	3 300 000 000	11 000 000 000	1,29%
8	MALI	16	22 556 400 000	54 416 000 000	23 321 142 857	77 737 142 857	5,27%
9	MAURITANIE	2	1 531 818 915	5 063 637 830	2 170 130 499	7 233 768 329	0,36%
10	NIGER	11	16 383 327 000	44 322 500 000	18 995 357 143	63 317 857 143	3,83%
11	RWANDA	8	5 132 472 470	7 179 596 516	3 076 969 936	10 256 566 452	1,20%
12	SENEGAL	63	91 365 232 500	265 888 700 000	113 952 300 000	379 841 000 000	21,36%
13	TCHAD	1	1 000 000 000	2 000 000 000	857 142 857	2 857 142 857	0,23%
14	TOGO	25	40 605 680 700	139 750 000 000	59 892 857 143	199 642 857 143	9,49%
15	UEMOA	2	3 750 000 000	14 000 000 000	6 000 000 000	20 000 000 000	0,88%
TOTAL		321	427 702 990 497	1 163 342 286 191	498 575 265 511	1 661 917 551 702	100%



- **Benin 15,14 %**
- **Burkina 7,08 %**
- **Cameroun 7,55 %**
- **Centrafrique 2,71 %**
- **Congo 0,36 %**
- **Cote d'ivoire %**
- **Guinee Bissau %**
- **Mali 5,27 %**
- **Mauritanie 0,36 %**
- **Niger 3,83 %**
- **Rwanda 1,20 %**
- **Senegal 21,36**
- **Tchad 0,23 %**
- **Togo 9,49 %**
- **UEMOA 0,88 %**

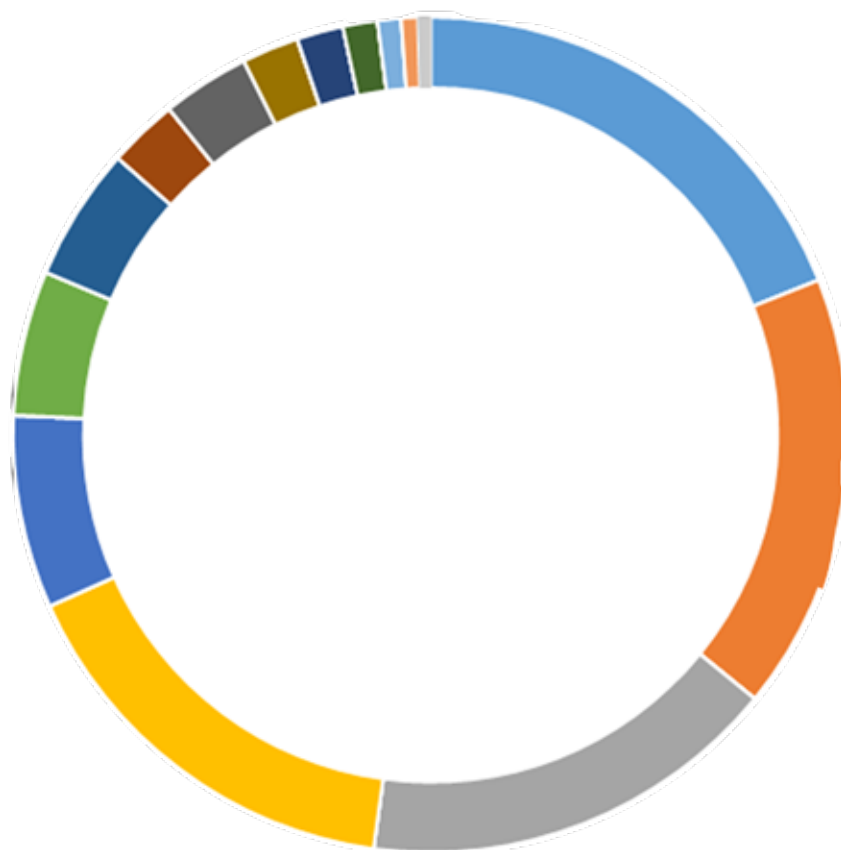
4.1.1.2 Répartition par secteur d'activité

La répartition sectorielle permet d'identifier les principaux domaines d'interventions du Fonds.

Les engagements bruts en garantie s'articulent autour de quatre (4) secteurs d'activités principaux : Industrie (19%), Télécommunications (17%), Energie (16%), et Agro-industrie et café cacao (16%).

N°	Secteurs	Montants	%
1	Industrie	81 106 996 382	18,96%
2	Télécom	72 314 068 200	16,91%
3	Agro-industrie	69 793 444 000	16,32%
4	Energie	68 855 361 000	16,10%
5	Financier	31 887 000 000	7,46%
6	Garantie portefeuille	24 000 000 000	5,61%
7	Immobilier	22 110 083 915	5,17%
8	Transport	11 587 000 000	2,71%
9	Services	14 508 377 000	3,39%
10	Commerce	9 390 000 000	2,20%
11	Hôtellerie	7 704 800 000	1,80%
12	Infrastructure	5 725 600 000	1,34%
13	Pêche	3 892 280 000	0,91%
14	Santé	2 748 500 000	0,64%
15	Elevage	2 079 480 000	0,49%
TOTAL		427 702 990 497	100%

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITES



- Infrastructure 1,34 %
- Commerce 2,20 %
- Services 3,39 %
- Transport 2,71 %
- Immobilier 5,17 %
- Garantie portefeuille 5,61 %
- Financier 7,46 %
- Pêche 0,91 %
- Hotellerie 1,80 %
- Sante 0,64 %
- Elevage 0,49 %
- Agro-industrie 16,32 %
- Energie 16,10 %
- Industrie 18,96 %

Les emprunts bancaires à moyen et long terme (MLT) garantis en faveur de 205 projets de développement s'élèvent à 241 119 millions de FCFA et représentent 56% des montants garantis cumulés au 31 décembre 2020.

Les garanties accordées en faveur de cinquante (50) crédits bancaires à court terme (CT) s'élèvent à 53 144 millions de FCFA et représentent 12% du cumul des interventions au 31 décembre 2020.

Celles accordées en faveur de trente-sept (37) opérations d'emprunts obligataires, s'élèvent à 102 440 millions FCFA, soit un taux de 24% du cumul des interventions.

Enfin, vingt-neuf (29) lignes de garantie ont été mises en place pour un montant de 31 000 millions de FCFA. Le récapitulatif de ces interventions est présenté dans le tableau ci-dessous.



REPARTITION PAR TYPE DE CONCOURS

Type de Concours	Nombre	Montant (en millions FCFA)	Nombre	%
Emprunts bancaires CT	50	53 144	50	12%
Emprunts obligataires	37	102 440	37	24%
Emprunts bancaires MLT	205	241 119	205	56%
Lignes de Garantie	29	31 000	29	7%
TOTAL	321	427 703	321	100%

Source : données FAGACE

4.1.2 Cautions sur marché

Aucun nouveau dossier n'a été approuvé en 2020. Ainsi, le cumul des interventions en caution sur marché au 31 décembre 2020 est de 1701,75 Millions de FCFA et se répartit comme suit :

REPARTITION PAR TYPE DE CONCOURS

Pays	Nombre de Projets	Type de caution	Montant (en M FCFA)
BENIN	01	Caution d'avance de démarrage	1 201,75
BENIN	01	Caution de soumission	500
Total	02		1 701,75

Source : données FAGACE



4.1.3 Financement direct

L'activité de financement direct étant suspendue, aucun nouveau dossier n'a été approuvé en 2020. Le cumul des montants approuvés en financement direct s'élève à 1 800 Millions de FCFA et porte sur deux (02) projets dont un (01) au Bénin et un (01) au Cameroun.

REPARTITION PAR PAYS DES INTERVENTIONS EN FINANCEMENT DIRECT

Pays	Nombre de projets	Prêt approuvé (en Millions de FCFA)
BENIN	1	800
CAMEROUN	1	1 000
TOTAL	2	1 800

Source : données FAGACE

4.1.4 Bonification de taux d'intérêt

Les approbations cumulées en bonification de taux d'intérêt s'élèvent à 8 987 millions de FCFA au 31 décembre 2020 en faveur de 54 projets réalisés dans 10 Etats membres.

APPROBATIONS EN BONIFICATION CUMULEES PAR PAYS

Pays	Nombre de Projets	Montant bonifié (en M de FCFA)	%
BENIN	8	1 781	20%
BURKINA FASO	10	1 666	19%
CENTRAFRIQUE	1	158	2%
COTE D'IVOIRE	1	197	2%
MALI	2	238	3%
MAURITANIE	1	492	5%
NIGER	11	1 990	22%
RWANDA	8	435	5%
SENEGAL	8	1 554	17%
TOGO	4	476	5%
TOTAL	54	8 987	100,00

Source : données FAGACE





Source : données FAGACE

- Benin 15,14 %
- Burkina 7,08 %
- Cote d'Ivoire 2 %
- Centrafrique 2,71 %
- Mali 3 %
- Mauritanie 5 %
- Niger 22 %
- Rwanda 5 %
- Senegal 17 %
- Togo 9,49 %

Le Niger, le Bénin, le Burkina Faso et le Sénégal sont les principaux bénéficiaires des interventions en bonification de taux d'intérêts avec respectivement 22,14%, 19,82%, 18,54%, et 17%.

4.1.5 Allongement de la durée de crédit

De la situation cumulée au 31 décembre 2020, il ressort que les approbations en allongement de la durée de crédit s'élèvent à 976,8 millions de FCFA et concernent deux (02) projets situés au Niger (AHA Dembou) et au Sénégal (SENELEC).

4.2 Focus 2020 : réalisations par secteur et par pays

Les réalisations ont porté sur le maintien et le renforcement des relations avec les partenaires, la gestion des nouvelles demandes de garantie, le suivi des projets en portefeuille, la facturation et le recouvrement ainsi que l'élaboration d'un nouveau plan stratégique 2021-2025.

4.2.1 Maintien et renforcement des relations de partenariat avec les partenaires

La gestion des relations de partenariat avec les banques, les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI), les institutions de microfinance (Système de Financement Décentralisé) a été marquée par :

i) le développement du partenariat avec ORAGROUP;

ii) l'organisation de road show au Tchad et en Guinée Bissau en présence de toutes les banques opérant dans ces deux pays ;

iii) la conduite des rencontres B to B avec les banques et SGI ciblées au Togo, au Bénin, au Rwanda, au Tchad et au Cameroun ;

iv) la participation du FAGACE au salon des PME de l'UEMOA organisé à Cotonou ;

v) la participation du FAGACE aux rencontres organisées par l'Association des Institutions Africaines de Financement du Développement (AIAFD).

vi) Le renforcement de la communication et des échanges avec les institutions cibles : BADEA, BLEND, BCEAO, ETC, KARA Investment, PNUD, AFD, Banque Mondiale.



4.2.2 Demandes d'intervention en garantie reçues au 31 décembre 2020

Au cours de l'exercice, trente (30) demandes d'intervention ont été reçues des banques, SGI et SFD prospectées dont quinze (15) demandes de mise en place de lignes de garantie et quinze (15) demandes de garantie en faveur de projets individuels. Le montant total des garanties sollicitées est de 39 603 289 834 FCFA pour financements à mobiliser de 103 557 037 912 FCFA.



SYNTHESE DES DEMANDES D'INTERVENTION EN GARANTIE REÇUES

	Nombre de projets reçus	%	Emprunt sollicité (M FCFA)	Garantie sollicitée (M FCFA)	%
Garantie individuelle	15	50%	74 557 037 912	25 103 289 834	63%
Garantie portefeuille	15	50%	29 000 000 000	14 500 000 000	37%
TOTAL	30	100%	103 557 037 912	39 603 289 834	100%

Source : données FAGACE

Le niveau des interventions sollicitées en garantie et le nombre de banques requérantes témoignent de l'existence d'un besoin réel du partage de leurs risques avec le FAGACE pour le financement des projets productifs dans les Etats membres.

4.2.3 Instruction et Approbations nouvelles

Au cours de l'exercice 2020, trente (30) requêtes de garantie reçues ont été instruites pour un niveau d'approbation de 57% en cohérence avec la politique sélective des projets. Dix-sept (17) demandes d'intervention dont onze (11) demandes de garantie individuelle et six (6) demandes de garantie portefeuille ont été approuvées par les Instances de décision du Fonds pour un montant cumulé de 22 416 461 166 FCFA.



4.2.3.1 Demandes de garantie portefeuille approuvées

N°	Type d'interventions	Bénéficiaires	Montants Garantis (en FCFA)
1	Ligne de garantie	COMMERCIAL BANK CAMEROON (CBC)	1 000 000 000
2	Ligne de garantie	CORIS BANK INTER BENIN	500 000 000
3	Ligne de garantie	ORABANK TOGO	1 000 000 000
4	Ligne de garantie	ORABANK BENIN	1 000 000 000
5	Ligne de garantie	ORABANK CI ET SUCCURSALES	5 500 000 000
6	Ligne de garantie	CREDIT COMMUNAUTAIRE D'AFRIQUE BANK (CCA-BANK CAMEROUN)	1 000 000 000
			10 000 000 000

Source : données FAGACE

L'intérêt de la mise en place d'une garantie portefeuille au profit des banques est de faciliter la réalisation des interventions conjointes du FAGACE et des différentes banques partenaires, notamment en direction des PME/PMI qui constituent l'un des principaux vecteurs de croissance et de création d'emplois dans les Etats membres du Fonds. Le tableau ci-dessus présente les garanties portefeuille approuvées en 2020 d'un montant global de 10 000 000 000 FCFA.

L'utilisation des différentes lignes permettra d'impacter au moins une centaine de projets initiés dans les Etats bénéficiaires.



4.2.3.2 Demandes de garantie individuelle approuvées

GARANTIES INDIVIDUELLES ACCORDEES EN 2020

N°	Type d'intervention	Bénéficiaires	Montant prêts (en FCFA)	Quotité garantie	Montant Garanti (en FCFA)
1	garantie individuelle	BENIN PETRO/MARCHE FINANCIER	2 712 500 000	50%	1 356 250 000
2	garantie individuelle	AMSA REALTY/ MARCHE FINANCIER	12 975 000 000	38%	4 865 625 000
3	garantie individuelle	GMT	250 000 000	50%	125 000 000
4	garantie individuelle	DYJESCK-VICO	760 000 000	50%	380 000 000
5	garantie individuelle	EGC	1 146 000 000	28%	319 586 166
6	garantie individuelle	KENDAL / BF TRADING	820 000 000	50%	410 000 000
7	garantie individuelle	MAHWI GRAIN	404 000 000	50%	202 000 000
8	garantie individuelle	MOA	1 450 000 000	50%	725 000 000
9	garantie individuelle	APEX BIOTECH restructuré	1 066 000 000	50%	533 000 000
10	garantie individuelle	LE ROCHER	1 000 000 000	50%	500 000 000
11	garantie individuelle	TOTAL RCA	8 000 000 000	37%	3 000 000 000
			30 583 500 000		12 416 461 166

Les garanties individuelles accordées portent sur les projets individuels soumis par le banques et les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) au Fonds. Le tableau ci-dessus présente les dossiers de garantie individuelle approuvés en 2020 pour un montant de 12 416 461 166 FCFA.



ZOOM SUR QUELQUES PROJETS INDIVIDUELS APPROUVES

a) PROJET BENIN PETRO

INTITULE

MISE EN PLACE D'UNE GARANTIE PARTIELLE A PREMIERE DEMANDE D'UN MONTANT DE 1 356 250 000 FCFA, EN FAVEUR DE LA SOCIETE BENIN PETRO SA RELATIVE A UN EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR PLACEMENT PRIVE 7,5% 2020-2027 EN VUE DU FINANCEMENT DE SES ACTIVITES.

OBJET ET
OBJECTIFS
DU PROJET

LES RESSOURCES MOBILISÉES SERVIRONT À LA RÉNOVATION, LA CONSTRUCTION ET L'ÉQUIPEMENT DE 13 STATIONS-SERVICE, POUR RENFORCER LA CAPACITÉ DE DISTRIBUTION ET DE COMMERCIALISATION DE BENIN PETRO.

b) PROJET AMSA REALTY

INTITULE

MISE EN PLACE D'UNE GARANTIE PARTIELLE A PREMIERE DEMANDE D'UN MONTANT DE QUATRE MILLIARDS HUIT CENT SOIXANTE CINQ MILLIONS SIX CENT VINGT CINQ MILLE (4 865 625 000) FCFA EN FAVEUR DE LA SOCIETE AMSA REALTY SA RELATIVE A UN EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR PLACEMENT PRIVE 7% 2021-2028 POUR FINANCEMENT DU PROJET DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DE RESIDENCES UNIVERSITAIRES A DAKAR ET DIAMNIADIO.

OBJET ET
OBJECTIFS
DU PROJET

L'EMPRUNT OBLIGATAIRE A POUR OBJET LE FINANCEMENT DU PROJET DE CONSTRUCTION ET DE RÉHABILITATION DES RÉSIDENCES UNIVERSITAIRES DES CAMPUS SOCIAUX DE LA RÉGION DE DAKAR (L'UNIVERSITÉ AMADOU-MAHTAR MBOW DE DIAMNIADIO (UAMD) ; UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR (UCAD) ; CITÉ CLAUDEL.)
LE PROJET A POUR OBJECTIF DE :

- augmenter la capacité d'accueil de l'UCAD dont le nombre de lits passera de 4 511 à 13 045 lits après les travaux de réhabilitation de 17 pavillons et la construction de 15 nouveaux bâtiments ;
- construire un nouveau campus social universitaire à Diamniadio avec une capacité de 5 210 lits.

c) PROJET GMT

INTITULE

MISE EN PLACE D'UNE GARANTIE PARTIELLE SELON LES MODALITES CONVENUES D'UN MONTANT DE CENT VINGT CINQ MILLIONS (125 000 000) FCFA EN FAVEUR DE LA SOCIETE GMT SARL POUR LE FINANCEMENT DE L'EXECUTION DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE RELATIF AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION CLES EN MAINS DE LIGNES ET DE POSTES 63 KV LOT 1 ET LOT.

OBJET ET
OBJECTIFS
DU PROJET

LE CONCOURS SOLlicitÉ PERMETTRA À GMT SARL DE CONTRIBUER À LA RESTRUCTURATION ET L'EXTENSION DES RÉSEAUX DE LA SBEE DANS LA COMMUNE D'ABOMEY-CALAVI ET LE DÉPARTEMENT DE L'ATLANTIQUE.

d) PROJET DYJESK VICO

INTITULE

MISE EN PLACE D'UNE GARANTIE PARTIELLE SELON LES MODALITES CONVENUES D'UN MONTANT DE TROIS CENT QUATRE VINGT MILLIONS (380 000 000) FCFA EN FAVEUR D'ORABANK BENIN POUR LE FINANCEMENT DE L'EXECUTION DU CONTRAT DE MARCHÉ RELATIF AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU MARCHÉ REGIONAL D'AZOVE AU BENIN PAR LE GROUPEMENT DYJESCK-VICO.

OBJET ET
OBJECTIFS
DU PROJET

LE PROJET SE JUSTIFIE PAR L'EXISTENCE D'UN PROGRAMME DE MODERNISATION DES MARCHÉS RÉGIONAUX ET URBAINS DE L'ÉTAT BÉNINOIS, L'EXPÉRIENCE DES DEUX SOCIÉTÉS DU GROUPEMENT ET DES PROJETS RÉALISÉS EN COMMUN PAR LE PASSÉ AINSI QUE L'EXISTENCE D'UN CONTRAT DE MARCHÉ AVEC L'AGENCE DU CADRE DE VIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE (ACVDT).

e) PROJET KENDAL ET FILS

INTITULE

MISE EN PLACE D'UNE GARANTIE PARTIELLE SELON LES MODALITES CONVENUES D'UN MONTANT DE QUATRE CENT DIX MILLIONS (410 000 000) FCFA, EN FAVEUR DE CORIS BANK INTERNATIONAL BENIN POUR LE FINANCEMENT DE L'EXECUTION DU CONTRAT DE MARCHE RELATIF AUX TRAVAUX DE REHABILITATION DU FORT PORTUGAIS DE OUIDAH PAR LE GROUPEMENT BF TRADING/KEN-DAL ET FILS.

OBJET ET OBJECTIFS DU PROJET

LES FACILITES ONT POUR OBJET L'ACQUISITION DE MATERIELS ET AUTRES EQUIPEMENTS AINSI QUE DE PERMETTRE AU GROUPEMENT BF TRADING/KEN-DAL ET FILS DE DISPOSER DE TRESORERIE DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU CONTRAT DE MARCHE RELATIF AUX TRAVAUX DE REHABILITATION DU FORT PORTUGAIS DE OUIDAH, PHASE 1. LE CONCOURS SOLLICITE PERMETTRA AU GROUPEMENT BF TRADING/KEN-DAL ET FILS DE CONTRIBUER A LA REHABILITATION DU FORT PORTUGAIS POUR LA PROMOTION DU PATRIMOINE CULTUREL

BENINOIS, FACTEUR DE REVELATION DU POTENTIEL TOURISTIQUE DU BENIN ET DONC DU DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE.

f) PROJET MAHWI GRAIN

INTITULE

MISE EN PLACE D'UNE GARANTIE PARTIELLE SELON LES MODALITES CONVENUES D'UN MONTANT DE 310 015 590 FRW SOIT 201 510 134 FCFA EN FAVEUR DU PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EXPLOITATION D'UNE USINE DE TRANSFORMATION DE GRAINS DE MAÏS EN FARINES ALIMENTAIRES AU RWANDA.

OBJET ET OBJECTIFS DU PROJET

LE PROJET PORTE SUR LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION D'UNE USINE DE TRANSFORMATION DE GRAINS DE MAÏS EN FARINE ALIMENTAIRE. IL VISE A INSTALLER UNE CHAINE DE PRODUCTION INDUSTRIELLE MODERNE ET AUTOMATISEE D'UNE CAPACITE DE TRANSFORMATION JOURNALIERE DE 30 TONNES DE MAÏS EN GRAINS. IL EST PREVU UNE MONTEE EN CHARGE DE 5% PAR AN SUR DIX ANS.

g) PROJET MOA BENIN

INTITULE

MISE EN PLACE D'UNE GARANTIE PARTIELLE SELON LES MODALITES CONVENUES D'UN MONTANT DE SEPT CENT VINGT CINQ MILLIONS (725 000 000) FCFA EN FAVEUR D'ORABANK BENIN RELATIVE AU PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EXPLOITATION D'UNE MINOTERIE POUR LA FABRICATION DE FARINE DE BLE EN REPUBLIQUE DU BENIN PAR LA SOCIETE MOULINS D'OR AFRIQUE SARL.

OBJET ET OBJECTIFS DU PROJET

LES FACILITES ONT POUR OBJET LA REALISATION DES TRAVAUX DE GENIE CIVIL RELATIFS A LA CONSTRUCTION DE L'USINE ET LE REGLEMENT DES FRAIS D'APPROCHE LIES A L'IMPORTATION DES EQUIPEMENTS ET MATIERES PREMIERES. LE CONCOURS SOLLICITE PERMETTRA A LA SOCIETE MOA SARL DE CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DU TISSU INDUSTRIEL BENINOIS ET A LA REDUCTION DU DEFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE PAR LA SATISFACTION DE LA DEMANDE INTERIEURE EN BLE.

h) PROJET LE ROCHER

INTITULE

MISE EN PLACE D'UNE GARANTIE PARTIELLE EN FAVEUR DE BANQUE ATLANTIQUE BENIN DANS LE CADRE DU FINANCEMENT DE L'EXECUTION, PAR LA SOCIETE LE ROCHER SA, DU CONTRAT DE MARCHE RELATIF AUX TRAVAUX DE REALISATION DE CINQ SYSTEMES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE MULTI-VILLAGES DANS LES DEPARTEMENTS DE L'ALIBORI, DU BORGOU ET DES COLLINES LOT 1 (ABC - PP - T1) AU PROFIT DE L'AGENCE NATIONALE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE EN MILIEU RURAL (ANAEPMR).

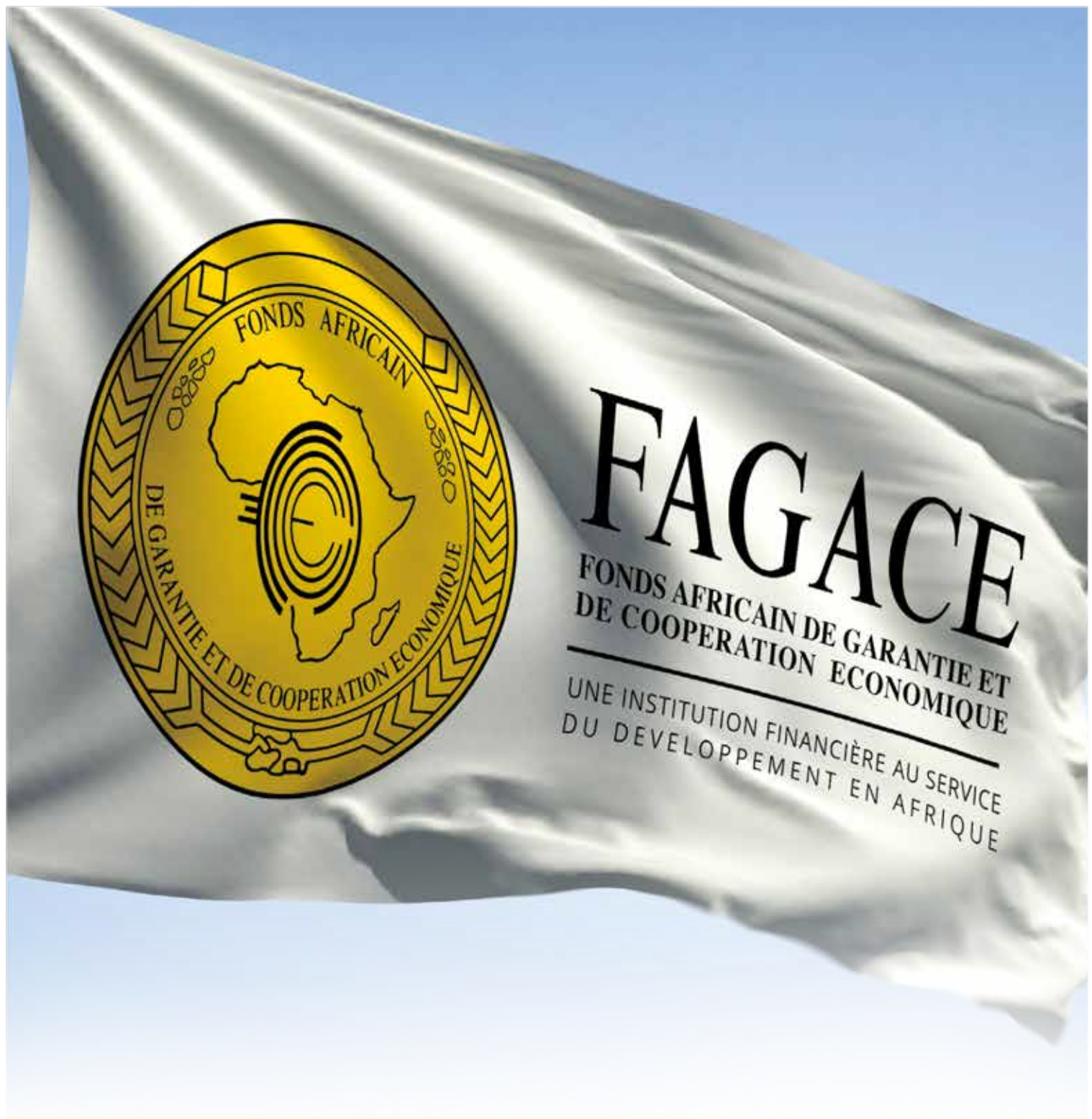
OBJET ET OBJECTIFS DU PROJET

LES FACILITES ONT POUR OBJET DE PERMETTRE A LA SOCIETE LE ROCHER D'EFFECTUER LE REGLEMENT D'APPROVISIONNEMENT AUPRES DE SES FOURNISSEURS LOCAUX ET ETRANGERS AINSI QUE DE PALIER AUX TENSIONS DE TRESORERIE POUVANT SURVENIR DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU CONTRAT DE MARCHE RELATIF AUX TRAVAUX DE REALISATION DE CINQ SYSTEMES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE MULTI-VILLAGES DANS LES DEPARTEMENTS DE L'ALIBORI, DU BORGOU ET DES COLLINES LOT 1 (ABC - PP - T1).

Le projet se justifie par :

- Expérience avérée du promoteur ;
 - Existence d'un contrat de marché
- Les facilités ont pour objet de permettre à la société LE ROCHER d'effectuer le règlement d'approvisionnement auprès de ses fournisseurs locaux et étrangers ainsi que de palier aux tensions de trésorerie pouvant survenir dans le cadre de l'exécution du contrat de marché relatif aux travaux de réalisation de cinq systèmes d'approvisionnement en eau potable multi-villages dans les départements de l'Alibori, du Borgou et des Collines Lot 1 (ABC – PP – T1).

En s'engageant en 2020 dans le financement de secteurs stratégiques tels que l'éducation, l'industrie pétrolière, l'industrie, l'agro-industrie, le tourisme, le Fonds entend contribuer à une croissance inclusive des économies des pays bénéficiaires, à la création d'emplois et à la lutte contre la pauvreté.



05 | SITUATION FINANCIERE

L'exercice 2020 affiche un total bilan de 61 723 millions de FCFA contre 61 555 millions de FCFA en 2019.

5.1 Le Résultat

Le résultat de l'exercice 2020 est bénéficiaire de 191 millions de FCFA contre un bénéfice de 98 millions de FCFA en 2019, soit une hausse de 94% enregistrée en 2020. Cette performance s'explique par :

- **Une hausse des produits d'exploitation bancaire**

Les Produits d'exploitation s'élèvent à 1 782 millions de FCFA, contre 1 501 millions de FCFA en 2019, soit une augmentation de 19 % sur la période. Le niveau des produits d'exploitation à la clôture de l'exercice 2020 se justifie par la reprise des activités opérationnelles et surtout à l'élargissement de l'assiette de placement.

- **Une maîtrise des charges d'exploitation bancaires**

Les charges d'exploitation bancaires connaissent une baisse de 17 % au cours de la période et s'établissent à 59 millions de

FCFA à fin 2020 contre un montant de 71 millions de FCFA à la même période en 2019. Cette variation est essentiellement due à l'épure de l'encours de l'emprunt obligataire ayant entraîné la réduction du niveau des charges financières y relatives.

Les frais généraux sont constitués principalement des frais de personnel et des autres frais généraux. Ils connaissent une baisse de 13% sur la période et affichent un niveau de 1 714 millions de FCFA en 2020, contre 1 971 millions de FCFA au 31 décembre 2019.

5.2 Analyse de l'équilibre financier et du respect des ratios clés

- **Liquidité**

La trésorerie nette du Fonds au 31 décembre 2020 est en baisse de 14% et reste néanmoins positive à l'instar des années antérieures, avec un montant de 12 937 millions de FCFA, contre 15 099 millions de FCFA en 2019.

Les Dépôts à Termes se chiffrent à 10 750 millions de FCFA au 31 décembre 2020. Ils sont constitués auprès de banques et institutions financières de la zone.

● Capital social et Fonds propres

Les fonds propres ont connu une amélioration de 191 millions FCFA entre 2019 et 2020 en raison du résultat bénéficiaire de 191 millions de FCFA de l'exercice 2020.

Ils s'élèvent à 56 437 millions FCFA au 31 décembre 2020, contre 56 246 millions FCFA au 31 décembre 2019.

● Engagements hors bilan

Les engagements donnés s'élèvent à 53 249 millions de FCFA en 2020, contre 31 761 millions de FCFA en 2019.

● Solvabilité :

Au 31 décembre 2020, le niveau des ressources propres non grevées du Fonds représente au moins le dixième (1/10) du total des avals accordés par le Fonds comme requis par son règlement financier.

A l'instar des exercices 2018 et 2019, on note qu'au 31 décembre 2020, la structure financière du Fonds est équilibrée et sa solvabilité ainsi que sa liquidité sont assurées.

5.3 Impact du COVID-19 et Mesures prises par le FAGACE

Le Fonds adopte les mesures de protections sanitaires prises à l'échelle mondiale, surtout dans le pays siège (Bénin) et dans ses représentations (Rwanda et Cameroun) pour réduire les risques de contamination.

Ainsi, dès qu'une mesure est prise et divulguée par le pays siège et les représentations, la Direction Générale

décide immédiatement, par note de service interne, de leur stricte application par l'ensemble du personnel.

A cet effet, elle a procédé : à la limitation des déplacements des membres du personnel, à la campagne de sensibilisation interne à travers des notes de services, à la limitation des visites au siège au strict minimum et réservées aux activités.

Dans ce cadre, suite à la réunion du comité d'hygiène et de sécurité au travail, les mesures suivantes ont été prises :

- Test et mise en place du télétravail. A cet effet, le FAGACE a doté chaque Agent d'un routeur et d'une connexion Internet haut débit ;
- Réception des visiteurs à la guérite afin de limiter les flux ;
- Achat et distribution de masques de protection. Cela continue depuis avril 2020 ;
- Achat et installation de distributeurs automatiques de gel hydro alcoolique. Cela continue depuis avril 2020 ;
- Mise en place d'un dispositif de lavage des mains à l'entrée principale et avant le hall ;
- Tenue de comités d'hygiène extraordinaires pour traiter les questions urgentes ;
- Affichage de messages de sensibilisation sur la nécessité du respect des gestes barrières ;
- Sensibilisation accrue sur le groupe WhatsApp du FAGACE ;
- Annulation des missions et des séminaires

de formation devant accueillir physiquement de nombreuses personnes ;

- Isolement à domicile de 72 heures de tout membre du personnel revenant d'une mission à l'étranger et reprise du travail après réception d'un résultat négatif à l'issue du test COVID effectué ;

- Achat de licences ZOOM pour tenir les réunions internes et avec les partenaires.

En ce qui concerne les activités opérationnelles, les projets en portefeuille sont suivis à distance par appel téléphonique et par correspondance. Les facturations se poursuivent normalement selon les échéances prédéfinies et les recouvrements s'en suivent. Les nouveaux projets évalués sont soumis à l'analyse du comité d'évaluation et sont portés à l'approbation des administrateurs.

Les sessions des organes de décision du FAGACE sont maintenues et se tiennent par visioconférence. A cet effet, trois (03) comités de Garantie ont eu lieu par visioconférence. Les réunions du comité interne d'évaluation et la réunion de Comité de Garantie tenues au cours de la période par visioconférence ont permis d'approuver plusieurs projets et d'octroyer des lignes de garantie dont les montants cumulés se chiffrent à 22,41 milliards de FCFA. Ceci démontre que les activités opérationnelles évoluent malgré le contexte du COVID-19.

Les prochaines réunions des instances sont programmées normalement et se tiendront par visioconférence aux dates prévues.

Le Fonds reste permanemment en alerte sur l'évolution de cette pandémie et suivra les consignes sanitaires prises par les autorités du pays siège et des représentations dans l'objectif d'assurer la continuité de ses activités et la sécurité de l'ensemble de son personnel.





Ngueto Tiraina YAMBAYE
Managing Director



01

STATEMENT FROM THE MANAGING DIRECTOR

Globally, the year 2020 was marked by a slow-down of economic growth as a result of the COVID-19 pandemic that created unprecedented challenges for countries around the world, forced to find urgent solutions to strong economic and social distortions.

In Africa, although growth stabilised, it was lower than expectation and insufficient to meet the needs of the people.

Thus, after slowing to 2.4% in 2019, growth in sub-Saharan Africa firmed up to 2.9% in 2020. The recovery was due to the improved confidence of investors in some of the big economies, a strengthening of the cyclical recovery in the industrial raw materials exporting countries, the recovery in oil output and the strong growth witnessed by several agricultural raw materials exporting countries, as observed by the World Bank in its last report on the world economic outlook.

In this environment, the dynamic of growth maintained in the UEMOA zone since 2012 was slowed down by the negative effects of the COVID-19 pandemic which brought in its wake severe economic contraction at the regional level. According to the 2020 report of the UEMOA, the real GDP growth rate in 2020 was 0.7%, compared to 5.8% in 2019. All sectors of economic activity slowed down in all member states. The sub-sectors of transport, hospitality and restaurant services were the most affected principally because of the measures taken to restrict movements as well as closure of international borders in order to curb the spread of the virus. However, telecommunications and financial services turned out to be the most resilient in the face of the health crisis.

In line with governmental measures aimed at ensuring regular supplies of basic consumer goods to the market, consumer price movements were contained, with an inflation rate of 2.1%, compared to -0.7% in 2019.

Besides, the AfDB, before the outbreak of the pandemic, projected a GDP growth rate of 3.5% for central Africa in 2020. The rate was afterwards revised to -2.5% under the optimistic scenario, representing a 6.1 percentage-point fall; in the pessimistic scenario, the rate was revised to - 4.3%, representing a 7.8 point loss (of growth).

In Rwanda, according to AfDB, real GDP was projected to contract by 0.4% in 2020 due to the COVID-19 pandemic, after growing by 9.4% in 2019. Commerce, transport and tourism services were the sub-sectors most impacted by the pandemic. COVID-19 also impacted negatively on investments and exports. Price rises in food products, fed by disruptions in national and regional supply chains, contributed to the 6.6% rise in inflation during 2020.

Similarly, the effects of the pandemic resulted in the contraction of 3.6% in the GDP of Mauritania in 2020, after a growth of 5.9% in 2019. The budget balance showed a deficit in the order of 4.1% of GDP in 2020 whereas it was in surplus in the previous year.

These factors, amongst others, weighed down on the macro-economic fundamentals of our countries in general and on the operating environment of our Institution in particular.

Internally, 2020 was a watershed year for the Fund. In line with the 2017-2020 strategic plan, the Fund focused on re-energizing and developing its operational activities, after two

years of reforms.

In this regard, the intensification of cooperative relationships with financial partners and the strengthening of Guarantee capacity in order to meet efficiently the increasing numbers of requests from member countries have been given priority.

Today, at the completion of the deployment of the said plan, the results have been satisfactory notably, in terms of new facilities granted, the improvement in portfolio quality and the reorganization of the Fund. As a matter of fact, the volume of activities posted by the Fund during the period stood at 22.416 billion CFA francs, representing 101.89% of projection. Portfolio quality, on its part, improved, with a decrease of 3 points in the deterioration rate in 2020. Furthermore, none of the Guarantee facilities approved under the new strategy of the Fund has gone bad or become non-performing.

This demonstrates the effectiveness of the risk-management process (now in place) with a focus on credit risk (management). In the same dynamics, a compliance system has been put in place and a compliance officer appointed.

Moreover, particular emphasis is laid on recoveries, in accordance with the strategy of portfolio clean-up. In this regard, the follow-up of non-performing and litigious projects was pursued, with a very good outlook for 2021.

In this wise, the on-going recovery activities (and) the policy of careful project-selection should contribute to improvements in the cost of medium and long term risks.

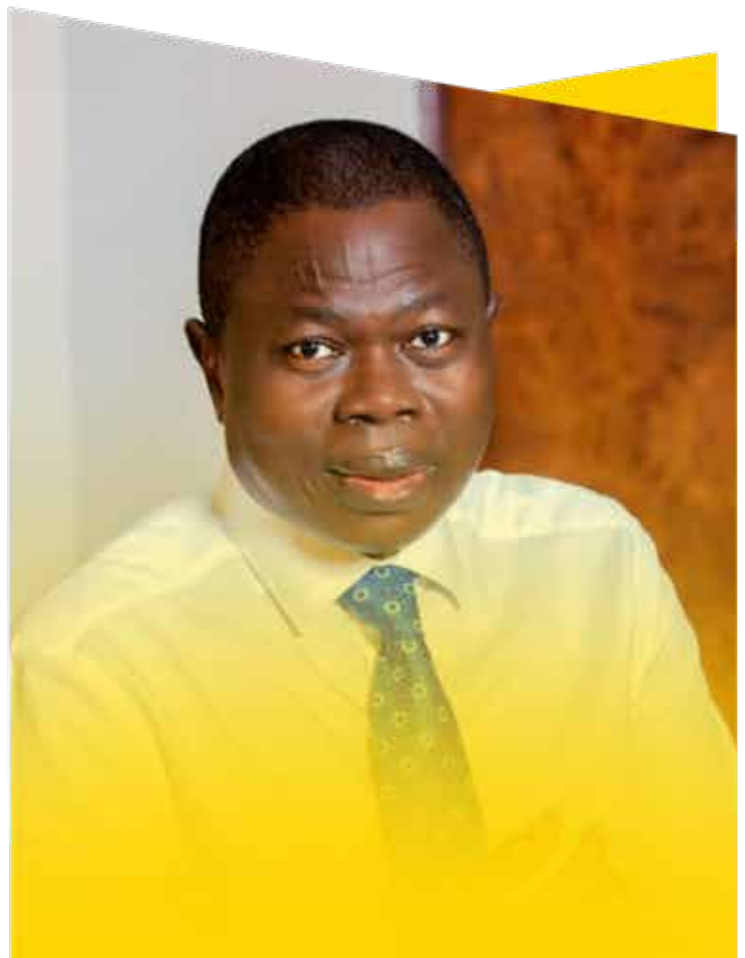
Also, in response to the impact of the COVID-19 pandemic on the economies of the member countries and in collaboration with its financial partners, FAGACE consented to the credit restructuring and tenor extensions requested by banks in favour of project promoters.

Finally, in line with best practices, FAGACE, for the third consecutive year, obtained its credit rating by Bloomfield Investment Corporation, which confirmed its A- investment rating for 2020, with a stable short-term outlook and its A2 investment rating, with a stable outlook for 2020.

These results demonstrate the success of the profound reforms observable and ongoing within the Fund. The new dynamics in which the Fund has positioned itself is also a signal to partners and the financial markets because credit ratings confer confidence upon credit institutions, especially those that comply with the Bâle II and III standards.

The year 2020 also recorded the preparation of the 2021-2025 strategic plan.

This new plan aims at modernising the Fund,- adapting its products constantly to the market, boosting its equity funds, capitalizing its industry-expertise and at reinforcing international cooperation.



In this regard, the Fund intends to accelerate in 2021, the development of partnerships with credit institutions in order to assist them in the efficient deployment of their financing strategies for the economies of the member countries notably, via their small and medium enterprises (SME).

Through this Plan, our vision is to "Make FAGACE a modern Guarantee institution that contributes to the socio-economic development and financial integration of Africa in the 2025 horizon.

Ngueto Tiraina YAMBAYE

02 | THE INSTITUTION

The African Guarantee and Cooperation Fund of OCAM (Organisation Commune Africaine et Mauricienne) which became, in August 1985, African Guarantee and Economic Cooperation Fund – FAGACE – was created on 10 February 1977 in Kigali (RWANDA) by the Conference of the Heads of State and Government of OCAM.

The share capital is 350 billion CFA francs. Its headquarters are located in Cotonou in the Republic of Benin.

The objective of FAGACE is to contribute to the economic and social promotion of the member countries, taken individually or collectively, by participating in the financing of their development projects.

The Fund is open to private capital and to new States, with a view to positioning FAGACE as a strategic development partner of each member State and of Africa in general.

Membership of FAGACE is open to :

- **African states,**
- **Non-African states,**
- **Institutions.**

As of 31 December 2020, the Fund comprised fourteen (14) member states, namely: Benin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafica, Congo, Côte d'Ivoire, Guinea-Bissau, Mali, Mauritania, Niger, Rwanda, Senegal, Tchad (Chad) and Togo; the expansion of the membership continues.

The Fund is active in all areas of lawful activities notably:

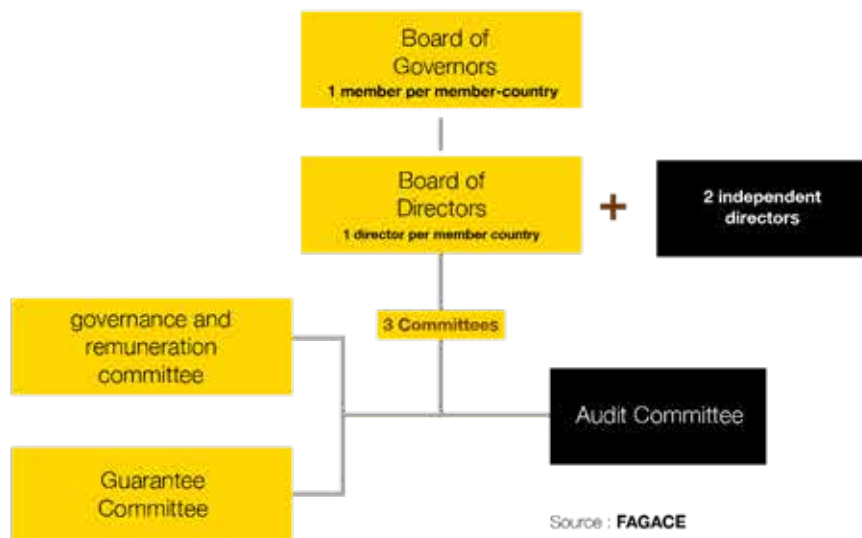
- **Small and Medium Enterprises producing goods and services,**
- **Industries adding value to local natural resources or import-substitution industries,**
- **rural development : agriculture, livestock, fishery,**
- **Commerce (import-export),**
- **Housing/real estate,**
- **Telecommunications,**
- **Services in general.**

03 ORGANISATION AND GOVERNANCE



Conformément à son Plan stratégique 2017-2020, le FAGACE s'est doté d'une gouvernance indépendante et professionnelle structurée comme suit :

GOVERNANCE CHART OF THE FUND



3.1 The Board of Governors




The Board of Governors, supreme organ of the Fund, comprises of the Minister of Finance and a senior officer per member country. The Board determines the general policy direction of the Fund, amends the statute, appoints the managing director and the auditors. During the 2020 financial year, the Board was chaired by the Republic of Benin.

3.1 The Board of Directors

The Board of Directors, which receives powers delegated by the Board of Governors comprises of a director and an alternate per member country as well as two independent directors. It approves facilities, adopts the budget and approves the financial statements.

LIST OF DIRECTORS AND GOVERNORS OF FAGACE (2020)

PAYS	ADMINISTRATEURS	GOUVERNEURS
 Bénin	M. Hugues Oscar LOKOSSOU Assistant to the Minister of Economy and Finance, Coordinator of the strategic support unit	M. Romuald WADAGNI Minister of Economy and Finance Chairman of the Board of Governors
 Burkina Faso	M. Fayama KARFA Director of Cabinet of the Minister of Economy, Finance and Development	M. Lassané KABORE Minister of Economy, Finance and Development
 Cameroun	M. Mouhamadou BACHIROU Head of the International Financial Relations Unit	M. Louis Paul MOTAZE Minister of Finance
 Centrafrique	M. Victor MAZANGA Chargé de Mission for the management of State investments and debts portfolio	M. Henri-Marie DONDRA Minister of Finance and Budget
 Congo	M. Hilaire MAVOUNGOU Adviser to the Minister on Budget	M. Calixte NGANONGO, Minister of Finance and Budget
 Côte d'Ivoire	Mme Saran Ballo KONE Assistant Director for Regional Integration Policies and Strategies	M. Adama COULIBALY, Minister of Economy and Finance
 Guinée Bissau	M. Fortes Buli INJAI Adviser to the Secretary of State in charge of planning	M. Joao Alage Mamadu FADIA, Minister of Finance
 Mali	M. Sory Ibrahima DIARRA Assistant Director of General Studies at the Public Debt Office	M. Alhouseini SANOU, Minister of Economy and Finance
 Mauritanie	M. Limam OULD GOHY, Technical Adviser to the Minister of Finance	M. Mohamed Lemine Ould DHEHBI Minister of Finance
 Niger	Mme Salamatu KATAMBE BARAZE Director of Public Enterprises and State Investments Portfolio	M. Mamadou DIOP Minister of Finance
 Rwanda	M. Cyrille HATEGEKIMANA Adviser to the Secretary of State in charge of Economic Planning in the Ministry of Finance and Economic Planning	Dr Uzziel NDAGIJIMANA Minister of Finance and Economic Planning

PAYS	ADMINISTRATEURS	GOUVERNEURS
 Sénégal	M. Bayal NIANG Technical Adviser	M. Abdoulaye D. DIALLO, Minister of Finance and Budget
 Tchad	M. Idriss IBRAHIM MAHAMAT ITNO Director General Budget Services	M. Hamid Tahir NGUILIN, Minister of Finance and Budget
 Togo	M. Ekpao ADJABO Director General of Public Treasury and Accounting	M. Sani YAYA Minister of Economy and Finance
Administrateurs indépendants	Mme Eveline TALL DAOUDA Expert in Finance and Banking ----- M. Madani Maki TALL Expert in International Finance and Economic Development	

1. Specialised Committees

Three committees have been created from within the Board of Directors and are made up of three (3) members each.

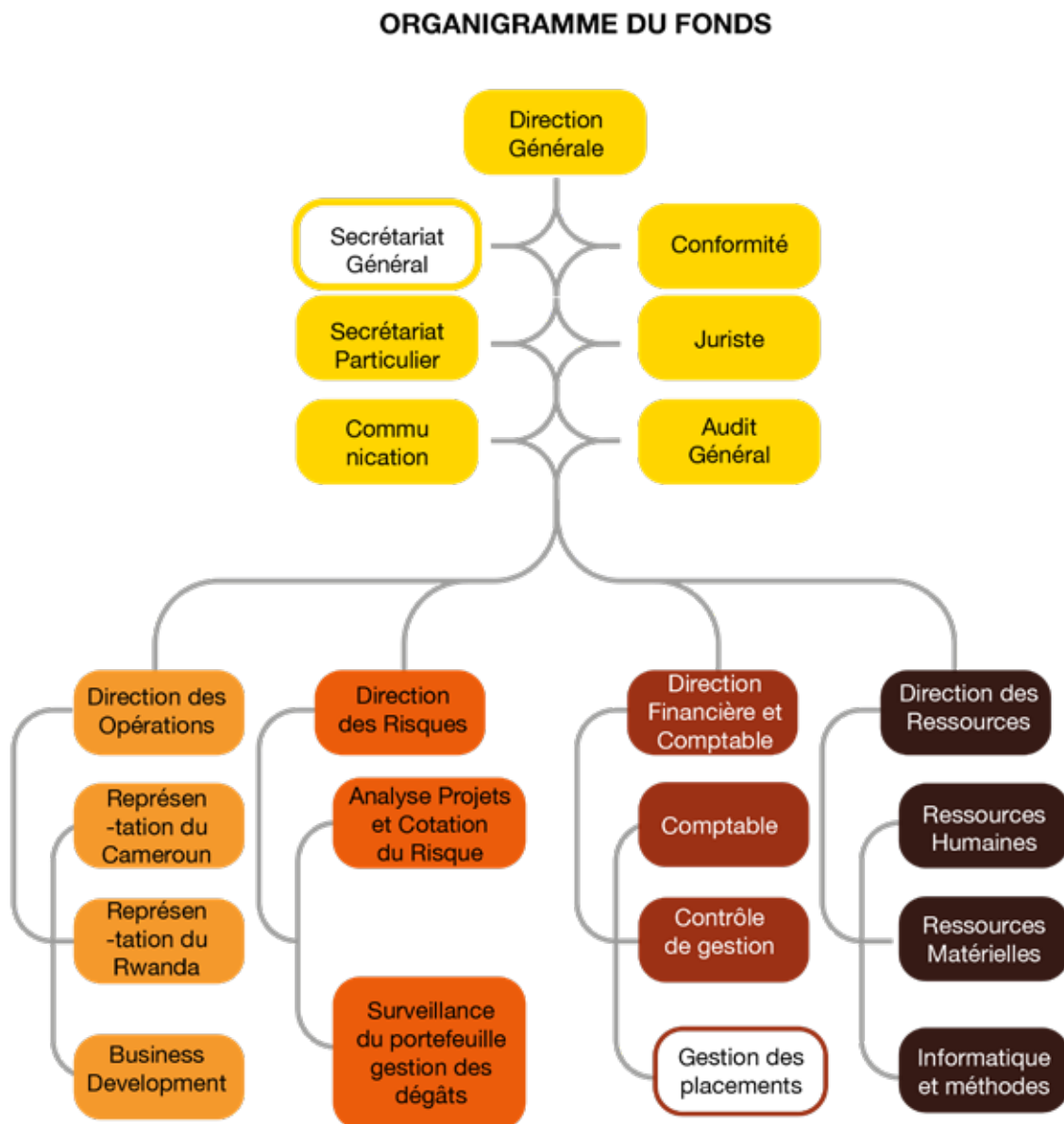
1. The Audit Committee which is headed by Mr Madani Maki TALL and comprises Mr Hugues Oscar LOKOSSOU and Mr Cyrille HATEGEKIMANA, assists the FAGACE Board of Directors in the performance of its oversight and control function notably, in the areas of preparation of financial information, financial reporting, internal and external audit activities, risk management, internal control system, compliance with regulations, the law and administrative procedures.

2. The Guarantee Committee which is presided by Mrs Eveline TALL DAOUDA and composed of Mrs Salamatou KATAMBE BARAZE and Mrs Saran BALLO KONE, has, as principal role, to ensure that the Fund's Guarantee policy is constantly consistent with the requirements of prudential regulations and the financial markets in its area of activities.

3. The Governance and Remuneration Committee which is chaired by Mr Sory Ibrahima DIARRA and composed of Mrs Eveline TALL DAOUDA and Mr Fortes BULI INJAI, is charged with assisting the Board of Directors in the effective implementation and creation of awareness of best governance practices by FAGACE.

1. The Management

The day-to-day management is entrusted to the Managing Director who represents the Institution, receives and examines all requests for facilities and follows up on commitments. He relies, for this, upon an organization geared to risk management and structured as follows:



Source : Plan stratégique 2017-2020_ FAGACE

1. The Management Committee

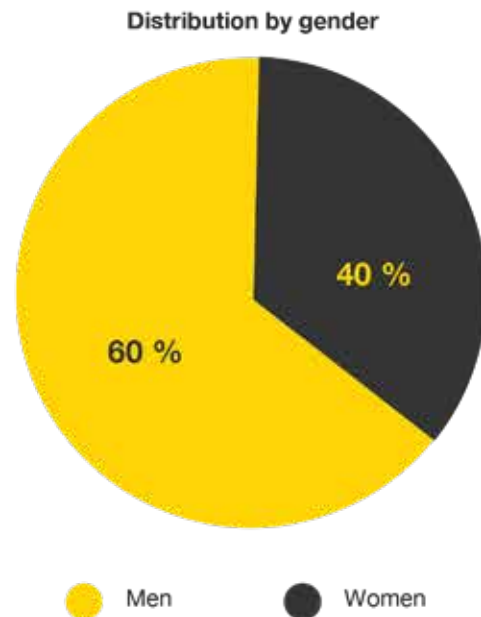
Chaired by the Managing Director, the Management Committee comprises of the division heads and functional departments. Its role is to drive the strategy of the institution within a participative decision-making framework.

2. Human Resources

Ensuring the best operational efficiency requires competent, motivated and dynamic teams.

In this regard, the reforms implemented to improve human resource efficiency have facilitated the transition to an organization oriented to risk management.

As of 31 December 2020, the Fund's employee figure stood at twenty-five (25) persons, nationals of member countries and 40% of whom are women.



04 | FACILITIES GRANTED

1. Statement of facilities granted as of 31/12/2020

Cumulative facilities granted stood as follows:

1. Guarantee facilities

Gross cumulative Guarantee facilities granted as of 31 December 2020 stood at 427 169 990 497 FCFA. They covered 321 projects distributed across the fourteen (14) member countries of the Fund.

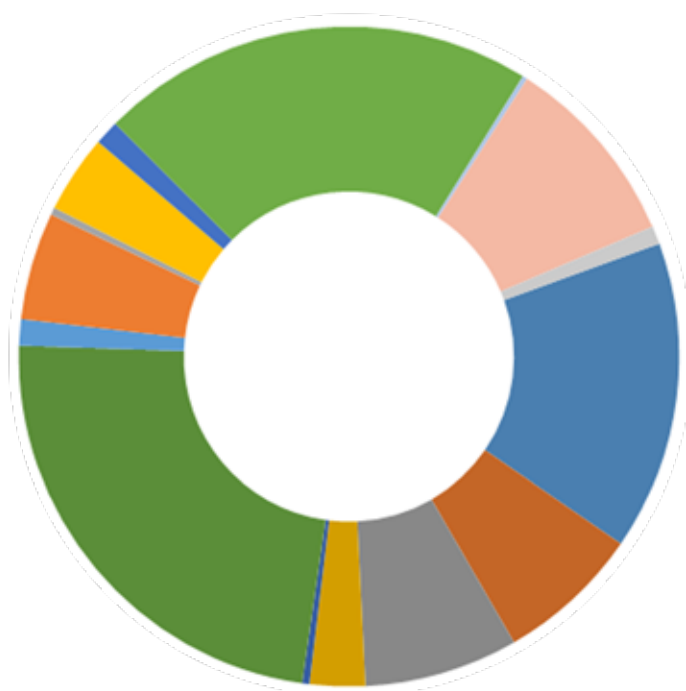
1. Distribution of facilities granted, by country, as of 31/12/2020

As the table below indicates, Côte d'Ivoire, Senegal, Benin and Togo constituted the principal beneficiary-countries of FAGACE's facilities with, 23%, 21%, 15% et 9%, respectively, of the guaranties granted.



DISTRIBUTION OF FACILITIES GRANTED BY COUNTRY AS OF 31/12/2020

N°	Country	Nbr of projects	Amount guaranteed	Credit amount raised	Promoter's equity contribution	Total amount raised	%
1	BENIN	62	64 774 914 912	177 118 580 000	75 907 962 857	253 026 542 857	15,14%
2	BURKINA	26	30 260 500 000	89 563 500 000	38 384 357 143	127 947 857 143	7,08%
3	CAMEROUN	21	32 283 100 000	90 987 800 000	38 994 771 429	129 982 571 429	7,55%
4	CENTRAFRIQUE	9	11 580 000 000	34 906 300 000	14 959 842 857	49 866 142 857	2,71%
5	CONGO	3	1 528 800 000	2 948 000 000	1 263 428 571	4 211 428 571	0,36%
6	COTE D'IVOIRE	70	99 450 744 000	227 497 671 845	97 499 002 219	324 996 674 064	23,25%
7	GUINEE BISSAU	2	5 500 000 000	7 700 000 000	3 300 000 000	11 000 000 000	1,29%
8	MALI	16	22 556 400 000	54 416 000 000	23 321 142 857	77 737 142 857	5,27%
9	MAURITANIE	2	1 531 818 915	5 063 637 830	2 170 130 499	7 233 768 329	0,36%
10	NIGER	11	16 383 327 000	44 322 500 000	18 995 357 143	63 317 857 143	3,83%
11	RWANDA	8	5 132 472 470	7 179 596 516	3 076 969 936	10 256 566 452	1,20%
12	SENEGAL	63	91 365 232 500	265 888 700 000	113 952 300 000	379 841 000 000	21,36%
13	TCHAD	1	1 000 000 000	2 000 000 000	857 142 857	2 857 142 857	0,23%
14	TOGO	25	40 605 680 700	139 750 000 000	59 892 857 143	199 642 857 143	9,49%
15	UEMOA	2	3 750 000 000	14 000 000 000	6 000 000 000	20 000 000 000	0,88%
TOTAL		321	427 702 990 497	1 163 342 286 191	498 575 265 511	1 661 917 551 702	100%



- Benin 15,14 %
- Burkina 7,08 %
- Cameroun 7,55 %
- Centrafrique 2,71 %
- Congo 0,36 %
- Cote d'ivoire %
- Guinee Bissau %
- Mali 5,27 %
- Mauritanie 0,36 %
- Niger 3,83 %
- Rwanda 1,20 %
- Senegal 21,36 %
- Tchad 0,23 %
- Togo 9,49 %
- UEMOA 0,88 %

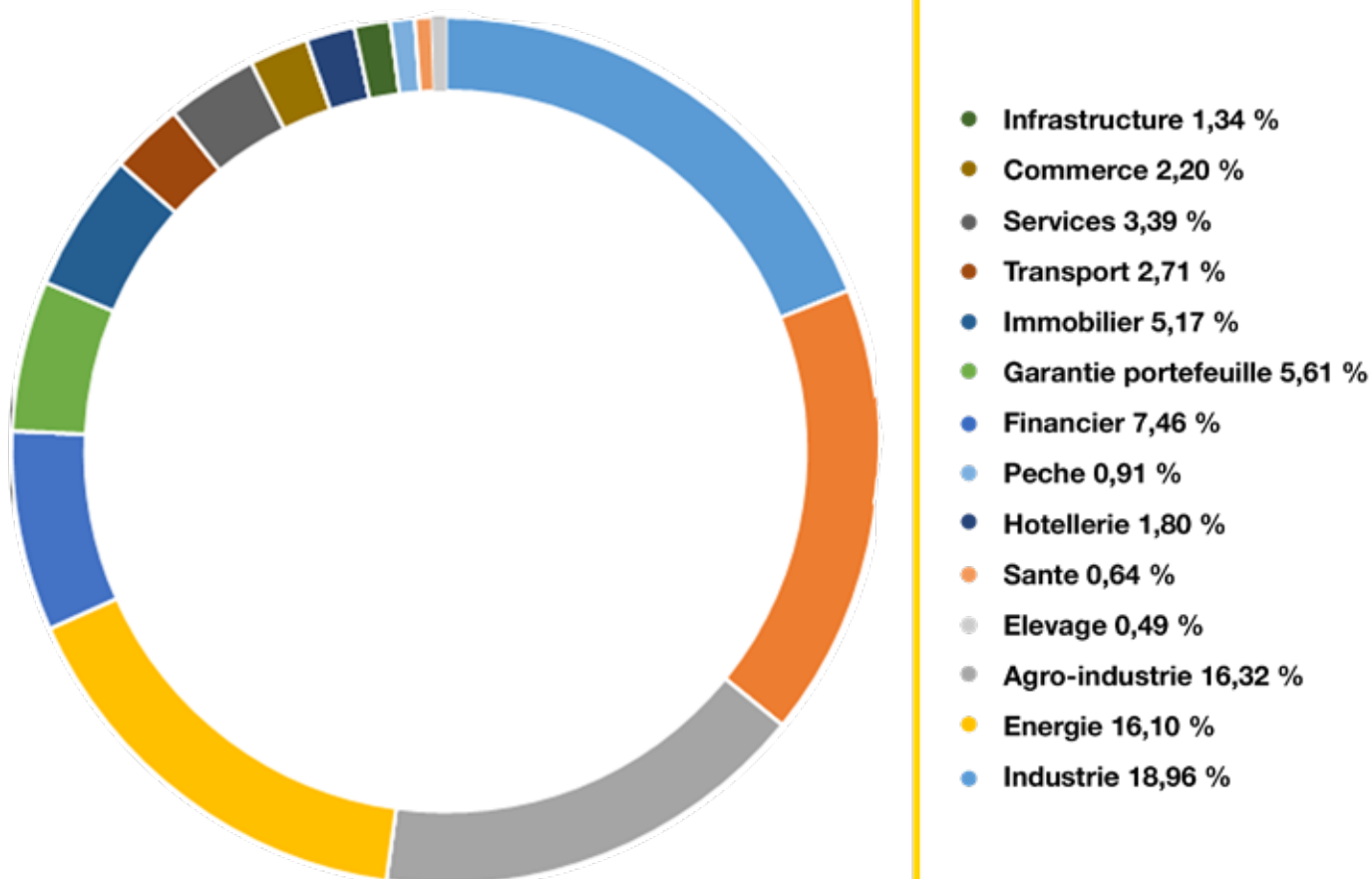
2. Distribution by economic sector

The sectoral distribution permits the identification of the principal destinations of the Fund's facilities.

Gross Guarantee facilities were channeled to four (4) principal economic sectors, namely: Industry (19%), Telecommunications (17%), Energy (16%), Agro-industry/coffee-cocoa (16%).

N°	Sectors	Amount	%
1	Industry	81 106 996 382	18,96%
2	Telecom	72 314 068 200	16,91%
3	Agro-industry	69 793 444 000	16,32%
4	Energy	68 855 361 000	16,10%
5	Finance	31 887 000 000	7,46%
6	Guarantee portfolio	24 000 000 000	5,61%
7	Real Estate	22 110 083 915	5,17%
8	Transport	11 587 000 000	2,71%
9	Services	14 508 377 000	3,39%
10	Commerce	9 390 000 000	2,20%
11	Hospitality	7 704 800 000	1,80%
12	Infrastructure	5 725 600 000	1,34%
13	Fishery	3 892 280 000	0,91%
14	Health	2 748 500 000	0,64%
15	Livestock	2 079 480 000	0,49%
TOTAL		427 702 990 497	100%

DISTRIBUTION BY ECONOMIC SECTOR



Long and medium-term loans guaranteed in respect of 205 development projects stood at 241.119 billion CFA francs.

Guarantees issued in respect of 50 short-term bank credits stood at 53.144 billion CFA francs, representing 12% of the cumulative facilities as of 31 December 2020.

Those issued in respect of thirty-seven (37) bond-issues stood at 102.44 billion CFA francs, representing 24% of cumulative facilities.

Lastly, twenty-nine (29) Guarantee lines were put in place in the amount of 31 billion CFA francs. The summary of these facilities is presented in the table below:

2. Contract bonds

No new request was approved in 2020. Thus, cumulative contract bond facilities as of 3 December 2020 amounted to 1.70175 billion CFA francs, distributed as follows:

DISTRIBUTION BY TYPE FACILITY

Type Of Facility	Number	Amount (in millions FCFA)	Number	%
Emprunts bancaires CT	50	53 144	50	12%
Emprunts obligataires	37	102 440	37	24%
Emprunts bancaires MLT	205	241 119	205	56%
Lignes de Garantie	29	31 000	29	7%
TOTAL	321	427 703	321	100%

Source : FAGACE data

DISTRIBUTION OF CONTRACT BONDS BY COUNTRY

Country	Nombre of projects	Type of bond	Amount (in Millions of FCFA)
BENIN	01	Mobilisation-fee bond	1 201,75
BENIN	01	Bid bond	500
Total	02		1 701,75

Source : FAGACE data



3. Direct Lending

Direct lending having been suspended, no new application was approved in 2020.

The cumulative amount of lendings approved stood at 1.8 billion CFA francs, in respect of two projects located, one (1) each, in Benin and Cameroun.

4. Interest-rate rebate

Cumulative interest-rate rebate approvals stood at 8.987 billion CFA francs as of 31 December 2020 in respect of 54 projects implemented in 10 member countries.

DISTRIBUTION OF DIRECT LENDING FACILITIES BY COUNTRY

Country	Number of projects	Loan approved (in Millions of FCFA)
BENIN	1	800
CAMEROUN	1	1 000
TOTAL	2	1 800

Source : FAGACE data

CUMULATIVE REBATE APPROVALS, BY COUNTRY

Country	Number of Projects	Amount to which rebate applies (en M de FCFA)	%
BENIN	8	1 781	20%
BURKINA FASO	10	1 666	19%
CENTRAFRICA	1	158	2%
COTE D'IVOIRE	1	197	2%
MALI	2	238	3%
MAURITANIA	1	492	5%
NIGER	11	1 990	22%
RWANDA	8	435	5%
SENEGAL	8	1 554	17%
TOGO	4	476	5%
TOTAL	54	8 987	100,00

Source : FAGACE data





Source : FAGACE data

- Benin 15,14 %
- Burkina 7,08 %
- Cote d'ivoire 2 %
- Centrafrique 2,71 %
- Mali 3 %
- Mauritanie 5 %
- Niger 22 %
- Rwanda 5 %
- Senegal 17 %
- Togo 9,49 %

Niger, Benin, Burkina Faso and Senegal are the principal beneficiaries of interest-rate rebate facilities with 22.14%, 19.82%, 18.54% and 17%, respectively.

5. Loan-tenor extension facility

From the cumulative figures, as of 31 December 2020, it can be seen that loan-tenor-extension approvals stood at 976.8 million CFA francs in respect of two (2) projects sited in Niger (AHA Dembou) and Senegal (SENELEC).

2. Spotlight on 2020 : achievements by sector and by country

The achievements recorded were in terms of the maintenance and strengthening of relations with the partners, processing of new applications for Guarantee facilities, the follow-up of projects in the portfolio, billing and recovery as well as the preparation of the new strategic plan 2021-2025

1. Maintenance and strengthening of partnership relations with partners

The management of partnership relations with banks, stock-broking firms, microfinance institutions was highlighted by:

1. the development of partnership with ORAGROUP;
2. the organisation of road-show to Chad and Guinea-Bissau, which all the banks operating in the two countries attended;
3. the organisation of B-to-B meetings with selected banks and stock-broking firms in Togo, Benin, Rwanda, Chad and Cameroun;
4. the participation of FAGACE at the UEMOA SME-fair organised in Cotonou ;
5. the participation of FAGACE at meetings organised by the Association of African Development Finance Institutions (AIAFD)
6. The strengthening of communication and exchanges with selected institutions, namely: BADEA, BLEND, BCEAO, ETC, KARA Investment, UNDP, AFD, World Bank.



1. Applications for Guarantee facilities received as of 31 December 2020

During the financial year, thirty (30) applications for facilities were received from prospected banks, stock-broking firms and microfinance institutions of which, fifteen (15), for Guarantee lines and fifteen (15) for issuance of Guarantee in respect of individual projects. The total amount of guaranties requested was 39 603 289 834 FCFA for an expected total sum of 103 557 037 912 FCFA to be raised.



SUMMARY OF REQUESTS FOR GUARANTEE FACILITY RECEIVED

	Number of projects received	%	Borrowing amount sought (Millions of FCFA)	Guarantee requested (Millions of FCFA)	%
Guarantee (Individual)	15	50%	74 557 037 912	25 103 289 834	63%
Guarantee (Portfolio)	15	50%	29 000 000 000	14 500 000 000	37%
TOTAL	30	100%	103 557 037 912	39 603 289 834	100%

Source : FAGACE data

The level of Guarantee facilities requested and the number of requesting banks are proof of the existence of the real need of banks for the sharing with FAGACE, their risks in the funding of productive projects in member countries.

2. Examination and approval of new facilities

During the year 2020, thirty (30) Guarantee requests were examined, with an approval rate of 57%, in line with the policy of selective project approvals. Seventeen (17) requests for facilities, of which eleven (11) were for individual Guarantee and six (6) were for portfolio Guarantee, were approved by the decision-making organs of the Fund, for a total cumulative amount of 22 416 461 166 FCFA.



1. Portfolio Guarantee requests approved

N°	Type of facility	Beneficiary	Amount guaranteed (in FCFA)
1	Guarantee line	COMMERCIAL BANK CAMEROON (CBC)	1 000 000 000
2	Guarantee line	CORIS BANK INTER BENIN	500 000 000
3	Guarantee line	ORABANK TOGO	1 000 000 000
4	Guarantee line	ORABANK BENIN	1 000 000 000
5	Guarantee line	ORABANK Côte d'Ivoire AND BRANCHES	5 500 000 000
6	Guarantee line	CREDIT COMMUNAUTAIRE D'AFRIQUE BANK (CCA-BANK CAMEROUN)	1 000 000 000
			10 000 000 000

Source : données FAGACE

The interest in creating portfolio Guarantee for banks arose from the importance of facilitating joint funding operations between FAGACE and the different partner-banks, notably, for the benefit of SME/SMI which constitute one of the principal vectors of growth and creation of employment in the member countries of the Fund. The table below presents portfolio guaranties approved in 2020, in the global amount of 10 000 000 000 FCFA.

The use of the different lines will impact on, at the least, about a hundred projects in the beneficiary member countries.



2. Individual Guarantee requests approved

INDIVIDUAL GUARANTIES GRANTED IN 2020

N°	Type of facility	Beneficiary	Loan amount	Portion guaranteed	Amount guaranteed
1	Guarantee line	BENIN PETRO/MARCHE FINANCIER	2 712 500 000	50%	1 356 250 000
2	Guarantee line	AMSA REALTY/ MARCHE FINANCIER	12 975 000 000	38%	4 865 625 000
3	Guarantee line	GMT	250 000 000	50%	125 000 000
4	Guarantee line	DYJESCK-VICO	760 000 000	50%	380 000 000
5	Guarantee line	EGC	1 146 000 000	28%	319 586 166
6	Guarantee line	KENDAL / BF TRADING	820 000 000	50%	410 000 000
7	Guarantee line	MAHWI GRAIN	404 000 000	50%	202 000 000
8	Guarantee line	MOA	1 450 000 000	50%	725 000 000
9	Guarantee line	APEX BIOTECH (restructure)	1 066 000 000	50%	533 000 000
10	Guarantee line	LE ROCHER	1 000 000 000	50%	500 000 000
11	Guarantee line	TOTAL RCA	8 000 000 000	37%	3 000 000 000
			30 583 500 000		12 416 461 166

Source : FAGACE data

The individual guaranties granted were in respect of individual projects submitted to the Fund by banks and stock-broking firms. The table below shows the individual Guarantee facilities approved in 2020, in the total amount of 12 416 461 166 FCFA.



1. ZOOM ON SOME OF THE INDIVIDUAL PROJECTS APPROVED

a. BENIN PETRO PROJECT

TITLE

APPROVAL OF A FIRST-CALL PARTIAL GUARANTEE IN THE AMOUNT OF 1 356 250 000 FCFA, IN FAVOUR OF BENIN PETRO SA, IN RESPECT OF A PRIVATELY PLACED 7,5% 2020-2027 BOND ISSUE TO FUND ITS ACTIVITIES.

PURPOSE AND OBJECTIVE OF THE PROJECT

THE FUNDS RAISED WILL BE UTILISED FOR THE RENOVATION, THE CONSTRUCTION AND EQUIPMENT OF 13 SERVICE-STATIONS TO REINFORCE THE DISTRIBUTION SALES CAPACITY OF BENIN PETRO.

b. AMSA REALTY PROJECT

TITLE

APPROVAL OF A FIRST-CALL PARTIAL GUARANTEE IN THE AMOUNT OF FOUR BILLION EIGHT HUNDRED AND SIXTY-FIVE MILLION SIX HUNDRED AND TWENTY-FIVE THOUSAND (4 865 625 000) FCFA IN FAVOUR OF AMSA REALTY SA IN RESPECT OF A PRIVATELY-PLACED 7% 2021-2028 BOND ISSUE FOR THE FINANCING OF THE CONSTRUCTION AND REHABILITATION UNIVERSITY HOSTEL IN DAKAR AND DIAMNIADIO

PURPOSE AND OBJECTIVE OF THE PROJECT

THE PURPOSE OF THE BOND ISSUE IS TO FINANCE THE CONSTRUCTION AND REHABILITATION OF UNIVERSITY HOSTELS IN THE DAKAR REGION (AMADOU-MAHTAR MBOW UNIVERSITY IN DIAMNIADIO (UAMD) ; CHEIKH ANTA DIOP UNIVERSITY IN DAKAR (UCAD) ; CITÉ CLAUDEL)

THE OBJECTIVE OF THE PROJECT IS:

- To increase the hostel capacity of UCAD whose number of beds will increase from 4 511 to 13 045 bed after the rehabilitation work on 17 buildings and the construction of 15 new blocks;
- To construct a new university student-residence at Diamniadio with a capacity of 5 210 beds.

c. PROJET GMT

TITLE

APPROVAL OF PARTIAL GUARANTEE, ACCORDING TO AGREED MODALITIES IN THE AMOUNT OF ONE HUNDRED AND TWENTY-FIVE MILLION (125 000 000) FCFA IN FAVOUR OF GMT SARL FOR THE FINANCING OF THE EXECUTION OF THE SUB-CONTRACT WORK OF TURN-KEY CONSTRUCTION OF 63 KV LINES AND POSTS LOT 1 AND LOT.

PURPOSE AND OBJECTIVE OF THE PROJECT

THE FACILITY REQUESTED WILL ENABLE GMT SARL CONTRIBUTE TO THE RESTRUCTURING AND EXTENSION OF SBEE TRANSMISSION LINES IN THE TOWN OF ABOMEY-CALAVI AND THE PROVINCE OF ATLANTIQUE.

d. PROJET DYJESK VICO

TITLE

APPROVAL OF PARTIAL GUARANTEE, ACCORDING TO AGREED MODALITIES IN THE AMOUNT OF THREE HUNDRED AND EIGHTY MILLION (380 000 000) FCFA IN FAVOUR OF ORABANK BENIN FOR THE FINANCING OF THE EXECUTION OF THE CONTRACT OF THE CONSTRUCTION WORK BY THE GROUPEMENT DYJESCK-VICO OF THE AZOVE REGIONAL MARKET IN BENIN.

PURPOSE AND OBJECTIVE OF THE PROJECT

THE PROJECT IS JUSTIFIED BY THE FACT OF THE EXISTENCE OF A PROGRAMME OF MODERNISATION OF REGIONAL AND URBAN MARKETS OF THE GOVERNMENT OF BENIN, THE EXPERIENCE OF THE TWO COMPANIES IN THE CONSORTIUM IN JOINT EXECUTION OF PROJECTS IN THE PAST AS WELL AS THE EXISTENCE OF A PROJECT CONTRACT WITH THE AGENCE DU CADRE DE VIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE (ACVDT), THE BENINOIS GOVERNMENT AGENCY IN CHARGE OF SOCIAL CONDITIONS FOR TERRITORIAL DEVELOPMENT.

e) PROJET KENDAL ET FILS

TITLE

APPROVAL OF PARTIAL GUARANTEE, ACCORDING TO AGREED MODALITIES IN THE AMOUNT OF FOUR HUNDRED AND TEN MILLION (410 000 000) FCFA IN FAVOUR OF CORIS BANK INTERNATIONAL BENIN FOR THE FINANCING OF THE EXECUTION OF THE CONTRACT FOR THE REHABILITATION WORK BY THE GROUPEMENT BF TRADING/KEN-DAL ET FILS OF THE PORTUGUESE FORT AT OUIDAH

PURPOSE AND OBJECTIVE OF THE PROJECT

THE PURPOSE OF THE FACILITIES IS THE ACQUISITION OF MATERIALS AND OTHER EQUIPMENT AS WELL AS TO PROVIDE THE CASH REQUIRED BY THE GROUPEMENT BF TRADING/KEN-DAL ET FILS FOR THE EXECUTION OF PHASE-1 OF THE WORK OF REHABILITATION OF THE PORTUGUESE FORT AT OUIDAH. THE FACILITIES WILL ENABLE THE GROUPEMENT BF TRADING/KEN-DAL ET FILS CONTRIBUTE TO THE REHABILITATION OF THE PORTUGUESE FORT TO PROMOTE BENINOIS CULTURAL PATRIMONY, A FACTOR IN THE UNVEILING OF THE TOURISM POTENTIAL OF BENIN AND, AS SUCH, SOCIO-ECONOMIC DEVELOPMENT.

f) PROJET MAHWI GRAIN

TITLE

APPROVAL OF PARTIAL GUARANTEE, ACCORDING TO AGREED MODALITIES IN THE AMOUNT OF 310 015 590 FRW (Rwandan francs), EQUIVALENT TO 201 510 134 FCFA IN FAVOUR OF THE PROJECT OF CONSTRUCTION AND OPERATION OF A FACTORY FOR THE TRANSFORMATION MAIZE GRAINS INTO FLOUR IN RWANDA.

PURPOSE AND OBJECTIVE OF THE PROJECT

THE PROJECT INVOLVES THE CONSTRUCTION AND OPERATION OF A MAIZE-MILLING FACTORY. IT AIMS AT INSTALLING A MODERN, AUTOMATED INDUSTRIAL PRODUCTION CHAIN WITH A DAILY PROCESSING CAPACITY OF 30 TONNES OF MAIZE GRAINS. AN ANNUAL 5% SCALE-UP OF CAPACITY OVER TEN YEARS IS PLANNED.

g) PROJET MOA BENIN

TITLE

APPROVAL OF PARTIAL GUARANTEE, ACCORDING TO AGREED MODALITIES IN THE AMOUNT OF SEVEN HUNDRED AND TWENTY-FIVE MILLION (725 000 000) FCFA IN FAVOUR OF ORABANK BENIN FOR THE PROJECT OF CONSTRUCTION AND OPERATION BY MOULINS D'OR AFRIQUE SARL OF A FLOUR-MILL IN THE REPUBLIC OF BENIN.

PURPOSE AND OBJECTIVE OF THE PROJECT

LE CONCOURS SOLICITE PERMETTRA A LA SOCIETE MOA SARL DE CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DU TISSU INDUSTRIEL BENINOIS ET A LA REDUCTION DU DEFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE PAR LA SATISFACTION DE LA DEMANDE INTERIEURE EN BLE. THE PURPOSE OF THE FACILITIES IS TO EXECUTE THE CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION WORK AND MEET THE COSTS RELATED TO THE CLEARING AND ON-SITE DELIVERY OF THE EQUIPMENT AND RAW MATERIALS. THE FACILITY REQUESTED WILL ENABLE MOA SARL CONTRIBUTE TO THE STRENGTHENING OF THE BENINOIS INDUSTRIAL BASE AND TO THE REDUCTION OF THE CURRENT ACCOUNT DEFICIT BY (HELPING TO) MEET DOMESTIC DEMAND FOR FLOUR.

h) PROJET LE ROCHER

TITLE

APPROVAL OF PARTIAL GUARANTEE IN FAVOUR OF BANQUE ATLANTIQUE BENIN IN RESPECT OF THE FINANCING OF THE EXECUTION BY LE ROCHER SA, OF THE CONTRACT FOR THE INSTALLATION OF MULTI-VILLAGE POTABLE WATER SUPPLY SYSTEMS IN THE ALIBORI, BORGOU AND THE COLLINES PROVINCES: LOT 1 (ABC - PP - T1) ON BEHALF OF THE NATIONAL RURAL WATER SUPPLY AGENCY (ANAEPMR)

PURPOSE AND OBJECTIVE OF THE PROJECT

THE PURPOSE OF THE FACILITIES IS TO ENABLE LE ROCHER TO MEET PAYMENTS TO FOREIGN AND LOCAL SUPPLIERS AND TO EASE CASH SHORTFALLS THAT MAY ARISE IN THE COURSE OF CONTRACT EXECUTION INVOLVING THE INSTALLATION OF FIVE MULTI-VILLAGE WATER SUPPLY SYSTEMS IN THE ALIBORI, BORGOU AND THE COLLINES PROVINCES LOT 1 (ABC - PP - T1).

The project is justified by the:

- Existence of a key, dedicated project of the Beninois Government;
- Proven experience of the promoter ;
- Existence of a contract.

In committing itself, in 2020, to the financing of strategic sectors like education, petroleum industry, industry, agro-industry and tourism, the Fund wished to contribute to an inclusive growth of the economies of the beneficiary-countries, to the creation of employment and to the fight against poverty.



FAGACE
FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET
DE COOPERATION ECONOMIQUE
UNE INSTITUTION FINANCIERE AU SERVICE
DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

05 | FINANCIAL POSITION

The 2020 financial year showed a balance sheet total of 61.723 billion FCFA compared to 61.555 billion FCFA in 2019.

5.1 Result

The result for the year 2020 showed a profit of 191 million FCFA compared to the profit of 98 million FCFA in 2019, representing an increase of 94% in 2020. This performance is explained by :

- **A rise in operating income.**

Operating income was 1.782 billion FCFA, compared to 1.501 billion FCFA in 2019, representing an increase of 19 % over the period. The level of operating income at the close of year 2020 is explained by the reactivation of operating activities and, in particular, the widening of the placement base.

- **A good grip on operating costs**

Operating costs fell by 17 % during the period, standing at 59 million FCFA at the end of 2020 compared to a figure of 71 million FCFA at the

comparable period in 2019. This difference was due essentially to the pay-out of the outstanding amount on bond issued, driving a reduction in the level of associated funding charges.

General and administrative expenses comprise, principally, personnel and other general costs. They decreased by 13% over the period and stood at 1.714 billion FCFA in 2020, compared to 1.971 billion FCFA as of 31 December 2019.

5.2 Analysis of solvency and compliance with key prudential ratios

- **Liquidity**

The Fund's net cash as of 31 December 2020 decreased by 14% but remained nonetheless positive as in the previous years, standing at 12.937 billion FCFA, compared to 15.099 billion FCFA in 2019.

Term deposits stood at 10.750 billion FCFA as of 31 December 2020. These are deposits by banks and financial institutions in the zone.

● Share capital and equity funds

Equity funds increased by 191 million FCFA between 2019 and 2020 by reason of the profitable result of 191 million FCFA for the year 2020. They stood at 56.437 billion FCFA as of 31 December 2020, compared to 56.246 billion FCFA as of 31 December 2019.

● Off-balance sheet commitments

Commitments issued stood at 53.249 million FCFA in 2020, compared to 31.761 million FCFA in 2019.

● Solvency :

As of 31 December 2020, the level of free equity funds of the Fund represented at least a tenth (1/10) of the total guaranties issued by the Fund, as required by its financial regulations.

As obtained in 2018 and 2019, it is noted that, as of 31 December 2020, the Fund was financially stable and its solvency as well as its liquidity were assured.

5.3 Impact of COVID-19 and measures taken by FAGACE

The Fund adopted the protective measures taken at the global level especially in the headquarters country (Benin) and in the representative-office countries (Cameroun and Rwanda) in order to reduce the risk of contamination.

Thus, once a measure was taken and broadcast by the headquarters country and those of the representative offices, Management immediately, by internal memo,

directed the entire personnel to adopt and put the measures into strict practice.

In this regard, it proceeded to limit the movement of employees, began, by way of internal memo, awareness campaign, restrict to the very minimum, visits to the head-office, encouraging only those connected with official matters.

In this regard, following the meeting of the committee on hygiene and personnel safety, the following measures were taken:

- Test and remote-working. To this effect, FAGACE provided each employee with a router and high-bandwidth internet connection;
- Reception of visitors at the entrance gate in order to limit the spread (of the virus);
- Purchase and distribution of protective face masks. This has been continued since April 2020 ;
- Purchase and installation of automatic dispensers of hydro-alcoholic gel. This has been continued since April 2020 ;
- Installation of hand-wash equipment at the main entrance and before (entering) the hall;
- Holding of extraordinary meetings of the committee on hygiene to deal with urgent matters
- Pasting of sensitization messages (on notice boards) to encourage compliance with social-distancing rules
- Increased sensitization via the FAGACE

FAGACE WhatsApp group ;

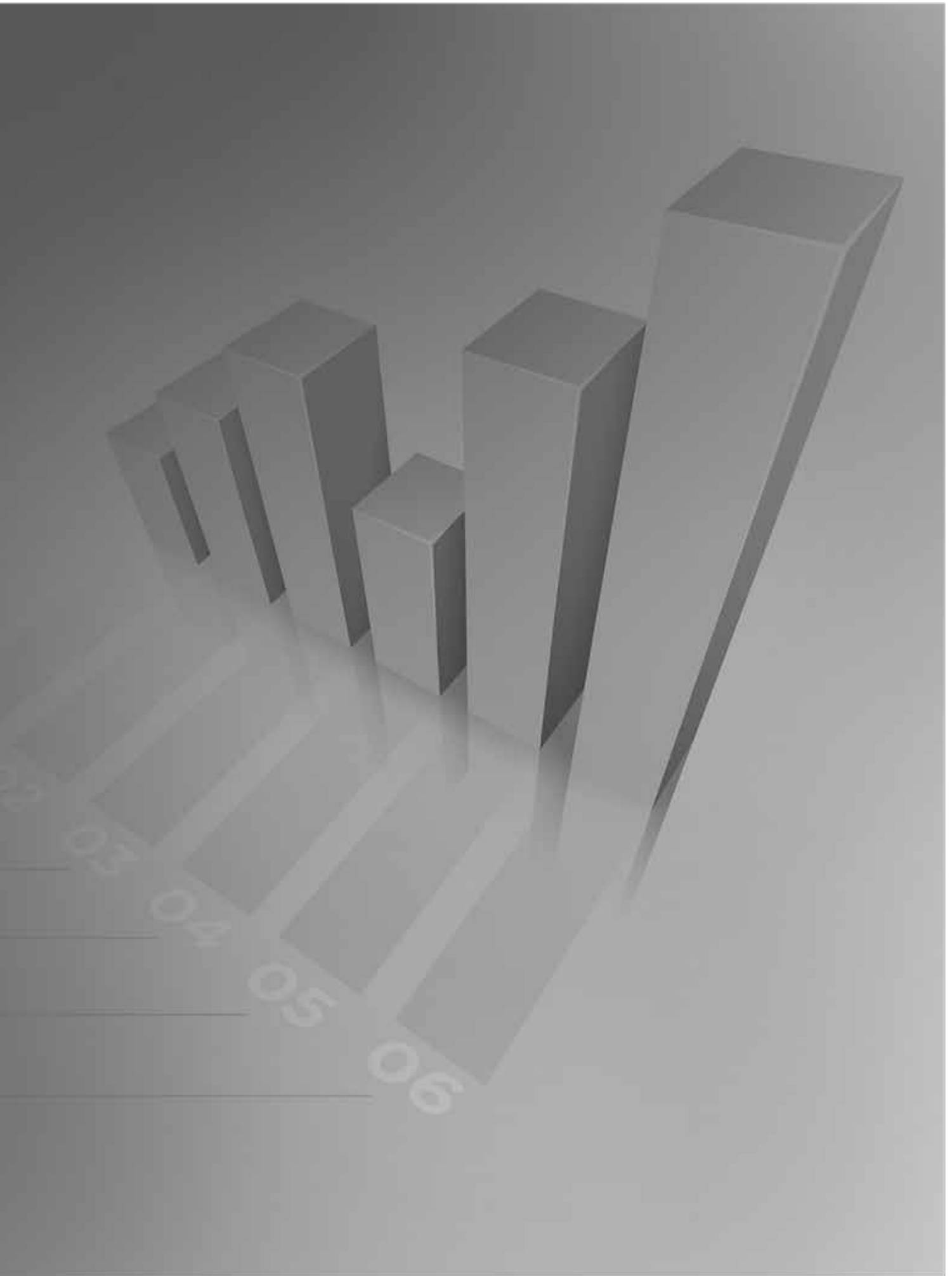
- Cancellation of journeys and training seminars expected to bring numerous persons together ;
- 72-hour isolation at home of employees returning from a foreign trip and return to work after testing negative to COVID ;
- Purchase of ZOOM licences for internal meetings and with partners.

Concerning operational activities, projects in the portfolio are followed up at distance by telephone calls and by correspondence. Billings are carried out normally, according to pre-defined maturities and recoveries follow in step. New projects evaluated are submitted to the evaluation committee for analysis and then transmitted to the directors in the guarantee committee for approval.

The sessions of the decision-making organs of FAGACE are maintained and are held by videoconference. To this effect three (03) meetings of the Guarantee Committee were held by videoconference. The meetings of the internal evaluation committee and the meeting of the Guarantee Committee held during the period by videoconference yielded the approval of several projects and guarantee lines in the cumulative amount of 22.41 billion FCFA. This demonstrates that the Fund's activities progressed in spite of the COVID-19 environment.

The next meetings of the decision-making bodies are programmed normally and shall hold by videoconference on the scheduled dates.

The Fund remains constantly alert to the evolution of this pandemic and shall follow the health instructions dictated by the authorities of the headquarters country and those of the representative offices, focused on the objective of continuity of its activities and the safety of its entire personnel.



AAA - Bénin

*Lot 610-Parcelle ZB,
carré 4240 Patte d'Oie*
01 BP 5802, Cotonou
Tél : (+229) 21 31 56 43 / 21 30 30 14
Fax : (+229) 21 31 56 43

Deloitte Bénin

Rue n°102 Guinkomè
02 BP 2877 Cotonou – Bénin
Tél : (229) 21 31 17 51
Fax : (229) 21 31 71 35

Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE)

Rapport des commissaires aux comptes sur les états financiers annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020
FAGACE
01 BP 2045 Cotonou - Bénin
Ce rapport contient 06 pages
L'annexe contient 45 pages

AAA - Bénin

"ILot 610-Parcelle ZB,
carré 4240 Patte d'Oie"
01 BP 5802, Cotonou
Tél : (+229) 21 31 56 43 / 21 30 30 14
Fax : (+229) 21 31 56 43

Deloitte Bénin

Rue n°102 Guinkomè
02 BP 2877 Cotonou – Bénin
Tél : (229) 21 31 17 51
Fax : (229) 21 31 71 35

Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE)

Siège social : 298, Boulevard CEN-SAD Rue 12044 Cotonou
01 BP : 2045 Cotonou - Bénin
Capital social : F CFA 350 000 000 000

Rapport des commissaires aux comptes sur les états financiers annuels

**Conseil des gouverneurs d'adoption des états financiers de l'exercice
clos le 31 décembre 2020**

Mesdames, Messieurs les Gouverneurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil des Gouverneurs, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2020, sur :

- l'audit des états financiers annuels du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE), tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par les textes applicables au FAGACE.

Les états financiers de votre institution ont été approuvés par le Conseil d'Administration le 18 juin 2021.

1. Audit des Etats financiers annuels**1.1. Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique, comprenant le bilan et le hors bilan au 31 décembre 2020, le compte de résultat ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives contenues dans les notes annexes.

A notre avis, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FAGACE à la fin de cet exercice conformément aux usages généralement admis du secteur financier tels que retenus par l'article 26 du règlement financier et détaillés dans les notes annexes aux présents états financiers annuels.

2. *Fondement de l'opinion*

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (« ISA »), conformément aux prescriptions du Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Institution conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA précité, et aux règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

1.3. *Observation*

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'information relative à l'étalement des commissions décrite dans la note 4.14 annexée aux états financiers

1.4. *Autre point*

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

1.5. *Responsabilités du Conseil d'Administration relatives aux états financiers annuels*

L'établissement et l'approbation des états financiers annuels sont de la responsabilité du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux usages généralement admis du secteur financier tel que retenus par l'article 26 du règlement financier et détaillés dans les notes explicatives des présents états financiers du FAGACE, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre la préparation des états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

FAGACE.*Rapport des commissaires aux comptes sur les Etats financiers annuels*

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de l'Institution à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de mettre l'Institution en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à lui.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de l'Institution.

1.6. Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des Etats financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des Etats financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des Etats financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée à l'annexe 1 du présent rapport des commissaires aux comptes.

2. Vérifications spécifiques prévues par les textes applicables au FAGACE et autres informations

2.1 Vérifications spécifiques prévues par l'acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE

La responsabilité des autres informations incombe au conseil d'administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion (mais ne comprennent pas les états financiers annuels et le rapport des commissaires aux comptes sur ces états financiers annuels) et du projet de résolutions.

Notre opinion sur les Etats financiers annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, notre responsabilité est, d'une part, de faire les vérifications spécifiques prévues par les textes applicables au FAGACE, et ce faisant, à vérifier la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration, et dans les documents adressés aux gouverneurs sur la situation financière et les états financiers annuels.

D'autre part, notre responsabilité consiste également à lire les autres informations et, par conséquent, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si à la lumière des travaux que nous avons effectués lors de nos vérifications spécifiques ou sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux Gouverneurs sur la situation financière et les états financiers annuels de l'Institution.

2.2 *Non-respect des ratios prudentiels*

Nous avons procédé, conformément aux dispositions internes aux vérifications relatives au respect des ratios prudentiels du FAGACE.

Nous portons à votre attention le non-respect des ratios suivants :

- le ratio relatif au taux de sinistre du portefeuille d'aval s'établit à 34% pour un maximum de 5% ;
- le ratio relatif au taux de provisionnement des risques s'établit à 30% pour une norme de 100% ;
- le ratio relatif au coefficient net d'exploitation s'établit à 100% pour un maximum de 75% ;
- le ratio relatif au bénéfice après impôts s'établit à 0,31% pour un minimum de 1% ;
- le ratio relatif au taux de dégradation du portefeuille s'établit à 34% pour un maximum de 15% ;
- le ratio relatif à la couverture s'établit à 30% pour un minimum de 40% ;
- le ratio relatif au seuil d'intervention par projet s'établit à 8% pour un maximum de 5%.

FAGACE.

Rapport des commissaires aux comptes sur les Etats financiers annuels

2.3 Non-respect du délai de libération du capital appelé

Le capital de FCFA 22,953 milliards, appelé le 21 mai 2014 par décision N° 06/06/CG/FAGACE/14/KIGALI du Conseil des Gouverneurs, n'a pas été entièrement libéré dans le délai maximum de trois (3) ans à compter de la date de souscription, conformément aux dispositions de l'article 9 alinéa 1 de la convention portant statuts de l'Institution. Le montant du capital ainsi appelé et restant à libérer s'élève au 31/12/2020 à FCFA 12,570 milliards.

Cotonou, le 25 juin 2021

Les commissaires aux comptes

Franck FANOU



Associé KPMG Togo
Numéro d'inscription à l'OECCA :
075-EC

Maryse ADOTEVI



Guinkomè, Rue n°102,lot 644 Deloitte.
07 BP 2877 Cotonou Bénin Deloitte Bénin Sarl
Tel: (229) 21 31 17 52
Fax: (229) 21 31 17 52
Audit, Expertise Comptable, Conseils Juridique & Fiscaal.
Associé Deloitte Bénin
Numéro d'inscription à l'OECCA :
192-EC

FAGACE.

Rapport des commissaires aux comptes sur les Etats financiers annuels

Annexes :

- Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des états financiers annuels
- Etats financiers annuels de l’exercice clos le 31 décembre 2020

FAGACE.
Rapport des commissaires aux comptes sur les Etats financiers annuels

ANNEXE 1 :
Responsabilités des commissaires aux comptes
relatives à l'audit des comptes annuels

Cette annexe fait partie intégrante de notre rapport de commissariat aux comptes.

Dans le cadre de nos diligences, nous nous conformons successivement :

- aux exigences des normes Internationales d'Audit (ISA) et ;
- aux obligations spécifiques du Fonds de Garantie et de Coopération Economique.

De manière plus détaillée,

- Nous nous conformons aux règles d'éthique relatives à l'audit des états financiers annuels édictées par le Code d'éthique et le règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes ;
 - nous faisons preuve d'esprit critique qui implique d'être attentifs aux éléments probants qui contredisent d'autres éléments probants recueillis, aux informations qui remettent en cause la fiabilité de documents et de réponses apportées aux demandes de renseignements à utiliser en tant qu'éléments probants, aux situations qui peuvent révéler une fraude possible, aux circonstances qui suggèrent le besoin de mettre en œuvre des procédures d'audit en supplément de celles requises par les Normes ISA ;
 - nous faisons preuve de jugement professionnel lors de la conduite de l'audit en particulier pour les décisions portant sur le caractère significatif et le risque d'audit, la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit à mettre en œuvre pour satisfaire les diligences requises par les normes ISA et pour recueillir des éléments probants, le fait de déterminer si des éléments probants suffisants et appropriés ont été recueillis, et si des travaux supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs des normes ISA et, par voie de conséquence, les objectifs généraux de l'auditeur, l'évaluation des jugements de la direction portant sur le suivi du référentiel comptable applicable, le fondement des conclusions tirées des éléments probants recueillis, par exemple l'appréciation du caractère raisonnable des évaluations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers ;
 - nous préparons tout au long de l'audit une documentation qui fournisse une trace suffisante et appropriée des travaux, fondements de notre rapport d'audit et des éléments démontrant que l'audit a été planifié et réalisé selon les Normes ISA et dans le respect des exigences législatives et réglementaires applicables ;
 - nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
 - nous recueillons, le cas échéant, des éléments probants suffisants et appropriés concernant le respect des dispositions des textes législatifs et réglementaires dont il est admis qu'elles ont une incidence directe sur la détermination des

FAGACE.*Rapport des commissaires aux comptes sur les Etats financiers annuels*

données chiffrées significatives enregistrées et l'information fournie dans les états financiers, mettons en œuvre des procédures d'audit spécifiques visant à identifier les cas de non-respect d'autres textes législatifs et réglementaires qui peuvent avoir une incidence significative sur les états financiers, et apporter une réponse appropriée aux cas avérés ou suspectés de non-respect des textes législatifs et réglementaires identifiés au cours de l'audit ;

- nous fournissons également au Conseil d'Administration une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes. Parmi les points communiqués au Conseil d'Administration ;
- nous déterminons quels ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport, sauf si la loi ou la réglementation en empêchent la communication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de ce point dépassent les avantages qu'elle aurait au regard de l'intérêt public ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne de l'Institution afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Institution. Lorsque des faiblesses significatives sont identifiées, nous les communiquons à la direction, le cas échéant, au Conseil d'Administration ;
- nous évaluons l'incidence sur l'audit des anomalies relevées et l'incidence sur les états financiers des anomalies non corrigées, s'il en existe. Nous les communiquons au niveau approprié de la direction, à moins que ceci ne lui soit interdit par la loi ou la réglementation ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous identifions les relations et des transactions avec les parties liées, que le référentiel comptable applicable établisse ou non des règles en la matière, pour être en mesure de relever des facteurs de risque de fraudes, s'il en existe, découlant de relations et de transactions avec les parties liées, qui sont pertinents pour l'identification et l'évaluation des risques d'anomalies significatives provenant de fraudes, et conclure, sur la base des éléments probants recueillis, si les états financiers, pour autant qu'ils soient affectés par ces relations et ces transactions sont présentés sincèrement ou ne sont pas trompeurs. En outre, lorsque le référentiel comptable applicable contient des règles concernant les parties liées, nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés pour déterminer si les relations et les transactions avec

les parties liées ont été correctement identifiées et comptabilisées dans les états financiers et si une information pertinente les concernant a été fournie dans ceux-ci ;

- nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés montrant que les événements survenus entre la date des états financiers et la date de notre rapport, nécessitant un ajustement des états financiers ou une information à fournir dans ceux-ci, ont fait l'objet d'un traitement approprié dans les états financiers conformément au référentiel comptable applicable ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Institution à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments recueillis jusqu'à la date de notre rapport ;
- nous obtenons des déclarations écrites de la Direction Générale et, le cas échéant, du Conseil d'Administration, confirmant que celle-ci considère avoir satisfait à ses responsabilités relatives à l'établissement des états financiers ainsi qu'à l'exhaustivité des informations qui nous ont été fournies. En outre, nous confortons d'autres éléments probants relatifs aux états financiers ou à des assertions spécifiques contenues dans ceux-ci au moyen de ces déclarations écrites si nous estimons nécessaire ou si celles-ci sont requises par d'autres normes ISA ;
- nous nous assurons, tout au long de l'audit, que l'égalité entre les pays membres est respectée, notamment que toutes les actions d'une même catégorie bénéficient des mêmes droits ;
- nous devons signaler au prochain Conseil des Gouverneurs, les irrégularités et les inexactitudes relevées lors de l'audit. En outre, nous devons signaler au ministère public les faits délictueux dont nous avons eu connaissance au cours l'audit, sans que notre responsabilité puisse être engagée par cette révélation ;
- nous avons l'obligation du respect du secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont nous avons eu connaissance.

FAGACE.

Rapport des commissaires aux comptes sur les Etats financiers annuels

ANNEXE 2 :
Etats financiers annuels de l'exercice
clos le 31 décembre 2020



BILAN AU 31/12/2020

1 / 6

000 - TOUTES AGENCES

BILAN		ACTIF		PASSIF		Montant	Montant N-1	Variation %
	Montant	Montant N-1	Variation %			Montant	Montant N-1	Variation %
1- OPERAT° DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	12 936 686 150	15 099 153 796	-16,72	2 - COMPTES D'OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	34 500 000	34 500 000	0,00	0,00
10- VALEURS EN CAISSE	104 865	12 990	87,61	25 - COMPTES DE LA CLIENTELE	34 500 000	34 500 000	0,00	0,00
11- COMPTES ORDIN CHEZ ETS DE CREDIT	2 004 541 121	6 759 791 491	-237,22	- Dépôts de garantie et autres dépôts reçus	34 500 000	34 500 000	0,00	0,00
- Banques et Correspondants	2 004 541 121	6 759 791 491	-237,22	3 - COMPTES D'OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	2 251 312 458	2 305 395 341	-2,40	-2,40
12 -AUTRES CPTES. DEPOTS CHEZ ETS DE CREDIT	10 932 040 164	8 339 349 315	23,72	33 - CREDITEURS DIVERS	561 287 657	519 069 068	7,52	7,52
- Dépôts à terme constitués	10 750 000 000	8 250 000 000	23,26	33 - CREDITEURS DIVERS	561 287 657	519 069 068	7,52	7,52
- Créances rattachées sur DAT constitués	182 040 164	89 349 315	50,92	38 - COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF	1 690 024 801	1 786 326 273	-5,70	-5,70
2 - OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	906 728 418	946 610 015	-4,40	5 - CPTES DE PROV FONDS PROPRES ET ASSIMILES	59 246 403 279	59 116 061 343	0,22	0,22
20 - CREDITS A LA CLIENTELE	100 722 868	362 565 723	-279,82	50- SUBVENTIONS ET AUTRES FONDS RECUS	100 000 000	100 000 000	0,00	0,00
- Autres crédits à court terme	66 678	10 565 175	745,07	51- PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3 000 452 197	2 968 851 478	1,05	1,05
- Crédits à moyen et long terme	100 656 190	366 747 480	-264,36	- Provisions pour charges de retraite	202 565 146	170 964 427	15,60	15,60
- Créances rattachées MT et LT	*0*	*5 253 068*	0,00	- Prov pour risques d'exé d'eng par signature	2 004 738 158	2 004 738 158	0,00	0,00
29 - CPTES DE CREANCES EN SOUFFRANCE	806 005 550	564 044 292	30,02	- Autres provisions pour risques et charges	793 148 893	793 148 893	0,00	0,00
- Créances impayées ou immobilisées	806 005 550	564 044 292	30,02	55 - PRIMES LIEES AU CAPITAL ET RESERVES	4 225 220 554	4 225 220 554	0,00	0,00
3 - OPERATIONS SUR TITRES ET OP DIVERSES	45 709 942 869	43 334 353 082	5,20	- Primes liées au capital	887 500 000	887 500 000	0,00	0,00
30 - TITRES DE PLACEMENT	7 992 385 760	2 603 383 384	67,43	- Réserves	2 063 462 066	2 063 462 066	0,00	0,00
- Obligations	7 754 200 000	2 563 404 233	66,94	- Ecart de réévaluation	1 274 258 488	1 274 258 488	0,00	0,00



BILAN AU 31/12/2020

2 / 6

- Créances rattachées/titres de placement	238 185 760	39 979 151	83,22	58 327 340 001	0,00
33 - DEBITEURS DIVERS	37 428 766 717	40 358 086 209	-7,83		0,00
- Débiteurs divers	50 925 623 501	54 115 922 321	-6,26	233 310 000 000	0,00
* Provisions pour dépréciation	*13 496 856 784*	*13 757 836 112*	-1,93	*174 982 659 999*	0,00
38 - COMPTES DE REGULARISATION - ACTIF	286 790 392	372 883 489	-29,12	*6 406 609 473*	-1,54
4 - COMPTES DE VALEURS IMMOBILISEES	2 169 972 673	2 174 581 008	-0,21		0,00
41 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES	556 512 295	660 776 159	-18,74		0,00
- Titres de participation	360 000 001	360 000 001	0,00		0,00
- Titres d'investissement	366 663 804	466 761 530	-27,30		0,00
* Provisions pour dépréciation	*170 151 510*	*165 985 372*	2,45		0,00
42 - DEPÔTS ET CAUTIONNEMENTS	16 021 756	16 021 756	0,00		0,00
43 - IMMOBILIS. CORPORELLES ET INCORPO	1 597 438 622	1 497 783 093	6,24		0,00
- Immobilisations d'exploitation	7 307 659 254	7 025 641 528	3,86		0,00
* Amortissement des immob. et provisions	*5 710 220 632*	*5 527 858 435*	3,19		0,00
TOTAL	61 723 330 110	61 554 697 901	0,27	61 723 330 110	0,27
	0	0	0,00	191 114 373	48,33
			BENEFICE	98 741 217	
			TOTAL	61 554 697 901	0,27

RESULTAT EXPLOITATION							
CHARGES	Montant	Montant N-1	Variation %				
				PRODUITS			
60 CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	59 068 442	71 343 061	-20,78	70 PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 781 668 170	1 501 091 811	15,75
601 Charges sur opérations de trésorerie et op interbancaires	*0*	*41 735 457*	0,00	701 Produits sur opérations de trésorerie et op interbancaires	735 189 244	801 982 235	-9,09
606 Charges sur opérations de change	5 734 152	0	100,00	702 Produits sur opérations avec la clientèle	19 355 747	68 345 096	-253,10
608 Charges sur prestations de services financiers	50 628 316	29 607 604	41,52	703 Produits sur opérations sur titres et sur opérations diverses	408 200 647	147 398 615	63,89
609 Autres charges d'exploitation bancaires	2 705 974	0	100,00	704 Produits sur valeurs immobilisées	99 414 900	109 115 858	-9,76
61 ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	36 868 189	40 892 887	-10,92	706 Produits sur opérations de change	658	291 650	1 223,71
611 Achats	36 868 189	40 892 887	-10,92	707 Produits sur opérations de hors bilan	519 506 974	373 956 367	28,02
62 AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	738 313 835	795 977 760	-7,81	72 PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	*0*	39 156 376	0,00
621 Services extérieurs	75 623 765	104 707 744	-38,46	725 Plus-values de cession	*0*	39 156 376	0,00
622 Autres services extérieurs	482 506 584	546 012 103	-13,16	76 REPRISES D'AMORTISSEMENTS, DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CRE. DOUT	285 500 765	1 122 063 298	-293,02
623 Charges diverses d'exploitation	180 183 486	145 257 913	19,38	764 Reprises de provisions sur créances en souffrance	266 477 972	642 100 853	-140,96
64 CHARGES DE PERSONNEL	938 894 515	1 134 290 375	-20,81	767 Reprises de provisions pour risques et charges	19 022 793	426 643 849	1 142,80
641 Salaires et traitements	778 099 389	955 505 453	-22,80	768 Reprises de provisions réglementées	*0*	53 318 556	0,00
642 Charges sociales	160 795 126	178 784 922	-11,19			0	0,00
66 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX PROV ET PERTES SUR CREANCES RECOUR	309 383 930	679 080 643	-119,49			0	0,00



BILAN AU 31/12/2020

4 / 6

661 Dotations aux amortissements des immobilisations	182 362 197	214 658 791	-17,71	0	0,00
662 Dotations aux amortissements des charges à répartir	89 896 649	221 041 174	-145,88	0	0,00
664 Dotations aux provisions sur créances en souffrances	*0*	**107 725 694*	0,00	0	0,00
667 Dotations aux provisions pour risques et charges	37 125 084	135 654 984	-265,40	0	0,00
TOTAL	0	0	0,00	15 359 976	-285,89
	2 062 528 911	2 721 584 726	-30,69	2 082 528 911	-30,69
				59 273 241	
				2 721 584 726	
					RESULTAT
					TOTAL

RESULTAT HORS EXPLOITATION							
CHARGES	Montant	Montant N-1	Variation %	PRODUITS	Montant	Montant N-1	Variation %
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES ET PERTES SUR EXERCICES ANTERIEUR	9 999	89	99,11	77 PRODUITS EXCEPTIONNELS ET PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	206 484 348	158 014 547	23,47
672 Pertes sur exercices antérieurs	9 999	89	99,11	771 Produits exceptionnels	202 484 348	148 453 882	26,68
			0,00	772 Profits sur exercices antérieurs	4 000 000	9 560 665	-139,02
RESULTAT	206 474 349	158 014 458	23,47		0	0	0,00
TOTAL	206 484 348	158 014 547	23,47	TOTAL	206 484 348	158 014 547	23,47



FAGACE

FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET
DE COOPERATION ECONOMIQUE
UNE INSTITUTION FINANCIERE AU SERVICE
DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION FINANCIERE ET COMPTABLE

NOTE DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS ANNUELS

AU 31 DECEMBRE 2020

Mai 2021

SOMMAIRE

1.	Activités du Fonds	4
2.	Faits marquants de l'exercice 2020	4
3.	Principes et pratiques comptables fondamentaux.....	4
3.1	Principes comptables généraux.....	5
3.1.1	Enregistrement des opérations au jour le jour.....	5
3.1.2	Continuité d'exploitation.....	5
3.2	Conventions comptables de base	5
4.	Règles et méthodes comptables spécifiques	5
4.1	Base monétaire	5
4.2	Exercice comptable	5
4.3	Opérations en devises.....	5
4.4	Opérations sur les titres de placement.....	6
4.5	Titres de participation et d'investissement	6
4.6	Créances	6
4.7	Frais immobilisés et logiciels.....	8
4.8	Immobilisations corporelles et amortissements	8
4.9	Charges et produits	9
4.10	Provisions pour indemnité de départ à la retraite	9
4.11	Engagements hors bilan	9
4.12	Charges et autres dettes à payer	10
4.13	Produits à recevoir et charges constatées d'avance.....	10
4.14	Commissions et Coûts marginaux.....	11
4.15	Evénements postérieurs à la clôture des comptes.....	11
5.	Changement de méthodes ou d'estimation comptables et corrections d'erreurs.....	11
6.	Analyse des Etats financiers clos au 31/12/2020	12
6.1	Bilan	12
6.1.1	Actif	12
6.1.2	Passif	14
6.2	Hors bilan	16

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

6.3	Compte de résultat.....	21
6.3.1	Produits.....	21
6.3.2	Charges.....	22
6.3.3	Résultat.....	24
7.	Gestion des risques financiers du Fonds.....	24
7.1	La gestion du risque de change.....	24
7.2	La gestion du risque de liquidité.....	24
7.3	La gestion du risque de contrepartie.....	24
7.4	La gestion du risque opérationnel.....	25
7.5	Transactions avec les parties liées.....	25
7.6	Evènements postérieurs à la clôture.....	26
7.6.1	Impact du COVID-19 et Mesures prises par le FAGACE.....	26

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

1. Activités du Fonds

Créé en Février 1977, le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE), est une Institution Financière Publique spécialisée dans la promotion des investissements publics et privés avec pour objet de contribuer au développement économique et social des Etats membres.

Sa mission principale est de garantir les emprunts émis ou contractés par les Etats, les organismes publics ou parapublics, les organismes interétatiques auxquels participent un ou plusieurs Etats membres, les entreprises privées ayant leur siège ou leur champ d'activités principal dans l'un ou plusieurs Etats membres et destinés au financement de projets financiers, industriels, agricoles, commerciaux et infrastructures financièrement et économiquement rentables.

Il comprend actuellement quatorze (14) Etats membres qui sont : le Bénin, le Burkina, le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Rwanda, le Sénégal, le Tchad et le Togo.

Basé à Cotonou au Benin, il dispose de deux bureaux de représentation au Cameroun et au Rwanda. Son capital est entièrement détenu par les Etats membres.

2. Faits marquants de l'exercice 2020

L'année 2020 qui représente le dernier exercice de mise en œuvre du plan stratégique 2017-2020 a été marquée par la pandémie de la COVID 19. Cette crise qui a impacté la plupart des secteurs d'activité par ses corollaires, n'a pas manqué de perturber les habitudes dans le fonctionnement du FAGACE mais également le déroulement du programme d'activité de l'exercice 2020 au regard du climat d'incertitude qui a prévalu.

En outre, l'exercice 2020 a également été marqué par l'aboutissement du processus de recrutement du nouveau Directeur Général du FAGACE qui a permis de sélectionner Monsieur Ngueto Tiraina YAMBAYE à ce poste.

Aussi, la nouvelle Direction Générale dès sa prise de fonction, a priorisé l'élaboration d'un nouveau plan stratégique quinquennal 2021-2025 qui constituera la boussole du FAGACE pour les cinq (05) prochains exercices et s'inscrit dans la poursuite des actions entamées par le plan stratégique précédent.

Conçu pour assurer la redynamisation des activités du FAGACE, ce plan stratégique a défini quatre (04) axes stratégiques ci-après : (i) **le renforcement de l'efficacité des organes de gouvernance du Fonds**; (ii) **le développement des activités du Fonds**; (iii) **la modernisation du Fonds**; (iv) **la mobilisation des ressources**.

3. Principes et pratiques comptables fondamentaux

Les principes comptables fondamentaux appliqués par le FAGACE sont résumés ci-dessous.

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

3.1 Principes comptables généraux

La comptabilité du FAGACE enregistre les opérations au jour le jour selon le principe d'engagement et suivant l'hypothèse de continuité d'exploitation.

3.1.1 Enregistrement des opérations au jour le jour

L'imputation des pièces comptable du FAGACE est effectué dans l'ordre chronologique.

3.1.2 Continuité d'exploitation

Les états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2020 ont été préparés selon le principe de la continuité d'exploitation dans la mesure où le FAGACE n'a ni l'intention, ni la nécessité de mettre fin à ses activités ou de réduire de façon significative la taille de ses activités.

3.2 Conventions comptables de base

Les conventions comptables de base appliquées par le FAGACE sont les suivantes :

- L'enregistrement des transactions au coût historique ;
- Les principes :
 - D'indépendance des exercices ;
 - De continuité de l'exploitation ;
 - De prudence ;
 - De permanence des méthodes de présentation et d'évaluation ;
 - De transparence et d'intangibilité du bilan.

4. Règles et méthodes comptables spécifiques

4.1 Base monétaire

Les états financiers au 31/12/2020 sont présentés en FCFA qui est la monnaie fonctionnelle du FAGACE. Toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche, sauf indication contraire.

4.2 Exercice comptable

L'exercice comptable commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Il coïncide avec l'année civile.

4.3 Opérations en devises

Lorsqu'un élément de l'actif ou du passif est détenu dans une monnaie autre que le Francs CFA, le montant de cet élément est comptabilisé en Francs CFA. À la fin de

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

chaque exercice, le Fonds utilise le taux de change du jour de l'arrêté des comptes pour sa conversion en devise locale (FCFA).

Les gains et pertes de change qui se dégagent sont comptabilisés en résultat de l'exercice, conformément aux règles comptables.

4.4 Opérations sur les titres de placement

Les titres de placement sont comptabilisés à la date de leur acquisition au prix d'achat, frais exclus. Ils sont évalués à chaque arrêté comptable à leur valeur la plus faible entre leur coût d'acquisition et leur valeur d'usage. Ces titres font l'objet de dépréciation quand la valeur d'usage est inférieure à la valeur d'acquisition.

4.5 Titres de participation et d'investissement

Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, le prix pour lequel ils ont été acquis ou la valeur déterminée par les termes du contrat d'acquisition, frais exclus.

Ils sont classés selon que leur possession durable est estimée utile à l'activité du Fonds, permettant ou non d'exercer une influence notable, un contrôle conjoint ou un contrôle exclusif sur la société émettrice.

Ils sont évalués à chaque arrêté comptable à leur valeur de marché. A l'inventaire, les plus-values latentes constatées sur ces titres ne sont pas comptabilisées, par contre, les moins-values latentes font l'objet de dépréciation en raison du fait que le Fonds pourrait ne pas les conserver jusqu'à leur échéance.

4.6 Créances

Les créances du Fonds sont comptabilisées hors taxes. Elles sont évaluées à chaque arrêté de comptes et sont déclassées au besoin selon les règles de provisionnement du FAGACE

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Les critères spécifiques de déclassement en douteux et de dépréciations, détaillés dans la politique de provisionnement du FAGACE, sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Types de créances en souffrance	Créances impayées (Commissions de garantie)	<p>Ce sont les échéances sur créances de toute nature, impayées pendant un délai inférieur ou égal à trois (03) mois à compter de leur date limite de règlement et n'ayant pas fait l'objet de prorogation de terme. Les créances de tels impayés sont identifiées mais ne sont pas déclassées de leur compte d'origine en l'absence d'autres indicateurs objectifs sur leur qualité. Ce délai est porté à six (06) mois pour les PME, les Etats et les organismes publics.</p>
	Créances immobilisées (Commissions de garantie)	<p>Ce sont des créances dont les échéances impayées sont supérieures à trois (03) mois et plus et dont le remboursement, ne peut être effectué par le débiteur en raison d'obstacles indépendants de sa volonté. Figurent également dans cette catégorie, les créances ayant fait l'objet d'un concordat, amiable ou non, dont les termes de règlement sont respectés.</p>
	Créances douteuses (Commissions de garantie)	<p>Ce sont des créances de toute nature, présentant un risque probable ou certain de non recouvrement total ou partiel, présentant des impayés de plus de (03) mois. Ce délai est porté à six (06) mois au moins selon les cas pour ce qui concerne les PME, Etats et organismes publics.</p> <p>L'inscription en créances douteuses peut être abandonnée lorsqu'un échéancier de règlement est signé avec le débiteur et que les paiements reprennent de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances.</p>
	Créances contentieuses (Commissions de garantie)	<p>Ce sont des créances frappées par certains événements, tels que (i) le transfert du dossier de recouvrement à un Avocat Conseil du Fonds ou toute autre personne jugée indispensable en vue d'aider l'institution dans l'exercice du recouvrement ; (ii) la survenance d'une procédure collective, entraînant, ipso facto des discussions judiciaires ou extra judiciaires contre le débiteur.</p> <p>Le dossier de recouvrement est confié à l'avocat dans les cas suivants : Epuisement de toutes voies amiables de recouvrement ;</p> <p>Non-respect du moratoire accordé au débiteur ; Faillite et règlement préventif de la société débitrice.</p> <p>L'inscription en créances contentieuses est abandonnée lorsqu'un échéancier de règlement est signé avec le débiteur et que les paiements reprennent de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances. Ces créances sont reclassées en créances immobilisées.</p>

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

	Créances irrécouvrables (Commissions de garantie)	Ce sont des créances estimées irrécouvrables après épuisement de tous les recours amiables et ou judiciaires ou pour toute autre considération pertinente, ayant fait l'objet de décision de déclassement en créances irrécouvrables par le Conseil des Gouverneurs de l'Institution. Les créances irrécouvrables sont des créances au titre desquelles les droits du Fonds en tant que créancier sont juridiquement éteints par une décision de justice.
	Créances nées des appels de garantie	Toute défaillance du débiteur principal, entraînant l'appel de la garantie du FAGACE et quelques paiements conformément au contrat de cautionnement fait naître de facto des créances pour l'Institution.
	Créances nées des échéances de prêt	Le cumul de trois (03) échéances pour les entreprises privées et six (06) (cas des PME) échéances impayées assorties de garanties réelles, n'entraîne pas la constitution systématique de provision.
Règles de provisionnement des créances	Créances douteuses (Commissions de garantie)	Provision constituée chaque mois sur les échéances impayées > 03 mois. Ce délai est porté à 6 mois pour les PME. - En cas de signature d'un protocole de règlement avec le débiteur : les provisions constituées pourront faire l'objet de reprise, lorsque ledit protocole est respecté après une période d'un an. - En l'absence de signature d'un protocole : la provision est reprise à due concurrence des montants recouverts.
	Créances contentieuses (Commissions de garantie)	Une provision de 100 % est constituée sur les commissions d'aval devenues contentieuses. La provision est reprise à due concurrence en cas de recouvrement.
	Créances irrécouvrables	Créances à passer en perte par le biais du compte de résultat.

4.7 Frais immobilisés et logiciels

Les frais immobilisés et les logiciels sont amortis selon la méthode linéaire sur une durée de trois (3) ans, soit au taux de 33,33 %.

4.8 Immobilisations corporelles et amortissements

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leurs coûts historiques. Elles sont amorties chaque année sur leur durée de vie estimée selon la méthode linéaire. Les taux d'amortissement annuel en usage sont :

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

Constructions	20 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans
Mobilier et matériel de logement	5 ans
Matériel de transport	5ans
Agencements et installations	5 ans

4.9 Charges et produits

Les charges et produits du Fonds sont enregistrés au jour le jour selon la méthode de la comptabilité des engagements, et en respect des principes comptables de base. Les produits et charges sont comptabilisés à leur valeur réelle.

4.10 Provisions pour indemnité de départ à la retraite

Elles sont déterminées à chaque arrêté des comptes à compter de 2018 conformément à la convention collective du travail en République du Bénin. Le montant des provisions pour indemnités de départ à la retraite fait l'objet d'ajustement soit à la hausse ou à la baisse lors des arrêts.

4.11 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan naissent de l'engagement de garantie et de financement donnés par le Fonds. Ils sont comptabilisés en hors bilan dès lors qu'ils sont contractés par le Fonds.

En fin d'exercice, une évaluation des engagements hors bilan est faite et les provisions éventuelles sont comptabilisées. Les critères spécifiques de déclassement en douteux et de provisionnement des engagements de garantie sont définis conformément à la politique de déclassement et de provisionnement adoptée par le Conseil d'Administration.

Les provisions y relatives sont également comptabilisées, conformément à la politique de provisionnement du FAGACE.

Les règles de provisionnement du FAGACE sont résumées dans le tableau ci-après en fonction des différents types de risques :

Règles de provisionnement des risques	Risques directs sur l'Etat	La constitution de provision est facultative.
	Risques garantis par l'Etat	<p>Lorsque les échéances appelées font l'objet d'une inscription correspondante au budget de l'Etat, la constitution de provision devient facultative.</p> <p>Au cas où les échéances appelées ne sont pas inscrites au budget, l'encours garanti doit faire l'objet d'un provisionnement de 50% dès règlement de l'appel de la première tranche de l'appel de la garantie et 100% au règlement du solde.</p> <p>Les provisions constituées, pourront faire l'objet de reprise dès inscription au budget de l'Etat, à hauteur du montant inscrit.</p>
	Risques privés (non garantis par l'Etat)	<ul style="list-style-type: none"> ➢ Les créances nées des appels sont provisionnées dès règlement par le Fonds. ➢ <i>Les échéances appelées ne sont pas assorties de suretés réelles :</i> <p>Le provisionnement est constitué dès la première année à compter de la date du transfert en créances douteuses à hauteur de 100 % du montant appelé réglé.</p> <p>La provision est reprise à due concurrence en cas de remboursement de l'échéance par le promoteur ou de restructuration du prêt dans les livres de la banque.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➢ <i>Les échéances appelées sont assorties de suretés réelles</i> <p>La provision devient facultative les deux premières années. Elle est constituée à raison de 50 % dès le premier paiement. Elle sera portée éventuellement à 100 % au paiement de la perte finale suivant les cas de figures relatifs à la perte finale constatée après réalisation des sùretés par la Banque.</p> <p>En cas de remboursement de l'échéance par le promoteur ou de restructuration du prêt dans les livres de la banque, la provision est reprise à due concurrence</p>

4.12 Charges et autres dettes à payer

Ce sont des charges et dettes se rapportant à l'exercice mais qui pour diverses raisons n'ont pas été payées au cours de l'exercice. En vertu du principe de l'indépendance des exercices, ces charges sont déterminées à chaque arrêté des comptes et le montant correspondant est comptabilisé.

4.13 Produits à recevoir et charges constatées d'avance

Les produits à recevoir sont des produits non encore échus se rapportant à l'exercice. En vertu du principe de l'indépendance des exercices, ces produits sont déterminés à chaque arrêté des comptes et le montant correspondant est comptabilisé.

Quant aux charges constatées d'avance, elles constituent des charges déjà engagées mais qui ne concernent pas seulement l'exercice. En vertu du principe de

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

l'indépendance des exercices, ces charges sont déterminées à chaque arrêté des comptes et le montant correspondant est comptabilisé.

4.14 Commissions et Coûts marginaux

Selon l'instruction n°028-11-2016 relative à la comptabilisation des commissions reçues et coûts marginaux, les commissions flat perçues en rémunération des services fournis par le FAGACE dans le cadre de l'instruction des dossiers d'intervention, sont à étaler sur la durée de vie effective de la garantie accordée par le Fonds, selon la méthode actuarielle ou la méthode alternative.

Au cours de l'exercice 2020, ces commissions flat facturées d'un montant de 215 093 882 FCFA n'ont pas été étalées en raison du choix opéré de passer effectivement aux normes IFRS et au Plan Comptable Bancaire (PCB) Révisé à compter de l'exercice 2021.

L'étalement de ces commissions entrainerait la prise en compte que d'une partie de leurs facturations soit (86 053 083 FCFA), en utilisant la méthode alternative pour leur évaluation et le report de la fraction restante soit (158 299 646 FCFA) sur les exercices à venir.

Par ailleurs, les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2020 devraient être corrigés à la baisse pour 63 530 434 FCFA, la nouvelle méthode étant applicable depuis le 1^{er} janvier 2018.

4.15 Evénements postérieurs à la clôture des comptes

Le Fonds procède à l'ajustement de ses états financiers pour refléter des événements survenus entre la date de clôture et la date à laquelle lesdits états financiers sont autorisés pour publication à condition que ces événements se rapportent à des situations existantes à la date d'arrêté du Bilan.

Au cas où ces événements se rapportent à des situations apparues après la date de clôture des comptes mais qui nécessitent une information à fournir, le Bilan et le compte de résultat ne sont pas ajustés. La nature et l'impact potentiel de ces événements sont fournis dans une note séparée.

Aucun événement postérieur à l'exercice 2020 n'est intervenu.

5. Changement de méthodes ou d'estimation comptables et corrections d'erreurs

Aucun changement de méthode de comptabilisation n'a été effectué au cours de l'exercice 2020.

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

6. Analyse des Etats financiers clos au 31/12/2020

6.1 Bilan

6.1.1 Actif

L'actif du Fonds se présente comme suit au 31 décembre 2020 :

ACTIF (en millions de F.CFA)	Note	31.12.2020	31.12.2019	Variation	
		MF.CFA	MF.CFA	MF.CFA	%
Opérations de Trésorerie et Interbancaires	1	12 937	15 099	-2 162	-14%
Titres de placement	2	7 992	2 603	5 389	207%
Autres actifs et opérations avec la clientèle	3	38 624	41 678	-3 053	-7%
Immobilisations financières	4	573	677	-104	-15%
Immobilisations corporelles et incorporelles	5	1 597	1 498	100	7%
TOTAL ACTIF		61 723	61 555	169	0%

Le total du bilan s'élève en valeur nette à 61 723 millions de FCFA au 31/12/2020 contre 61 555 millions de FCFA au 31/12/2019, soit une quasi stabilité entre les deux exercices.

L'analyse détaillée des postes de l'actif au 31 décembre 2020 se présente comme suit :

Note 1 : Opérations de trésorerie et interbancaires

Les opérations de trésorerie et interbancaires concernent les dépôts à terme et les comptes à vue. Elles se chiffrent à 12 937 millions de FCFA au 31/12/2020, contre 15 099 millions de FCFA au 31/12/2019, soit une baisse de 14% due à l'utilisation de la liquidité à vue pour l'acquisition des titres.

Les Dépôts à termes se chiffrent à 10 750 millions au 31 décembre 2020, contre 8 250 millions de FCFA au 31 décembre 2019 soit une hausse de 30%. Cette hausse est due à l'effet conjugué de la constitution de deux DAT de deux (02) et un (01) milliard respectivement auprès de Orabank et de NSIA BANQUE puis à la rupture du DAT de 500 millions qui avait été mis en place auprès de la BSIC.

Note 2 : Titres de placement

Les titres de placement sont composés essentiellement d'obligations. D'un montant de 2 603 million FCFA au 31/12/2019, ce poste a connu une augmentation de 207% au cours de la période pour s'établir à 7 992 millions de FCFA au 31/12/2020 Cette forte variation s'explique par le placement de la liquidité disponible.

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

Les créances rattachées à ce poste se chiffrent à 238 millions de FCFA au 31/12/2020 contre 40 millions de FCFA au 31/12/2019 soit hausse de 495% justifiée par l'augmentation de l'assiette de placement.

Note 3 : Autres actifs et opérations avec la clientèle

Les autres actifs et opérations avec la clientèle regroupent les débiteurs divers, les opérations avec la clientèle et les comptes de régularisation actifs. Ce poste a connu une baisse de 7% sur la période due principalement aux faits suivants :

- ✓ Les débiteurs divers : ils sont composés des créances en commission (aval et flat), des appels de garantie réglés, des autres débiteurs et de la part du capital appelé non libéré. Ce poste passe à 37 429 millions de FCFA en 2020, contre un montant de 40 358 millions de FCFA en 2019. Cette variation est essentiellement due aux Libérations du capital au cours de la période et au recouvrement des commissions.

Ce poste est provisionné à hauteur de 13 498 millions FCFA au 31 décembre 2020, dont des commissions douteuses (4 578 millions de FCFA), des appels de garantie réglés (8 293 millions de F CFA) et autres débiteurs (627 millions de FCFA).

- ✓ Les opérations avec la clientèle : elles concernent les crédits au personnel et le prêt direct octroyé à SUD BULDING. Ce poste ressort à 907 millions de FCFA au 31/12/2020 contre un niveau de 947 millions de FCFA au 31/12/ 2019. Il comprend 101 millions de FCFA d'encours de prêts au personnel et 806 millions de FCFA d'impayés sur prêts SUD BULDING soit respectivement 11,13% et 88,86% du total des opérations avec la clientèle au 31 décembre 2020 ;
- ✓ Les comptes de régularisation actif : ils comprennent les charges à répartir sur plusieurs exercices de 243 millions et les charges constatées d'avance de 46 millions de FCFA. Ils passent à 289 millions en 2020 contre un niveau de 373 millions en 2019, soit une baisse de 23% due aux amortissements des charges à répartir sur plusieurs exercices intervenus au cours de l'exercice.

Note 4 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières concernent les titres de participation pour un montant net de 250 millions de FCFA ; les titres d'investissement pour un montant net de 311 millions de FCFA et les dépôts et cautionnement pour 16 millions de FCFA. Leur valeur a connu une baisse de 16% et se chiffrent à 556 millions de FCFA au 31/12/ 2020 contre 661 millions de FCFA au 31/12/ 2019. Cette baisse est consécutive

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

à la cession des obligations Lombard ODIER et des provisions constituées sur les titres ETI pour 4 millions de FCFA.

Note 5 : Immobilisations corporelles et incorporelles

Elles sont constituées des valeurs incorporelles (frais d'établissement) et corporelles, (terrains et constructions etc.). Elles s'élèvent à 1 597 millions FCFA au 31/12/2020 contre 1 498 millions FCFA au 31/12/ 2019 soit une hausse de 7% provenant des acquisitions d'immobilisations et des dotations aux amortissements comptabilisées au cours de la période.

Les immobilisations incorporelles se chiffrent en valeur nette à 2 millions FCFA en 2020, contre 17 millions FCFA en 2019.

6.1.2 Passif

Le passif du Fonds est présenté dans le tableau ci-après au 31 décembre 2020 :

PASSIF (en millions de F.CFA)	Note	31.12.2020	31.12.2019	Variation	
		MF.CFA	MF.CFA	MF.CFA	%
Opérations de Trésorerie et Interbancaires	6	0	0	0	0%
Opérations sur Titres et opérations diverses	7	2 251	2 305	-54	-2%
Dépôts et cautionnements reçus		35	35	0	0%
Provisions pour risques et charges	8	3 000	2 969	32	1%
Fonds propres	9	56 437	56 246	191	0%
TOTAL PASSIF		61 723	61 555	169	0%

De l'examen du tableau ci-contre, il ressort :

Note 6 : Opérations de trésorerie et Interbancaires

Les opérations de trésorerie et interbancaires sont nulles sur la période 2019-2020.

Note 7 : Opérations sur titres et opérations diverses

Ce poste comprend aussi bien les dettes à l'égard de la clientèle (crédeurs divers) que les comptes d'ordre et divers passifs. Les opérations sur titres et opérations diverses ont connu une baisse de 2% au cours de la période passant de 2 305 millions FCFA au 31/12 2019 à 2 251 millions FCFA au 31/12/2020.

Cette baisse est principalement due au règlement des engagements du Fonds vis-à-vis des fournisseurs et divers partenaires.

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

Note 8 : Provisions pour risques et charges

Ce poste est passé à 3 000 millions de FCFA au 31/12 2020 contre 2 969 millions FCFA au 31/12 2019, soit une hausse de 1% due aux provisions complémentaires de 32 millions de FCFA constituées pour les indemnités de départ à la retraite au 31/12/2020.

Note 9 : Fonds propres

Les fonds propres sont constitués du capital, des primes liées au capital, des réserves, de l'écart de réévaluation, du report à nouveau et du résultat de l'exercice.

Leur évolution sur les deux (02) dernières années est présentée dans le tableau ci-après en Million FCFA (MFCFA).

	Note	31.12.2020	31.12.2019	Variation	
		MF.CFA	MF.CFA	MF.CFA	%
Capita et Dotations		58 327	58 327	0	0%
Fonds de Bonification		100	100	0	0%
Primes liées au capital		888	888	0	0%
Réserves		2 063	2 063	0	0%
Ecart de réévaluation		1 274	1 274	0	0%
Report à nouveau		-6 407	-6 505	99	-2%
Résultat		191	99	92	94%
FONDS PROPRES		56 437	56 246	191	0%

Les fonds propres ont connu une amélioration de 191 millions FCFA entre 2019 et 2020 en raison du résultat bénéficiaire de 191 millions de FCFA de l'exercice 2020.

Ils s'élèvent à 56 437 millions FCFA au 31 décembre 2020, contre 56 246 millions FCFA au 31 décembre 2019.

Au 31 décembre 2020, le capital autorisé du FAGACE ressort à 350 000 millions FCFA, souscrit à hauteur de 233 310 millions de FCFA. La partie appelée s'élève à 58 327 millions FCFA, soit un niveau de capital sujet à appel de 174 983 millions de FCFA.

Selon l'article 10 alinéa 1 de la convention portant statuts du FAGACE, la fraction du capital sujet à appel sert de garantie aux engagements contractés par le Fonds.

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

TABLEAU DE REPARTITION DU CAPITAL AU 31 DECEMBRE 2020 (en millions de FCFA)

Le tableau ci-après présente la situation du capital du FAGACE en fonction de ses pays membres :

Etats Membres	Capital souscrit	%	Capital appelé	Capital Sujet à Appel	Capital Libéré	Capital Non Libéré
Bénin	15 540 000 000	4,44	3 885 294 267	11 654 705 733	1 665 003 084	2 220 291 183
Burkina	13 755 000 000	3,93	3 438 508 833	10 316 491 167	1 964 611 443	1 473 897 390
Centrafrique	10 500 000 000	3	2 625 128 332	7 874 871 668	-158 984 179	2 784 112 511
Côte d'Ivoire	31 500 000 000	9	7 874 868 465	23 625 131 535	3 210 659 765	4 664 208 700
Mali	15 925 000 000	4,55	3 981 153 897	11 943 846 103	2 274 733 255	1 706 420 642
Niger	16 065 000 000	4,59	4 016 377 839	12 048 622 161	537 003 697	3 479 374 142
Rwanda	11 165 000 000	3,19	2 791 033 020	8 373 966 980	1 167 648 368	1 623 384 652
Sénégal	31 500 000 000	9	7 874 868 465	23 625 131 535	2 808 893 018	5 065 975 447
Togo	18 060 000 000	5,16	4 515 127 252	13 544 872 748	3 224 998 239	1 290 129 013
Cameroun	28 525 000 000	8,15	7 131 241 616	21 393 758 384	2 247 367 560	4 883 874 056
Guinée Bissau	5 600 000 000	1,6	1 399 998 354	4 200 001 646	-525 061 652	1 925 060 006
Mauritanie	8 050 000 000	2,3	2 012 497 634	6 037 502 366	767 512 971	1 244 984 663
Congo	13 125 000 000	3,75	3 281 246 142	9 843 753 858	1 343 605 503	1 937 640 639
Tchad	14 000 000 000	4	3 499 995 885	10 500 004 115	874 895 875	2 625 100 010
Total	233 310 000 000	66,66	58 327 340 001	174 982 659 999	21 402 886 947	36 924 453 054
Capital non souscrit	116 690 000 000	33,33				
Capital autorisé	350 000 000 000	100				

6.2 Hors bilan

○ AVALS ET PRETS

Les engagements donnés comprennent : les engagements de financement donnés ; les garanties d'aval (décaissés et non décaissés) les engagements sur ligne de garantie (décaissés et non décaissés). Ils s'élèvent à 53 249 millions FCFA au 31/12/ 2020 contre 31 761 millions FCFA au 31/12/2019, dont 120 millions FCFA en prêt accordé non décaissé et 33 337 millions de garanties accordées non décaissées.

Les garanties non décaissées se composent de 21 067 millions de FCFA de lignes de garantie accordées aux banques mais non encore utilisées et de 12 269 millions de garanties de crédits d'investissement non décaissés.

L'encours de garanties décaissées au 31 décembre 2020 qui sert de base de facturation de commissions s'élève à 19 792 millions FCFA contre 18 357 millions de FCFA au 31 décembre 2019.

L'encours garanties décaissé est composé de 19 685 millions de FCFA de crédits d'investissement et 432 millions d'encours garantis sur ligne de garantie.

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

De 2019 à 2020, l'encours en difficulté et contentieux est demeuré stable et ressort à 6 752 millions FCFA.

L'encours sain quant à lui est passé de 11 605 millions au 31/12/2019 à 13 039 millions de FCFA au 31/12/2020 soit un accroissement de 12%.

DETAIL DES ENGAGEMENTS HORS BILAN AU 31 DECEMBRE 2020

(en Millions de FCFA)

○ PRETS DIRECTS NON DECAISSES

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES					
N°	CLIENTS	PAYS	BANQUES	MONTANTS (FCFA)	
				20120	2019
1	SUD BULDING	BENIN	FAGACE	120 000 000	120 000 000
Total				120 000 000	120 000 000

○ AVAL

ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES					
ENCOURS GARANTIS DECAISSES					
N° D'ORDRE	PROMOTEURS	PAYS	BANQUES	MONTANTS (en FCFA)	
				2020	2019
PROJETS SAINS					
1	ATEL MALI	MALI	BOAD	3 619 457 783	3 894 252 890
2	HOTEL 2FEVRIER	TOGO	BOAD	4 747 529 007	4 826 360 363
3	SOBEMAP	BENIN	BOAD	412 346 196	657 600 000
4	SUPERSONIC	BENIN	BSIC	270 000 000	270 000 000
5	HOTEL TENERE	NIGER	BIA	128 541 005	128 541 005
6	BETHESDA	BENIN	BSIC	104 430 826	200 000 000
7	TEISER SHIPPING	RWANDA	GBM	994 306 672	994 306 672
8	BENIN PETRO	BENIN	AFRICABOURSE	1 356 250 000	0
9	NEGSER SAHEL	MALI	BIM	93 989 647	0
10	YEGO INNOVISION	RWANDA	COGEBANK	332 213 616	0
11	DYJESCK-VICO	BENIN	ORABANK	272 540 463	0
12	APEX BIOTECH	RWANDA	COGEBANK	275 925 000	275 925 000
Total 1				12 607 530 215	11 246 985 930

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

N° D'ORDRE	PROMOTEURS	PAYS	BANQUES	MONTANTS (en FCFA)	
				2020	2019
LIGNES DE GARANTIE					
1	CORIS BANK	BENIN	CORIS BANK	206 346 326	107 793 896
2	ORABANK	BENIN	ORABANK	112 689 797	5 000 000
3	BNDE	SENEGAL	BNDE	13 513 000	0
4	BSIC	RCA	BSIC	100 000 000	0
3	NSIA BANK CI	COTE D'IVOIRE	NSIA CI	0	245 000 000
TOTAL 2				432 549 123	357 793 896

N° D'ORDRE	PROMOTEURS	PAYS	BANQUES	MONTANTS (en FCFA)	
				2020	2019
PROJETS DOUTEUX ET CONTENTIEUX					
1	MB GROUP	BENIN	DIAMOND BANK	250 000 001	250 000 001
2	CAFCACI	COTE D'IVOIRE	BAC11	535 240 000	535 240 000
3	CAFCACI	COTE D'IVOIRE	BAC12	64 760 000	64 760 000
4	CEMA	BENIN	BOA	366 358 127	366 358 127
5	SCG	BENIN	BOAD	2 809 476 295	2 809 476 295
6	GSA	CAMEROUN	AFRILAND	730 000 000	730 000 000
7	GSA	CAMEROUN	BDEAC	722 500 000	722 500 000
8	GSA	CAMEROUN	AFRILAND	290 000 000	290 000 000
9	ASUSU SA	NIGER	CORIS BANK	484 011 445	484 011 445
10	ETOILE DE LUXE	BENIN	BSIC	500 000 000	500 000 000
Total 3				6 752 345 868	6 752 345 868
TOTAL GENERAL ENCOURS GARANTIS DECAISSES				19 792 425 206	18 357 125 694

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

ENCOURS GARANTIS NON DECAISSES

N° D'ORDRE	PROMOTEURS	PAYS	BANQUES	MONTANTS (en FCFA)	
				2020	2019
PROJETS SAINS					
1	YEGO	RWANDA	COGEBANK	1 171 073 500	1 503 287 116
2	NEGSER	MAURITANIE	BIM	100 000 000	100 000 000
3	TEISER SHIPPING	RWANDA	GBM	5 693 328	5 693 328
4	UST CONGO	CONGO	LCB	200 000 000	0
5	GMT	BENIN	CORIS	125 000 000	0
6	AMSA REALTY	SENEGAL	CGF BOURSE	4 865 625 000	0
7	DYJESCK-VICO	BENIN	ORABANK	107 459 537	0
8	KENDAL BFTRADING	BENIN	CORIS	410 000 000	0
9	MOA	BENIN	ORABANK	725 000 000	0
10	TOTAL RCA	RCA	CBCA	3 000 000 000	0
11	MAHWI	RWANDA	BRD	201 516 334	0
12	LE ROCHER	BENIN	BABE	500 000 000	0
13	EGC LTD	RWANDA	KCB	325 010 000	0
14	APEX BIOTECH	RWANDA	COGEBANK	533 025 000	533 025 000
Total 1				12 269 402 699	2 142 005 444

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

N° D'ORDRE	PROMOTEURS	PAYS	BANQUES	MONTANTS (en FCFA)	
				2020	2019
LIGNES DE GARANTIE					
1	BGFI BANK	BENIN	BGFI	1 000 000 000	1 000 000 000
2	BSIC	BURKINA	BSIC	1 000 000 000	1 000 000 000
3	BNDE	SENEGAL	BNDE	986 487 000	1 000 000 000
4	BSIC	BENIN	BSIC	1 000 000 000	1 000 000 000
5	BANK ATLANTIQUE	BENIN	BABE	1 000 000 000	1 000 000 000
6	CORIS BANK	BENIN	CORIS	293 653 674	392 206 104
7	NSIA BANK CI	COTE D'IVOIRE	NSIA CI	1 000 000 000	755 000 000
8	ORABANK	BENIN	ORABANK	887 310 203	995 000 000
9	BSIC	NIGER	BSIC	1 000 000 000	1 000 000 000
10	BANK POSTALE	CONGO	BPC	1 000 000 000	1 000 000 000
11	BSIC	TCHAD	BSIC	1 000 000 000	1 000 000 000
12	ORABANK TOGO	TOGO	ORABANK	1 000 000 000	0
13	ORABANK CI	COTE D'IVOIRE	ORABANK	5 500 000 000	0
14	CCA BANK	CAMEROUN	CCA BANK	1 000 000 000	0
15	BSIC MALI	MALI	BSIC	1 000 000 000	0
16	CBC	CAMEROUN	CBC	1 000 000 000	0
17	BSIC RCA	RCA	BSIC	400 000 000	0
18	BIM	MALI	BIM	1 000 000 000	1 000 000 000
TOTAL 2				21 067 450 877	11 142 206 104
TOTAL GENERAL ENCOURS GARANTIS NON DECAISSES				33 011 843 576	13 284 211 548
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIE				53 129 278 782	31 641 337 242
TOTAL ENGAGEMENTS (GARANTIES ET FINANCEMENTS)				53 249 278 782	31 761 337 242

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

6.3 Compte de résultat

Les comptes de produits et de charges de l'exercice 2020 sont détaillés comme suit :

6.3.1 Produits

Au 31/12/2020 les produits de la période s'élèvent à 2 274 millions de FCFA contre 2 781 millions de FCFA au 31/12/2019. Ces produits s'analysent comme suit :

PRODUITS (en millions de F.CFA)	Note	31.12.2020	31.12.2019	Variation	
		MF.CFA	MF.CFA	MF.CFA	%
Produits d'exploitation bancaire	10	1 782	1 501	281	19%
Reprises d'amortissement et de provisions	11	286	1 122	-837	-75%
Produits exceptionnels et profits sur exercices antérieurs	12	206	158	48	31%
TOTAL PRODUITS		2 274	2 781	-508	-18%

Note 10 : Produits d'exploitation bancaires

Les Produits d'exploitation bancaires concernent les produits sur opérations de trésorerie et titres, les produits sur opérations hors bilan et les autres produits d'exploitation bancaires. Ils se sont élevés à 1 782 millions FCFA au 31 décembre 2020 contre 1 501 millions de FCFA au 31/12/2019, extériorisant une hausse de 19 % au 31/12/2020.

Cette variation est due à la hausse des produits sur opérations sur titres notamment sur les obligations qui ont enregistré une variation de 177%. En effet, les produits sur titres sont passés de 147 millions FCFA en 2019 à 408 millions FCFA en 2020.

Ils ont également été confortés par la hausse de 39 % des produits de service composés des commissions provenant de l'activité de garantie en raison des décaissements intervenus sur les nouvelles garanties accordées. Les commissions facturées en 2020 se sont chiffrées à 519 millions de FCFA, contre un niveau de 374 millions de FCFA en 2019.

Les produits de placement ont connu une augmentation de 17% entre 2019 et 2020, passant de 1 059 millions FCFA en 2019, à 1 243 millions FCFA en 2020 en raison de de l'augmentation de l'assiette de placement.

Note 11 : Reprises d'amortissement et de provisions

Les reprises d'amortissements et de provisions se sont chiffrées à 286 millions FCFA en 2020, contre 1 122 millions FCFA en 2019, soit une baisse de 75%.

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

Cette baisse s'explique par le fait que ce poste a connu des reprises exceptionnelles de provisions en 2019 sur :

- les indemnités de départ à la retraite pour 53 millions de FCFA,
- les créances en commission d'aval recouvrées pour 642 millions de FCFA
- et le risque d'engagement par signature pour 427 millions de FCFA.

Contre respectivement 266 millions de FCFA, pour les créances en souffrances et 19 millions de FCFA pour les risques et charges courant l'exercice 2020.

Note 12 : Produits exceptionnels et profits sur exercices antérieurs

Les produits exceptionnels et profits sur exercices antérieurs s'établissent à 206 millions de FCFA au 31 décembre 2020 contre 158 millions de FCFA au 31/12/2019 soit une hausse de 30%.

Au 31/12/2020, ils comprennent les loyers des bâtiments « B » et « C » pour 138 millions de FCFA ; 53 millions de FCFA de recouvrement sur le dossier CORFITEX ; 10 millions de FCFA de recette de vente de dossiers d'appels d'offres et 4 millions de FCFA de remboursement sur le loyer de la résidence de l'ex Directeur Général.

6.3.2 Charges

L'exercice 2020 a connu un niveau global de charges qui s'élèvent à 2 083 millions de FCFA contre un montant de 2 722 millions de FCFA en 2019. Les charges hors provisions se chiffrent au 31 décembre 2020 à 1 773 millions de FCFA, contre 2 042 millions de FCFA en 2019, soit une baisse de 269 millions de FCFA.

Le détail de ces charges est présenté dans le tableau ci-après comme suit :

CHARGES (en millions de F.CFA)					
	Note	31.12.2020	31.12.2019	Variation	
		MF.CFA	MF.CFA	MF.CFA	%
Charges d'exploitation bancaire	13	59	71	-12	-17%
Frais généraux	14	1 714	1 971	-257	-13%
Dotations aux amortissements et aux provisions	15	309	679	-370	-54%
Charges exceptionnelles et pertes sur exercices antérieurs	16	0	0	0	0%
TOTAL CHARGES		2 083	2 722	-639	-23%

Note 13 : Charges d'exploitation bancaires

Les charges d'exploitation bancaires sont composées des charges sur opérations de trésorerie et sur prestations de services financiers. Elles connaissent une baisse de 17 % au cours de la période et s'établissent à 59 millions de FCFA à fin 2020 contre

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

un montant de 71 millions de FCFA à la même période en 2019. Cette variation est essentiellement due à l'épure de l'encours de l'emprunt obligataire ayant entraîné la réduction du niveau des charges financières y relatives.

Note 14: Frais généraux

		31.12.2020	31.12.2019	Variation	
		MF.CFA	MF.CFA	MF.CFA	%
Frais de personnel	17	939	1 134	-195	-17%
Achats et variations de stocks	18	37	41	-4	-10%
Autres frais généraux	19	738	796	-58	-7%
Total Frais Généraux		1 714	1 971	-257	-13%

Les frais généraux sont constitués principalement des frais de personnel et des autres frais généraux. Ils connaissent une baisse de 13% sur la période.

Les charges de personnel passent de 1 134 millions de FCFA en 2019 à 939 millions de FCFA en 2020, soit une baisse de 17%.

Quant aux autres frais généraux, ils ont connu une baisse de 7% au cours de la période et affichent un montant de 738 millions de FCFA à fin 2020 contre un montant de 796 millions de FCFA à fin 2019. Cette baisse est due essentiellement aux efforts de maîtrise des charges et également aux implications de la crise sanitaire internationale qui a empêché la tenue de certaines activités ainsi que certains déplacements régionaux et internationaux.

Note 15 : Dotations aux amortissements et aux provisions

o Les dotations aux amortissements

Elles concernent les éléments du patrimoine du Fonds. Elles se chiffrent à 272 millions de FCFA au 31 décembre 2020, contre 436 millions de FCFA au 31 décembre 2019 soit une baisse de 38% du fait de l'amortissement total de plusieurs équipements en 2019.

o Les dotations aux provisions

Les dotations aux provisions connaissent une baisse au cours de la période, passant de 243 millions de FCFA en 2019, à 37 millions de FCFA en 2020 et concernent les provisions sur créances douteuses pour 6 millions de FCFA, les provisions sur titres Ecobank Transnational Incorporated (ETI) pour 4 millions de FCFA et les provisions Indemnités de départ à la retraite pour 27 millions FCFA.

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

Note 16 : Charges exceptionnelles et pertes sur exercices antérieurs

De 2019 à 2020 aucune charge exceptionnelle et pertes sur exercices antérieurs n'a été enregistré.

6.3.3 Résultat

Le résultat de l'exercice 2020 est bénéficiaire de 191 millions de FCFA contre un bénéfice de 98 millions de FCFA en 2019, soit une hausse de 94% enregistrée en 2020.

Cette performance résulte des effets conjugués de la poursuite de la politique de maîtrise des charges, de la reprise des activités opérationnelles malgré la crise sanitaire qui sévit depuis le début de l'exercice, de l'accroissement des produits de placement suite à l'augmentation de l'assiette de placement et un meilleur suivi des engagements antérieurs ayant permis d'éviter des provisionnements supplémentaires.

7. Gestion des risques financiers du Fonds

7.1 La gestion du risque de change

Le risque de change est l'éventualité de pertes liées à une évolution défavorable des taux de change sur le marché.

Pour se prémunir contre ce risque, le FAGACE se doit d'abord de prévenir la survenance de ce risque par une sélection rigoureuse des devises dans ses transactions. Elle privilégie ainsi en priorité, les devises ayant une parité fixe avec le franc CFA (XOF et XAF).

7.2 La gestion du risque de liquidité

Le risque de liquidité se matérialise par l'incapacité à honorer ses paiements à court terme.

Pour le FAGACE, le principal objectif de la gestion de ce risque est de conserver suffisamment d'avoir liquides en vue de la satisfaction de tous ses besoins probables de flux de trésorerie sur un horizon glissant à un (01) an sans avoir à recourir à un financement supplémentaire sur le marché des capitaux.

Le volume maximal d'actifs liquides est géré dans le respect des limites réglementaires du FAGACE.

7.3 La gestion du risque de contrepartie

Le risque de contrepartie est l'éventualité de pertes qui découleraient de l'incapacité d'une contrepartie à honorer une obligation.

Au regard du fait que ce risque lié aux contreparties est un risque opérationnel secondaire, le FAGACE essaie principalement de minimiser la probabilité de pertes financières, de perturbations de son activité ou d'atteinte à sa réputation qui résulteraient de la défaillance d'une contrepartie. Pour ce faire, il mène ses opérations de gestion actif-passif dans un cadre prudentiel de contreparties agréées. Les engagements sur les contre parties sont pris dans le respect des règles applicables au FAGACE, sur approbation des organes habilités.

7.4 La gestion du risque opérationnel

Le risque opérationnel est l'éventualité d'une perte due à la défaillance de processus ou de systèmes, à des événements exogènes ou à l'impossibilité de faire appliquer les contrats.

Pour minimiser ce risque, le FAGACE cherche à 1) promouvoir un environnement de travail conforme aux normes d'éthiques les plus strictes, 2) embaucher et former un personnel qualifié et en nombre suffisant compte tenu de la nature et de l'ampleur des risques inhérents à chaque activité, 3) instaurer des processus et des contrôles adéquats et 4) disposer de solutions appropriées pour assurer la continuité de l'activité.

7.5 Transactions avec les parties liées

Au cours de l'exercice 2020, le Fonds n'a conclu aucune convention directement avec un administrateur. Par contre, une convention a été conclue au cours des exercices antérieurs et son exécution s'est poursuivie durant l'exercice 2020, suivant les modalités ci-après :

Protocole d'accord :

Entre le FAGACE et l'Etat du TOGO (Représenté par la SRT)

Nature et objet :

Protocole d'accord relatif à l'apurement des engagements du Fonds auprès de l'Etat du Togo dans le cadre des dossiers AIT et SONIPA (prêts BTCL) pour un montant total de 930 000 000 FCFA.

Date : 03 août 2016

Modalités :

- Délai de remboursement : cinq (05) ans, par tranches semestrielles constantes et consécutives de quatre-vingt-treize millions (93 000 000) FCFA ;
- La première échéance devra intervenir au plus tard le 31 mars 2017 et la dernière échéance au plus tard le 31 octobre 2021 ;

Montant des sommes versées au cours de l'exercice 2020 : 186 000 000 FCFA.

Par ailleurs, aucune convention interdite n'a été exécutée durant l'exercice 2020.

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

7.6 Evènements postérieurs à la clôture

7.6.1 Impact du COVID-19 et Mesures prises par le FAGACE

Le FAGACE fait également face à la situation sanitaire liée à la pandémie du COVID-19 que traverse le monde entier et à laquelle les Etats membres ne sont pas épargnés.

Le Fonds adopte les mesures de protections sanitaires prises à l'échelle mondiale et surtout dans le pays siège (Bénin) et dans ses représentations (Rwanda et Cameroun) pour réduire les risques de contamination.

Ainsi, dès qu'une mesure est prise et divulguée par le pays siège et les représentations, la Direction Générale décide immédiatement, par note de service interne, de leur stricte application par l'ensemble du personnel.

A cet effet, elle a procédé : à la limitation des déplacements des membres du personnel, à la campagne de sensibilisation interne à travers des notes de services, à la limitation des visites au siège au strict minimum et réservées aux activités.

Dans ce cadre, suite à la réunion du comité d'hygiène et de sécurité au travail, les mesures suivantes ont été prises :

- Test et mise en place du télétravail. A cet effet, le FAGACE a doté chaque Agent d'un routeur et d'une connexion Internet haut débit ;
- Réception des visiteurs à la guérite afin de limiter les flux ;
- Achat et distribution de masques de protection. Cela continue depuis avril 2020.
- Achat et installation de distributeurs automatiques de gel hydro alcoolique. Cela continue depuis avril 2020 ;
- Mise en place d'un dispositif de lavage des mains à l'entrée principale et avant le hall ;
- Tenue de comités d'hygiène extraordinaires pour traiter les questions urgentes ;
- Affichage de messages de sensibilisation sur la nécessité du respect des gestes barrières ;
- Sensibilisation accrue sur le groupe WhatsApp du FAGACE ;
- Annulation des missions et des séminaires de formation devant accueillir physiquement de nombreuses personnes ;
- Isolement à domicile de 72 heures de tout membre du personnel revenant d'une mission à l'étranger et reprise du travail après réception d'un résultat négatif à l'issue du test COVID effectué à son
- Achat de licences ZOOM pour tenir les réunions internes et avec les partenaires.

En ce qui concerne les activités opérationnelles, les projets en portefeuille sont suivis à distance par appel téléphonique et par correspondance. Les facturations se poursuivent normalement selon les échéances prédéfinies et les recouvrements s'en

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

suivent. Les nouveaux projets évalués sont soumis à l'analyse du comité d'évaluation et sont portés à l'approbation des administrateurs du comité de garantie.

Les sessions des organes de décision du FAGACE sont maintenues et se tiennent par visioconférence. A cet effet, trois (03) comités de Garantie ont eu lieu par visioconférence. Les réunions du comité interne d'évaluation et la réunion de Comité de Garantie tenues au cours de la période par visioconférence ont permis d'approuver plusieurs projets et d'octroyer des lignes de garantie dont les montants cumulés se chiffrent à 22,41 milliards de FCFA. Ceci démontre que les activités opérationnelles évoluent malgré le contexte du COVID-19.

Les prochaines réunions des instances sont programmées normalement et se tiendront par visioconférence aux dates prévues.

Le Fonds reste permanemment en alerte sur l'évolution de cette pandémie et suivra les consignes sanitaires prises par les autorités du pays siège et des représentations dans l'objectif d'assurer la continuité de ses activités et la sécurité de l'ensemble de son personnel.

ANNEXES :

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

BILAN AU 31 DECEMBRE 2020 (En millions de F.CFA)

ACTIF	2020	2019	VARIATIONS
Eléments	Montants		%
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRE	12 937	15 099	-14%
Valeurs en caisse	0	0	
COMPTES ORDINAIRES CHEZ LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	2 005	6 760	-70%
Banques et correspondants	2 005	6 760	
AUTRES COMPTES DE DEPOT CHEZ LES ETS DE CREDIT	10 932	8 339	31%
Dépôts à Terme constitués	10 750	8 250	
Créances rattachées sur DAT constitués	182	89	
OPERATION AVEC LA CLIENTELE	907	947	-4%
CREDIT A LA CLIENTELE	101	383	-4%
Autres crédits à court terme	0	11	
Crédits à Moyen et Long Terme	101	367	
Créances rattachées sur crédits MT et LT	0	5	
COMPTE DE CREANCES EN SOUFFRANCE	806	564	
Créances impayées ou immobilisées	806	564	
OPERATIONS SUR TITRE ET OPERATIONS DIVERSES	45 710	43 334	5%
TITRES DE PLACEMENT	7 992	2 603	207%
Obligations	7 754	2 563	
Créances rattachées /titres de placement	238	40	
DEBITEURS DIVERS	37 429	40 358	-7%
Débiteurs divers	50 926	54 116	-6%
Provision pour dépréciation	-13 497	-13 758	
Comptes de régularisation Actif	289	373	-23%
COMPTE DE VALEURS IMMOBILISEES	2 170	2 175	0%
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	557	661	-16%
Titres de participation	360	360	
Titre d'investissement	367	467	
Provision pour dépréciation	-170	-166	
Dépôts et cautionnements	16	16	0%
IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	1 597	1 498	7%
Immobilisation d'exploitation	7 308	7 026	
Amortissement des immobilisations et provisions	-5 710	-5 528	
TOTAL	61 723	61 555	0%

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

BILAN AU 31 DECEMBRE 2019 (En millions de F.CFA)

PASSIF	2020	2019	VARIATIONS
Eléments	Montants		%
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRE	0	0	#DIV/0!
COMPTES D'EMPRUNT ET AUTRES SOMMES DUES AUX ETS DE CREDIT	0	0	#DIV/0!
Emprunts et Autres Emprunts	0	0	
Dettes rattachées sur emprunt à terme	0	0	
COMPTES D'OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	35	35	0%
COMPTES DE LA CLIENTELE	35	35	0%
Dépôts de garantie et autres dépôts reçus	35	35	
COMPTES D'OPERATIONS SUR TITRE ET OPERATIONS DIVERSES	2 251	2 305	-2%
Créditeurs divers	561	519	8%
Créditeurs divers	561	519	
COMPTES TRANSITOIRES ET D'ATTENTE	1 690	1 786	-5%
Comptes de régularisation Passif	1 690	1 786	
COMPTES DE PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	59 438	59 215	0%
Subvention et Autres Fonds Reçus	100	100	
Fonds de Bonification	100	100	
PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES	3 000	2 969	1%
Provisions pour charges de retraite	203	171	
Provisions pour risque d'exécution d'engagement par signature	2 005	2 005	
Autres provisions pour risques et charges	793	793	
PRIMES LIEES AU CAPITAL ET RESERVES	4 225	4 225	0%
Primes liées au capital	888	888	
Réserves	2 063	2 063	
Ecart de réévaluation	1 274	1 274	
CAPITAL ET DOTATION	58 327	58 327	0%
Capital	233 310	233 310	
Actionnaires ou associés	-174 983	-174 983	
Report à Nouveau	-6 407	-6 505	-2%
Résultat net	191	98,74	94%
TOTAL	61 723	61 555	0%

Note de présentation des états financiers au 31 décembre 2020/FAGACE/2021

HORS BILAN (en millions de FCFA)

ELEMENTS	31/12/2020	31/12/2019	%
Engagements de Financement Donnés	120	120	0%
TOTAL ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	120	120	0%
Garantie Crédit d'investissement (sain)	12 933	11 247	15%
Ligne de Garantie (sain)	433	358	21%
Garanties Douteuses Crédits d'investissement	6 752	6 752	0%
TOTAL ENCOURS GARANTIE	20 117	18 357	10%
Garantie non décaissée (crédit d'investissement)	11 944	2 142	458%
Garantie non décaissée (ligne de garantie)	21 067	11 142	89%
TOTAL ENCOURS NON DECAISSE	33 012	13 284	149%
TOTAL ENGAGEMENT DE GARANTIE	53 129	31 641	68%

COMpte DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2020 (En millions de F.CFA)

PRODUITS	2020	2019	VARIATIONS
Eléments	Montants		%
PRODUITS DS'EXPLOITATION BANCAIRE	1 782	1 501	19%
Produits sur op. de trésorerie et op. Interbancaires	735	802	-8%
Produits sur opérations avec la clientèle	19	68	
Produits sur titre et opérations Diverses	408	147	177%
Produits sur valeurs immobilisées	99	109	
Produits sur opérations de change	0	0	
Produits sur opérations du hors bilan	520	374	39%
TOTAL 1	1 782	1 501	19%
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	0	39	
Plus values de cession	0	39	
Résultat D'exploitation Hors Amort et prov	9	-502	-102%
REPRISE D'AMORT, PROV ET RECUPERAT° SUR CREDITS SOUTEUX	286	1 122	-75%
Reprise de provision sur créances en souffrance	266	642	
Reprise de provision sur autre elets d'actif	0	0	
Reprise de provision pour risques et charges	19	427	
Reprise de provisions réglementées	0	53	
TOTAL2	286	1 122	-75%
Résultat D'exploitation	-15	-59	-74%
PROD EXCEPT ET PROFIT SUR EXO ANT	206	158	31%
Produits exceptionnels	202	148	
Profits sur exo antérieurs	4	10	
TOTAL 3	206	158	31%
Résultat Hors exploitation	206	158	31%
Résultat Net	191	99	94%
TOTAL	2 274	2 781	-18%

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2020 (En millions de F.CFA)

CHARGES	2 020	2 019	VARIATIONS
Eléments	Montants		%
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	59	71	-17%
Charges sur Op Très et Op interbancaires	0	42	
Charges sur opération de change	6	0	
Charges sur Prestation services fin	51	30	
Autres charges d'exploitation bancaires	3	0	
ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	37	41	-10%
Achats	37	41	
AUTRES CHGES EXTERNES ET CHGES DIVERSES D'EXPLOITATION	738	796	-7%
Services Extérieurs	76	105	
Autres Services Extérieurs	483	546	
Charges diverses d'exploitation	180	145	
CHARGES DE PERSONNEL	939	1 134	-17%
Salaires et traitements	778	956	
Charges Sociales	161	179	
TOTAL 1	1 773	2 043	-13%
DAT AUX AMORT, AUX PROV ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	309	679	-54%
Dotations aux Amortissements des Immobilisations	272	436	
Dotation aux provisions sur créances en souffrance	0	108	
Dotation aux provisions pour risques et charges	37	136	
TOTAL 2	309	679	-54%
CHARGES EXCEPTIONNELLES ET PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	0	11135%
Charges exceptionnelles	0	0	
Pertes sur exercices antérieurs	0	0	
TOTAL 3	0	0	11135%
TOTAL	2 083	2 722	-23%



FAGACE
Report of the Auditors on the annual financial statements

African Guarantee and Economic Cooperation Fund (FAGACE)
Report of the Auditors on the annual financial statements

Financial year ended
31 December 2020
FAGACE
01 BP 2045 Cotonou – Benin
This report contains 06 pages
The annex contains 45 pages

African Guarantee and Economic Cooperation Fund (FAGACE)

Head office: 298, Boulevard CEN-SAD Rue 12044 Cotonou
01 BP 2045 Cotonou – Benin

Financial year ended 31 December 2020

FAGACE

Report of the Auditors on the annual financial statements

Capital social : FCFA 350 000 000 000

Report of the auditors on the annual financial statements

Board of Governors' meeting to adopt the financial statements for the financial year ended 31 December 2020

Mr Chairman and Board of Governors,

In execution of the mission entrusted to us by your Board of Governors, we hereby present to you, in respect of the financial year ended 31 December 2020, our report on :

- The audit of the annual financial statements of the African Guarantee and Economic Cooperation Fund (FAGACE), as joined to this report ;
- The specific audits and information as required in the regulatory texts applicable to FAGACE.

The financial statements of your institution were approved by the Board of Directors on 18 June 2021.

1. Audit of the annual financial statements

1.1 Opinion

We have audited the annual financial statements of the African Guarantee and Economic Cooperation Fund, comprising the balance sheet, the off-balance sheet as of 31 December 2020, the income statement as well as a summary of the principal accounting methods and other explanatory information contained in the notes annexed to the report.

In our opinion, the financial statements are regular and fair and give a true image of the result of operations during the year ended as well as the financial position and patrimony of FAGACE at the end of the year in accordance with the generally accepted practices in the financial sector such as stipulated in article 26 of the financial regulations and detailed in the notes annexed to these annual financial statements.

2. Basis of opinion

We have conducted our audit in accordance with international auditing standards (« ISA »), as prescribed by Regulation N° 01/2017/CM/OHADA on the harmonisation of the practices of accounting and audit professionals. Our responsibilities, by virtue of these standards, are more amply described in the section «Responsibilities of auditors with regard to the audit of annual financial statements» of this report. We are independent of the Institution, in accordance with the Code of ethics of accounting and audit professionals enacted by Regulation N° 01/2017/CM/OHADA cited above and the rules of independence which guide auditing and we have satisfied other ethical responsibilities incumbent on us by virtue of these rules. We believe that the substantive elements of proof that we have obtained provide a reasonable basis for our audit opinion.

1.3. Observation

Without prejudice to the opinion expressed above, we draw your attention to the information concerning the spread-out of commissions described in note 4.14 annexed to the financial statements.

1.4. Other point

The global crisis linked to the COVID-19 pandemic created unusual conditions in the preparation and the audit of the accounts of this financial year. In effect, the crisis and the exceptional measures taken in the wake of the state of health emergency it created engendered several consequences for enterprises, particularly for their activities and their funding as well as increased uncertainties for their future outlook. Some of these measures, such as the restrictions on movements and remote-working also impacted the internal organisation of enterprises and the modalities of conduct of audits.

Financial year ended 31 December 2020

1.5. Responsibilities of the Board of Directors for annual financial statements

The preparation and approval of annual financial statements are the responsibility of the Board of Directors.

The Board of Directors is responsible for the preparation and fair presentation of the annual financial statements in accordance with generally accepted practices in the financial sector such as are contained in article 26 of the financial regulations and detailed in the explanatory notes to these financial statements of FAGACE, as well as for the internal control that it deems necessary for preparing financial statements free of material anomalies, be it as a result of frauds or errors.

During the preparation of annual financial statements, it is the responsibility of the Board of Directors to assess the capacity of the Institution to continue with business, to provide, where applicable, information concerning the continuity of operations and to apply the basis for continuity of operations, except where the Board of Directors intends to put the Institution in liquidation or stop its activities or if it has no other realistic alternative solutions.

It is incumbent on the Board of Directors to keep close watch over the process of preparing the financial information of the Institution.

1.6. Responsibilities of the auditors with respect to the audit of annual financial statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance that the annual financial statements taken as a whole do not contain material anomalies, whether these result from frauds or errors and to issue an audit report containing our opinion. Reasonable assurance corresponds to a high level of assurance, which, nonetheless, does not guarantee that an audit performed in accordance with « ISA » standards succeeds always in helping to detect every material anomaly that exists. Anomalies may arise from frauds or errors and are considered as material when it is reasonable to expect that, taken individually or cumulatively, they may influence the business decisions that users of annual financial statements take, based on these statements.

Our responsibilities for the audit of annual financial statements are described in a more detailed form in annex 1 of this report of auditors.

2. Specific audits stipulated in regulatory texts applicable to FAGACE and other information.

2.1 Specific audits stipulated by the uniform company law

The responsibility for other information is incumbent on the Board of Directors. Other information includes information contained in the management report (excluding the annual financial statements and the auditors' report thereon) and the draft resolutions.

Our opinion on the financial statements does not cover other information and we do not give any assurance whatsoever on these information.

Within our mandate as auditors, our responsibility is, on the one hand, to perform the specific audits stipulated by the texts applicable to FAGACE and thereby verify the fairness and the coherence with the financial statements of the information contained in the management report of the Board of Directors and in the documents addressed to the governors on the financial position and the annual financial statements.

On the other hand, our responsibility also includes reading the other information and, consequently, assessing whether material incoherence exists between these and the financial statements or the knowledge that we gained during the audit or, still, if the other information seem to contain material anomaly.

If, in the light of the work carried out during our specific audits or on other information, we conclude that material anomaly exists, we are bound to disclose this fact.

We have no observation to make on the fairness and coherence with the annual financial statements of the information contained in the management report of the Board of Directors and in the other

FAGACE

Report of the Auditors on the annual financial statements

documents addressed to the Governors on the financial position and the annual financial statements of the Institution.

2.2 Non-respect of prudential ratios

We have proceeded, in accordance with internal provisions, to conduct verifications related to the prudential ratios of FAGACE.

We draw your attention to the non-respect of the following ratios :

- the ratio of deterioration of the guarantee portfolio was 34% against a maximum of 5%
- the ratio of provision for risks was 30% against a standard of 100%
- the ratio of net operating coefficient was 100% against a maximum of 75%
- the ratio of after-tax profit was 0.31% against a minimum of 1%
- the ratio of portfolio deterioration was 34% against a maximum of 15%
- the coverage ratio was 30% against a minimum of 40%
- the ratio of threshold for intervention per project was 8% against a maximum of 5%.

2.3 Non-respect of the deadline for payment of called capital

The capital of FCFA 22 953 million, called on 21 May 2014 in Kigali, by decision N° 06/06/CG/FAGACE/14/KIGALI of the Board of Governors, was not fully paid-up within the maximum time of three (3) years from date of subscription as stipulated by article 9 paragraph 1 of the agreement establishing the Institution. The amount of called capital yet to be paid-up stood at FCFA 12 570 million as of 31/12/2020.

Cotonou, 25 June 2021

FAGACE
Report of the Auditors on the annual financial statements

The Auditors

Franck FANOU, Partner, KPMG Togo, OECCA Registration N° 075-EC
Maryse ADOTEVI, Partner, Deloitte Benin, OECCA Registration N° 192-EC

Annexes:

- Responsibilities of the auditors for the annual financial statements
- Annual financial statements for the year ended 31 December 2020

FAGACE
Report of the Auditors on the annual financial statements

ANNEX 1
Responsibilities of the auditors for the annual financial statements

This annex forms an integral part of our report audit report.

In our work, we comply successively with:

- the exigencies of the International Accounting Standards (ISA) and
- the specific obligations of the African Guarantee and Economic Cooperation Fund.

In a more detailed manner,

- we adhere to the ethical rules pertaining to the audit of annual financial statements enacted in the Code of Ethics and the regulation N° 01/2017/CM/OHADA containing harmonisation of the practices of accounting and audit professionals in the OHADA member countries and the rules of independence which guide auditing ;
- we show a critical mindset which implies being attentive to substantive items that contradict other substantive items gathered, to information which casts doubt on the integrity of documents and answers produced in response to requests for information intended to serve as substantive proof, to situations which may reveal possible fraud, to circumstances which suggest the need for activating audit procedures supplementary to those required by ISA Standards ;
- we display proof of professional judgement during the performance of the audit particularly with respect to decisions concerning materiality and audit risk, the nature, the time-table and the extent of audit procedures to be adopted in order to satisfy the requirements of the ISA standards and to obtain substantive elements of proof, the fact of determining if sufficient substantive elements of proof have been gathered and if additional work is necessary in order to attain the objectives of the ISA standards and, consequently, the general objectives of the auditor, the assessment of the judgement of the management with regard to the adherence to the applicable accounting guidelines, the basis for the conclusions drawn from the substantive elements of proof gathered, for example, the assessment of the reasonableness of the evaluations made by the management during the preparation of the financial statements ;
- we prepare throughout the audit a documentation that leaves a sufficient and suitable trace of our work, the bases of our audit report and elements showing that the audit was planned and performed in accordance with ISA standards and in the respect of the requirements of the law and applicable regulations.
- we identify and evaluate the risks of the financial statements containing material anomalies, whether these result from frauds or errors, design and apply audit procedures in response to these risks and gather sufficient substantive and appropriate proofs as basis for our opinion. The risk of non-detection of a material anomaly resulting from a fraud is higher than that from a material anomaly because fraud may involve collusion, falsification, voluntary omissions, false declarations or side-tracking of internal control.
- we gather, where necessary, sufficient and appropriate proofs concerning compliance with legislative and regulatory texts which are believed to have a direct effect on the determination of significant recorded numerical data and information provided in the financial statements, apply specific audit procedures with a view to identifying cases of non-respect of other legislative and regulatory texts which may have material effect on the financial statements and finding an appropriate response to clear or suspected cases of non-compliance with legislative and regulatory texts identified during the audit.
- we also issue a declaration to the Board of Directors stating clearly that we adhered to the appropriate rules of deontology on independence and inform them, as may be the case, of all relationships and other factors that may reasonably be considered as susceptible to affect our independence as well as the related safeguards. Among the matters of which the Board of Directors is informed:

FAGACE

Report of the Auditors on the annual financial statements

- we determine which were the most important during the audit of the financial statements of the period considered : these are the key points of the audit. We describe these points in our report except if the law or the regulation prohibits the disclosure or if, in extremely rare cases, we determine that we should not disclose a matter in our report because it can reasonably be expected that the damaging consequences of disclosure outweigh its advantages, given the public interest
- we apprise ourselves of the internal control of the Institution in order to define the audit procedures suitable to the circumstances and not with a view to expressing an opinion on the effectiveness of the internal control of the Institution. When significant weaknesses are identified, we communicate them to the management and where necessary, to the Board of Directors
- we evaluate the impact on the audit of the anomalies revealed and the impact on the financial statements of uncorrected anomalies where it exists. We communicate them to the appropriate management level, except where the law or the regulation prohibits it
- we assess the appropriateness of the accounting methods adopted and the reasonableness of the accounting estimates made by management as well as the related information provided by it (management)
- We assess the presentation of the financial statements as a whole, the structure and the content of the statements including the information provided in the explanatory notes and assess whether the financial statements reflect the operations and underlying events in a manner capable of giving a true image
- we identify relations and transactions with third parties, whether the accounting guide sets rules or not in that regard, so as to be in a position to detect factors of risks of fraud, if it exists, arising from relations and transactions with related third parties which are pertinent to the identification and assessment of risks of significant anomalies raising from frauds and to conclude, on the basis of the substantive proofs gathered, if the financial statements, to the extent that they are affected by these relations and transactions, are presented fairly or are not misleading. Moreover, where the applicable accounting guide contains rules concerning related parties, we collect sufficient and appropriate substantive proofs to determine if the relations and transactions with the related parties have been correctly identified and recorded in the financial statements or if a pertinent information concerning them has been provided in the statements
- we gather sufficient and appropriate substantive proofs showing that developments that occurred, between the date of the financial statements and the date of our report, necessitating adjustments to the statements or an information to be provided in them, have been appropriately dealt with in the financial statements in accordance with the applicable accounting guide
- we conclude as to the appropriateness of the use by management of the accounting principle of continuity of operations and, depending on the substantive proofs gathered, as to the existence or not, of a significant uncertainty linked to events or situations susceptible to cast a big doubt on the capacity of the Institution to continue its operations. If we conclude that a significant uncertainty exists, we are bound to draw the attention of the readers of our report to the information provided in the financial statements regarding this uncertainty or, if these information are not adequate, to express a qualified opinion. Our conclusions are based on information gathered up to the date of our report
- we obtain written declarations of the Management and, where necessary, of the Board of Directors, confirming that it (Management) believes having fulfilled its responsibilities with regard to the preparation of the financial statements as well as to the exhaustivity of the information provided to us. Furthermore, we support other substantive proofs in respect of the financial statements or specific assertions contained therein with these written declarations if we judge this necessary or if these are required by other ISA standards

FAGACE

Report of the Auditors on the annual financial statements

- we ensure, all through the audit, that equality among member countries is respected notably, that all shares of the same category enjoy the same rights
- we must point out to the next Board of Governors, the irregularities and inaccuracies noted during the audit. Furthermore, we must inform the public prosecutor of criminal acts that came to our knowledge during the audit, without any responsibility on our part for such revelations ;
- we have the obligation to respect professional secrecy of acts and information that came to our knowledge.

FAGACE
Report of the Auditors on the annual financial statements

ANNEX 2
Annual financial statements for the year
ended 31 December 2020

FAGACE
Report of the Auditors on the annual financial statements

FAGACE
MANAGING DIRECTOR'S OFFICE
FINANCE AND ACCOUNTING DEPARTMENT

**EXPLANATORY NOTES TO THE ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS
AS OF 31 DECEMBER 2020**

CONTENT

Financial year ended 31 December 2020



FAGACE

Report of the Auditors on the annual financial statements

1. Activities of the Fund.....
2. Key developments during the year 2020.....
3. Fundamental accounting principles.....
 - 3.1 General accounting principles 3.1.1 Daily recording of operations
 - 3.1.2 Continuity of operations
 - 3.2 Basic accounting conventions
4. Specific accounting rules and methods
 - 4.1 Monetary base
 - 4.2 Accounting year
 - 4.3 Foreign exchange operations 4.4 Investment securities operations 4.5 Investment and share securities
 - 4.6 Claims
 - 4.7 Fixed charges and softwares
 - 4.8 Fixed assets and depreciation
 - 4.9 Expenses and Incomes
 - 4.10 Provision for retirement benefits 4.11 Off-balance sheet commitments
 - 4.12 Charges and other debts payable
 - 4.13 Incomes receivable and charges recognised in advance
 - 4.14 Commissions and marginal costs
 - 4.15 Developments subsequent to the closure of accounts
5. Change in accounting methods or estimates and corrections of errors
6. Analysis of the financial statements as of 31 December 2020
 - 6.1 Balance sheet
 - 6.1.1 Assets
 - 6.1.2 Liabilities
 - 6.2 Off-balance sheet
 - 6.3 Income statement
 - 6.3.1 Incomes
 - 6.3.2 Expenses
 - 6.3.3 Results
7. Management of the financial risks of the Fund
 - 7.1 Management of foreign exchange risk
 - 7.2 Management of liquidity risk
 - 7.3 Management of counterparty risk
 - 7.4 Management of operational risk
 - 7.5 Transactions with related parties
 - 7.6 Developments subsequent to closure of accounts
 - 7.6.1 Impact of COVID-19 and measures taken by FAGACE

1. Activities of the Fund

Created in February 1977, the African Guarantee and Economic Cooperation Fund (FAGACE), is Public Financial Institution specialised in the promotion of public and private investments with the purpose of contributing to economic and social development of the member countries.

Its principal mission is to guarantee debts issued or contracted by countries (States), public or parapublic entities, interstate organs, in which one or several member countries participate(s), enterprises having their headquarters or principal areas of activities located in one or several member countries and intended for the funding of financial, industrial, agricultural, commercial and infrastructural projects that are economically profitable.

It comprises fourteen (14) member countries namely, Benin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrica, Congo, Côte d'Ivoire, Guinea Bissau, Mali, Mauritania, Niger, Rwanda, Senegal, Tchad(Chad) and Togo.

Financial year ended 31 December 2020

Based in Cotonou, Benin, it has two representative offices, in Cameroun and Rwanda. Its capital is held entirely by the member countries.

2. Key developments in 2020

The year 2020 which represented the last financial year of the implementation of the 2017-2020 strategic plan was marked by the COVID-19 pandemic. This crisis, which impacted most sectors of activity by its induced effects perturbed not just the usual functioning of FAGACE but also the execution of the programme of activities for the year 2020 given the climate of uncertainty that prevailed.

Furthermore, the financial year 2020 was also marked by the conclusion of the process of recruitment of the new Managing Director of FAGACE which culminated in the choice of Mr Ngueto Tiraina YAMBAYE for the position.

Also, the new Management, upon assumption of office, put priority on the preparation of a new 5-year strategic plan that will serve as compass for FAGACE over the next five years and forms part of the implementation of actions initiated under the previous plan.

Designed to ensure a re-invigoration of the activities of FAGACE, the new strategic plan has charted four strategic axes, as follows : (i) strengthening of the effectiveness of the governing organs of the Fund (ii) development of the Fund's activities (iii) modernisation of the Fund (iv) mobilisation of resources.

3. Fundamental accounting principles and practices

The fundamental accounting principles applied are summarised below:

3.1 General accounting principles

The accounting service of FAGACE records operations on a daily basis in accordance with the principle of commitment and in line with the assumption of continuity of operations.

3.1.1 Daily recording of operations. Vouchers are captured chronologically

3.1.2 Continuity of operations. The financial statements of the year ended 31 December 2020 have been prepared in accordance with the principle of continuity of operations to the extent that FAGACE has no intention or need to wind up its activities or, to significantly reduce their level.

3.2 Basic accounting conventions

The basic accounting conventions applied by FAGACE are the following :

- Recording of transactions at historic cost
- Principles of :
 - independence of financial years
 - continuity of operations
 - prudence
 - permanence of presentation and evaluation methods
 - transparency and intangibility of the balance sheet.

4. Specific accounting rules and methods

4.1 Monetary base

The financial statements as of 31/12/2020 are presented in FCFA which is the functional money of FAGACE. Values are rounded to the nearest thousand, except otherwise indicated.

4.2 Accounting year

The accounting year commences on 1 January and ends on 31 December of each year. It coincides with the civil year.

Financial year ended 31 December 2020

FAGACE

Report of the Auditors on the annual financial statements

4.3 Operations in foreign currency

When an asset or a liability is held in a money other than CFA Francs, the amount of this item is computed in CFA Francs. At the end of each year, the Fund uses the exchange rate on the day of closure of accounts for its conversion into the local currency (FCFA).

Exchange gains and losses which occur thereupon are recorded in the result for the year, in accordance with accounting rules.

4.4 Operations in investment securities

Investment securities are recorded at the date of their acquisition, at the purchase price, fees excluded. They are evaluated at each closure of accounts at the lower of their acquisition cost and their usage value. These securities are depreciated when the usage value is lower than the acquisition value.

4.5 Share and investment securities

These securities are recorded at their cost of acquisition, the price at which they were acquired or the value determined by the terms of the acquisition contract, excluding fees.

They are classed according to the assessment of how useful their durable possession is, to the Fund, in terms of being able or not to exercise notable influence, joint control or an exclusive control of the issuing company.

They are evaluated at each closure of accounts at their market value. At stock-count, latent (price) gains in the securities are not recognised; on the contrary, latent losses are recognised as depreciation by reason of the fact that the Fund might not hold them to maturity.

4.6 Claims

The claims (credit items) of the Fund are recorded, excluding taxes. They are evaluated at each closure of accounts and downgraded, where necessary, in accordance with the provisioning rules of FAGACE.

The claims, including, on clients, are evaluated at their nominal value.

The claims are depreciated, where necessary, according to calculations based on the risk of non-recovery.

The specific criteria for downgrading to "doubtful" and for depreciation are presented in the table below :

Types of non-performing claims	Past due claims (Guarantee commissions)	These are maturities on all types of claims that remain unpaid for a period of three months or less, beginning from the latest agreed payment date and whose term has not been extended. Such claims are identified but are not downgraded from their original class, in the absence of other indicators as to their quality. This period is extended to six (6) months for SME, the States (countries) and public entities.
	Impaired claims (guarantee commissions)	These are claims which have remained unpaid for more than three (3) months and whose repayment cannot be effected for reasons independent of the will of the borrower. Included in this category are claims that have been subject of a compounding arrangement, whether amicable or not, whose terms are being respected.
	Doubtful claims (guarantee commissions)	<p>They are claims of all types, showing a probable or clear risk of partial or total unrecoverability, with past-due payments of more than three (3) months. This length of time is fixed at, at least, six (6) months, depending on the case, for SME, sovereign States (countries) and public entities.</p> <p>The classification as doubtful claims may be abandoned when a repayment schedule is agreed with the debtor and payments resume in a regular manner in the amounts agreed to in the schedule.</p>
	Litigious claim (guarantee commissions)	<p>These are claims that have become subjects of events such as (i) transfer of the recovery file to the Fund's lawyer or any other person considered indispensable to the Fund's recovery efforts (ii) the occurrence of bankruptcy proceedings involving ipso facto judicial or extra-judicial discussions with the debtor.</p> <p>The recovery file is handed over to the lawyer in the following cases: Exhaustion of amicable ways of procuring repayment; Non-respect of the moratorium granted to the debtor; Bankruptcy of, and compounding by the debtor-company.</p> <p>The classification as litigious claims is abandoned when a repayment schedule is agreed with the debtor and payments resume in a regular manner in the agreed amounts and at the agreed maturities. These claims are then reclassified as impaired.</p>

	<p>Lost claims (guarantee commissions)</p>	<p>These are claims estimated as unrecoverable after exhausting all legal and amicable means or based on all pertinent considerations, having been approved by the Board of Governors of the Institution for downgrading to irrecoverable status. Irrecoverable claims are claims in respect of which the rights of the Fund as creditor are legally extinguished by a decision of the court.</p>
	<p>Claims arising from call of guarantee</p>	<p>Any default of the principal debtor, triggering the call of FAGACE® guarantee and some payments in accordance with the guarantee contract create, de facto, loans on the books of the Institution.</p>
	<p>Claims arising from loan maturities</p>	<p>The cumulation of three (3) unpaid maturities for private enterprises and six (6), (in the case of SME), does not trigger provisioning automatically where exposure is secured by real guarantees.</p>
<p>Rules for provisioning of claims</p>	<p>Doubtful claims (guarantee commissions)</p>	<p>Provision is set aside every month on maturities that remain unpaid for more than 3 months. This length of time is fixed at 6 months for the SME.</p> <p>- In case of signing of a protocol repayment agreement with the debtor : provisions set aside may be written back where the terms of the said protocol are respected, after a period of one year.</p> <p>-In absence of the signing of a protocol agreement : provision set aside is written back, in case of recoveries, in the order of the amount recovered.</p>
	<p>Litigious claims (guarantee commissions)</p>	<p>A provision of 100% is set aside on guarantee commissions that become litigious. The provision is written back in amounts equal to recoveries, where made.</p>
	<p>Lost claims</p>	<p>These are claims to be recognised as lost and written off to the income statement.</p>

4.7 Fixed charges and softwares

Fixed charges and softwares are amortised according to the linear method over a duration of three (3) years, that is, at the rate of 33.33%.

4.8 Tangible assets and amortisation

Tangible fixed assets are recorded at their historic cost. They are amortised each year over their estimated useful life, using the linear method. The rates of annual amortisation in use are :

Construction20 years
 Furniture and office equipment
5 years

Financial year ended 31 December 2020

Furniture and house equipment5 years
Vehicles (transport materials)5 years
Fittings and installations...	5 years

4.9 Expenses and incomes

The expenses and Incomes of the Fund are recorded in accordance with the method of commitments accounting and the respect of the basic accounting principles. Incomes and expenses are recorded at their real value.

4.10 Provision for retirement benefits

They are determined at each closure of accounts, beginning in 2018, in accordance with the collective (labour) agreement in the Republic of Benin. The amount of provision for retirement benefits is adjusted upwards or downwards at the closure of accounts.

4.11 Off-balance sheet commitments

Off-balance sheet commitments arise from commitments given by the Fund to issue guarantee or provide funding. They are recorded off-balance sheet once contracted by the Fund.

At the end of the year, an evaluation of off-balance sheet commitments is done and eventual provisions are recorded. The specific criteria for downgrading to doubtful and the provisioning of guarantee commitments are defined in accordance with the downgrading and provisioning policy adopted by the Board of Directors.

The corresponding provisions are also recorded in accordance with the provisioning policy of FAGACE.

The provisioning rules of FAGACE are summarised in the following table according to the different types of risks:

Risk provisioning rules	Direct exposure to the State (National Government)	The setting aside of provision is optional.
	Risks guaranteed by the State	<p>When payment maturities are provided for in the national budget, the setting aside of provision is optional.</p> <p>Where payment maturities are not provided for in the budget, the guaranteed outstanding must be provided against in the order of 50% as soon as the first tranche of the called guarantee is paid and 100% at the payment of the balance.</p> <p>The provision set aside may be written back once the payments are written into the national budget, in the order of the amount written.</p>
	Private risks (not guaranteed by the State)	<ul style="list-style-type: none"> ■ Claims created following call of guarantee are provided as soon as settled by the Fund ■ The maturities called are not secured by real guarantees Provision is set aside as from the first year beginning from the date of transfer to doubtful claims in the order of 100% of the called amount settled. The provision is written back in amounts equal to repayments, where made by the promoter or in case the loan is restructured in the books of the bank. ■ The called maturities are secured by real guarantees Provisioning becomes optional during the first two years. It is set aside in the order of 50% as soon as the first payment is made. It shall eventually reach 100% at the time of the final loss payment as the case may be, as concerns the final loss recorded after disposal by the bank of the real guarantees held. In case of repayment of the maturity by the promoter or the restructuring of the loan in the books of the bank, the provision is written back in the same amount.

4.12 Charges and other debts payable

These are charges and debts arising during the year but which, for various reasons, have not been paid during the year. By virtue of the independence of financial years, these charges are determined at each closure of accounts and the corresponding amount is recorded.

4.13 Incomes receivable and charges recognised in advance

Incomes receivable are incomes, not yet due, attaching to the financial year. By virtue of independence of financial years, these incomes are determined at each closure of accounts and the corresponding amount is recorded.

In the case of charges recognised in advance, they correspond to charges already incurred but which do not concern just one financial year. By virtue of independence of financial years, these charges are determined at the closure of accounts and the corresponding amount is determined.

4.14 Commissions and marginal costs

According to Instruction n° 028-11-2016 regarding the recording of commissions received and marginal costs, flat commissions received in remuneration of services provided by FAGACE in the course of processing applications for facilities are to be spread over the effective life of the guarantee granted by the Fund, in line with the actuarial or the alternative methods.

During the year 2020, flat commissions billed in the amount of 215 093 882 FCFA were not spread out by reason of the choice made to change over effectively to IFRS standards and the revised Bank Accounting Plan as from 2021.

The spread-out of these commissions would cause the recognition of a part of their billings, in the sum of 86 053 083 FCFA, by using the alternative method for their evaluation and the carry-over of the balance, being 158 299 646 FCFA to the future years.

Moreover, the opening equity funds as of 1 January 2020 should be corrected and reduced by 63 530 434 FCFA, the new method having become applicable since 1 January 2018.

4.15 Developments subsequent to the closure of accounts

The Fund proceeds to adjust its financial statements to reflect developments that occur between the date of closure of accounts and the date at which the said financial statements are authorised for publication on the condition that these developments relate to situations existing at the balance sheet date.

Where these developments relate to situations that become apparent after the date of closure of accounts but which necessitate an information to be provided, the balance sheet and the income statement are not adjusted. The nature and the potential impact of these developments are disclosed in a separate note.

No development subsequent to the financial year 2020 occurred.

5. Change of accounting methods or estimates and correction of errors

No change of accounting methods or estimates was made during the year 2020.

6. Analysis of the financial statements for the year ended 31/12/2020

6.1 Balance sheet

6.1.1 Assets

The assets of the Fund as of 31 December 2020 stood as follows :

ASSETS (in millions of FCFA)					
	Note	31.12.2020	31.12.2019	Change	
		MF.CFA	MF.CFA	MF.CFA	%
Accounts and term deposits with banks	1	12 937	15 099	-2 162	-14%
Debt securities (bonds)	2	7 992	2 603	5 389	207%
Sundry debtors, operations with clients, suspense items (assets)	3	38 624	41 678	-3 053	-7%
Investment shares and securities held	4	573	677	-104	-15%
Land, buildings, constructions, establishment costs	5	1 597	1 498	100	7%
TOTAL ASSETS		61 723	61 555	169	0%

The net balance sheet total stood at 61 723 million FCFA as of 31/12/2020 compared to 61 555 million FCFA as of 31/12/2019, more or less unchanged over the two financial years.

The detailed analysis of the asset account heads as of 31 December 2020 is as follows :

Note 1 : Current account and term deposits with banks

These amounted to 12 937 million FCFA as of 31/12/2020 compared to 15 099 million FCFA as of 31/12/2019, representing a decrease of 14% due to the use of cash to purchase securities.

Term deposits amounted to 10 750 million as of 31 December 2020, compared to 8 250 million FCFA as of 31 December 2019, representing a rise of 30%. This rise was due to the combined effect of placing two term deposits of two (2) and one (1) billion, respectively with Orabank and NSIA BANQUE followed by the termination of the term deposit of 500 million placed with BSIC.

Note 2 : Debt securities (bonds)

Amounting to 2 603 million FCFA as of 31/12/2019, this head rose by 207% during the period and stood at 7 992 million FCFA as of 31/12/2020. This sharp increase is explained by the placement of available cash. Receivables attached to this head amounted to 238 million FCFA as of 31/12/2020 compared to 40 million FCFA as of 31/12/2019, representing a rise of 495% explained by the enlargement of the placement-asset base.

Note 3 : Sundry debtors, operations with clients, suspense items (assets)

This head declined by 7% over the period due principally to the following facts :

- ✓ Sundry debtors : they comprise commissions receivable (guarantee and flat), called guarantees settled, other debtors and called capital not yet paid. This head fell to 37 429

million FCFA, from 40 358 million FCFA in 2019. The movement was essentially due to called capital paid during the period and to recovery of commissions.

Provision against this head stood at 13 498 million FCFA as of 31 December 2020, of which, doubtful commissions (4 578 million FCFA), called guarantees settled (8 293 million FCFA) and other debtors (627 million FCFA).

- ✓ Operations with clients : these are loans to employees and the direct loan to SUD BULDING. This head stood at 907 million FCFA as of 31/12/2020 compared to 947 million FCFA as of 31/12/2019. It comprises 101 million FCFA in outstanding loans to employees and 806 million FCFA of unpaid amounts in the loan to SUD BULDING, respectively, 11.13% and 88.86% of the total of operations with clients as of 31 December 2020 ;
- ✓ Suspense accounts (assets) : they comprise charges imputable to several financial years, in the sum of 243 million FCFA and charges recognised in advance in the sum of 46 million FCFA. They rose to 289 million FCFA in 2020 compared to 373 million in 2019, representing a decrease of 23% due to the amortisation during the year of charges imputable to several financial years.

Note 4 : Investment shares and securities held

Investment shares amounted, net, to 250 million FCFA ; investment securities amounted, net, to 311 million FCFA and deposit and caution fees amounted to 16 million FCFA. Their total figure fell by 16% and stood at 556 million FCFA as of 31/12/2020 compared to 661 million FCFA as of 31/12/2019. This fall was consequent upon the sale of the Lombard ODIER bonds held and the provision of 4 million FCFA made against ETI securities held.

Note 5 : Land, buildings, constructions (tangible fixed assets) and establishment costs (intangible fixed assets)

These stood at 1 597 million FCFA as of 31/12/2020 compared to 1 498 million FCFA as of 31/12/2019, representing a rise of 7% which arose from the acquisition of fixed assets and provision for amortisation recorded during the period.

Intangible fixed assets were worth 2 million FCFA, net, in 2020 compared to 17 million FCFA in 2019.

6.1.2 Liabilities

The liabilities of the Fund as of 31 December 2020 were as shown in the following table :

LIABILITIES (in million FCFA)	Note	31.12.2020	31.12.2019	Change	
		MF.CFA	MF.CFA	MF.CFA	%
Current accounts held for and term deposits received from banks	6	0	0	0	0%
Debt securities sold, sundry creditors and sundry accounts (liabilities)	7	2 251	2 305	-54	-2%
Deposit and caution fees received		35	35	0	0%
Provision for risks and charges	8	3 000	2 969	32	1%
Equity funds	9	56 437	56 246	191	0%
TOTAL LIABILITIES		61 723	61 555	169	0%

Accounts held for and term deposits received from banks were nil over the period 2019-2020.

Note 7 : Debt securities sold, sundry creditors and sundry accounts (liabilities)

Debt securities sold, sundry creditors and sundry accounts (liabilities) decreased by 2% during the period, dropping from 2 305 million FCFA as of 31/12/2019 to 2 251 million FCFA as of 31/12/2020. This fall was due principally to the settlement of commitments to suppliers and various partners.

Note 8 : Provision for risks and charges

This head stood at 3 000 million FCFA as of 31/12/2020 compared to 2 969 million FCFA as of 31/12/2019, representing a rise of 1% as a result of the additional provision of 32 million FCFA made in respect of retirement benefits as of 31/12/2020.

Note 9 : Equity funds

Equity funds comprise of capital, share premiums, reserves, revaluation difference, retained earnings and result for the year.

Changes in equity funds over the last two years were as shown in the following table, in millions of FCFA (MFCFA).

	Note	31.12.2020	31.12.2019	Change	
		MF.CFA	MF.CFA	MF.CFA	%
Capital and grants		58 327	58 327	0	0%
Interest-rate rebate Fund		100	100	0	0%
Share premiums		888	888	0	0%
Reserves		2 063	2 063	0	0%
Revaluation difference		1 274	1 274	0	0%
Retained earnings		-6 407	-6 505	99	-2%
Result for the year		191	99	92	94%
EQUITY FUNDS		56 437	56 246	191	0%

Equity funds improved by 191 million FCFA between 2019 and 2020 by reason of the net profit of 191 million FCFA earned in the 2020 financial year.

They stood at 56 437 million FCFA as of 31 December 2020, compared to 56 246 million FCFA as of 31 December 2019.

As of 31 December 2020, the authorised capital of FAGACE stood at 350 000 million FCFA, subscribed in the order of 233 310 million FCFA. The called portion stands at 58 327 million FCFA, reflecting a level of callable capital of 174 983 million FCFA.

According to article 10 paragraph 1 of the statute agreement of FAGACE, the fraction of callable capital serves as guarantee of commitments contracted by the Fund.

DISTRIBUTION OF CAPITAL AS OF 31 DECEMBER 2020 (in millions of FCFA)

The following table shows the distribution of FAGACE's capital among its member countries :

Member Country	Capital subscribed	%	Called capital	Callable capital	Capital paid-up	Unpaid capital
Benin	15 540 000 000	4,44	3 885 294 267	11 654 705 733	1 665 003 084	2 220 291 183
Burkina	13 755 000 000	3,93	3 438 508 833	10 316 491 167	1 964 611 443	1 473 897 390
Centrafica	10 500 000 000	3	2 625 128 332	7 874 871 668	-158 984 179	2 784 112 511
Côte d'Ivoire	31 500 000 000	9	7 874 868 465	23 625 131 535	3 210 659 765	4 664 208 700
Mali	15 925 000 000	4,55	3 981 153 897	11 943 846 103	2 274 733 255	1 706 420 642
Niger	16 065 000 000	4,59	4 016 377 839	12 048 622 161	537 003 697	3 479 374 142
Rwanda	11 165 000 000	3,19	2 791 033 020	8 373 966 980	1 167 648 368	1 623 384 652
Senegal	31 500 000 000	9	7 874 868 465	23 625 131 535	2 808 893 018	5 065 975 447
Togo	18 060 000 000	5,16	4 515 127 252	13 544 872 748	3 224 998 239	1 290 129 013
Cameroun	28 525 000 000	8,15	7 131 241 616	21 393 758 384	2 247 367 560	4 883 874 056
Guinea Bissau	5 600 000 000	1,6	1 399 998 354	4 200 001 646	-525 061 652	1 925 060 006
Mauritania	8 050 000 000	2,3	2 012 497 634	6 037 502 366	767 512 971	1 244 984 663
Congo	13 125 000 000	3,75	3 281 246 142	9 843 753 858	1 343 605 503	1 937 640 639
Mauritania	14 000 000 000	4	3 499 995 885	10 500 004 115	874 895 875	2 625 100 010
Tchad (Chad)	233 310 000 000	66,66	58 327 340 001	174 982 659 999	21 402 886 947	36 924 453 054
Unsubscribed capital	116 690 000 000	33,33				
Authorised capital	350 000 000 000	100				

6.2 Off-balance sheet

GUARANTEES AND LOANS

Commitments given comprise : funding commitments given, guarantees issued (disbursed and undisbursed), commitments on guarantee lines (disbursed and undisbursed). They stood at 53 249 million FCFA as of 31/12/2020 compared to 31 761 million FCFA as of 31/12/2019, of which 120 million FCFA in approved but undisbursed loan and 33 337 million FCFA in approved but undisbursed guarantees.

The undisbursed guarantees comprised 21 067 million FCFA in guarantee lines granted to banks but not yet utilised and 12 269 million FCFA in guarantees of investment loans not yet disbursed.

The outstanding on disbursed guarantees as of 31 December 2020 which serves as base for invoicing of commissions was 19 792 million FCFA compared to 18 357 million FCFA as of 31 December 2019.

The outstanding on disbursed guarantees comprised 19 685 million FCFA for investment loans and 432 million FCFA for guarantee lines.

From 2019 to 2020, the outstanding amount of non-performing and litigious facilities was stable and unchanged, at 6 752 million FCFA.

The outstanding of performing facilities rose from 11 605 million FCFA as of 31/12/2019 to 13 039 million FCFA as of 31/12/2020, representing a growth of 12%.

DETAILS OF OFF-BALANCE SHEET AS OF 31 DECEMBER 2020

(in Millions of FCFA)

o UNDISBURSED DIRECT LOANS

FUNDING COMMITMENTS GIVEN					
N°	CLIENTS	COUNTRY	BANKS	BANKS	
				20120	2019
1	SUD BULDING	BENIN	FAGACE	120 000 000	120 000 000
		Total		120 000 000	120 000 000

o AVAL

GUARANTEE COMMITMENTS GIVEN					
ENCOURS GARANTIS DECAISSES					
SERIAL N°	PROMOTERS	COUNTRY	BANKS	AMOUNT (in FCFA)	
				2020	2019
PERFORMING FACILITIES					
1	A TEL MALI	MALI	BOAD	3 619 457 783	3 894 252 890
2	HOTEL 2FEVRIER	TOGO	BOAD	4 747 529 007	4 826 360 363
3	SOBEMAP	BENIN	BOAD	412 346 196	657 600 000
4	SUPERSONIC	BENIN	BSIC	270 000 000	270 000 000
5	HOTEL TENERE	NIGER	BIA	128 541 005	128 541 005
6	BETHESDA	BENIN	BSIC	104 430 826	200 000 000
7	TEISER SHIPPING	RWANDA	GBM	994 306 672	994 306 672
8	BENIN PETRO	BENIN	AFRICABOURSE	1 356 250 000	0
9	NEGSER SAHEL	MALI	BIM	93 989 647	0
10	YEGO INNOVISION	RWANDA	COGEBANK	332 213 616	0
11	DYJESCK-VICO	BENIN	ORABANK	272 540 463	0
12	APEX BIOTECH	RWANDA	COGEBANK	275 925 000	275 925 000
TOTAL				12 607 530 215	11 246 985 930

BANKS	PROMOTERS	COUNTRY	BANKS	AMOUNT (in FCFA)	
				2020	2019
GUARANTEE LINES					
1	CORIS BANK	BENIN	CORIS BANK	206 346 326	107 793 896
2	ORABANK	BENIN	ORABANK	112 689 797	5 000 000
3	BNDE	SENEGAL	BNDE	13 513 000	0
4	BSIC	RCA	BSIC	100 000 000	0
3	NSIA BANK CI	COTE D'IVOIRE	NSIA CI	0	245 000 000
TOTAL 2				432 549 123	357 793 896

SERIAL N°	PROMOTERS	COUNTRY	BANKS	AMOUNT (in FCFA)	
				2020	2019
DOUBTFUL AND LITIGIOUS FACILITIES					
1	MB GROUP	BENIN	DIAMOND BANK	250 000 001	250 000 001
2	CAFCACI	COTE D'IVOIRE	BACI1	535 240 000	535 240 000
3	CAFCACI	COTE D'IVOIRE	BACI2	64 760 000	64 760 000
4	CEMA	BENIN	BOA	366 358 127	366 358 127
5	SCG	BENIN	BOAD	2 809 476 295	2 809 476 295
6	GSA	CAMEROUN	AFRILAND	730 000 000	730 000 000
7	GSA	CAMEROUN	BDEAC	722 500 000	722 500 000
8	GSA	CAMEROUN	AFRILAND	290 000 000	290 000 000
9	ASUSU SA	NIGER	CORIS BANK	484 011 445	484 011 445
10	ETOILE DE LUXE	BENIN	BSIC	500 000 000	500 000 000
Total 3				6 752 345 868	6 752 345 868
TOTAL COMMITMENTS (GUARANTEE AND FUNDING)				19 792 425 206	18 357 125 694

OUTSTANDING OF UNDISBURSED					
SERIAL N°	PROMOTERS	COUNTRY	BANKS	AMOUNT (in FCFA)	
				2020	2019
PERFORMING FACILITIES					
1	YEGO	RWANDA	COGEBANK	1 171 073 500	1 503 287 116
2	NEGSER	MAURITANIE	BIM	100 000 000	100 000 000
3	TEISER SHIPPING	RWANDA	GBM	5 693 328	5 693 328
4	UST CONGO	CONGO	LCB	200 000 000	0
5	GMT	BENIN	CORIS	125 000 000	0
6	AMSA REALTY	SENEGAL	CGF BOURSE	4 865 625 000	0
7	DYJESCK-VICO	BENIN	ORABANK	107 459 537	0
8	KENDAL BFTRADING	BENIN	CORIS	410 000 000	0
9	MOA	BENIN	ORABANK	725 000 000	0
10	TOTAL RCA	RCA	CBCA	3 000 000 000	0
11	MAHWI	RWANDA	BRD	201 516 334	0
12	LE ROCHER	BENIN	BABE	500 000 000	0
13	EGC LTD	RWANDA	KCB	325 010 000	0
14	APEX BIOTECH	RWANDA	COGEBANK	533 025 000	533 025 000
Total 1				12 269 402 699	2 142 005 444

SERIAL N°	PROMOTERS	COUNTRY	BANKS	AMOUNT (in FCFA)	
				2020	2019
GUARANTEE LINES					
1	BGFI BANK	BENIN	BGFI	1 000 000 000	1 000 000 000
2	BSIC	BURKINA	BSIC	1 000 000 000	1 000 000 000
3	BNDE	SENEGAL	BNDE	986 487 000	1 000 000 000
4	BSIC	BENIN	BSIC	1 000 000 000	1 000 000 000
5	BANK ATLANTIQUE	BENIN	BABE	1 000 000 000	1 000 000 000
6	CORIS BANK	BENIN	CORIS	293 653 674	392 206 104
7	NSIA BANK CI	COTE D'IVOIRE	NSIA CI	1 000 000 000	755 000 000
8	ORABANK	BENIN	ORABANK	887 310 203	995 000 000
9	BSIC	NIGER	BSIC	1 000 000 000	1 000 000 000
10	BANK POSTALE	CONGO	BPC	1 000 000 000	1 000 000 000
11	BSIC	TCHAD	BSIC	1 000 000 000	1 000 000 000
12	ORABANK TOGO	TOGO	ORABANK	1 000 000 000	0
13	ORABANK CI	COTE D'IVOIRE	ORABANK	5 500 000 000	0
14	CCA BANK	CAMEROUN	CCA BANK	1 000 000 000	0
15	BSIC MALI	MALI	BSIC	1 000 000 000	0
16	CBC	CAMEROUN	CBC	1 000 000 000	0
17	BSIC RCA	RCA	BSIC	400 000 000	0
18	BIM	MALI	BIM	1 000 000 000	1 000 000 000
TOTAL 2				21 067 450 877	11 142 206 104
GRAND TOTAL, OUTSTANDING OF UNDISBURSED				33 011 843 576	13 284 211 548

TOTAL, GUARANTEE COMMITMENTS	53 129 278 782	31 641 337 242
-------------------------------------	-----------------------	-----------------------

TOTAL COMMITMENTS (GUARANTEE AND FUNDING)	53 249 278 782	31 761 337 242
--	-----------------------	-----------------------

6.3 Income statement

The income and expenses accounts for the year 2020 are detailed as follows :

6.3.1 Incomes

As of 31/12/2020, incomes for the period stood at 2 274 million FCFA compared to 2 781 million FCFA as of 31/12/2019. These incomes are analysed as follows :

INCOMES (in millions of FCFA)	Note	31.12.2020	31.12.2019	Change	
		MF.CFA	MF.CFA	MF.CFA	%
Incomes from banking operations	10	1 782	1 501	281	19%
Write-back of amortisation and provision	11	286	1 122	-837	-75%
Exceptional incomes and gains from previous years	12	206	158	48	31%
TOTAL INCOMES		2 274	2 781	-508	-18%

Note 10 : Incomes from banking operations

Incomes from banking operations include incomes from treasury and securities operations, incomes from off-balance sheet operations and other operating incomes. They stood at 1 782 million FCFA as of 31 December 2020 compared with 1 501 million FCFA as of 31/12/2019, reflecting a rise of 19% as of 31/12/2020.

This change was due to the rise in incomes from securities operations particularly, bonds, which recorded a change of 177%. In effect, incomes from securities rose from 147 million FCFA in 2019 to 408 million FCFA in 2020.

Incomes were also boosted by the 39% rise in incomes from services consisting of commissions from guarantee activities by reason of the disbursements on guarantees granted. Commissions invoiced in 2020 amounted to 519 million FCFA, compared to 374 million FCFA in 2019.

Incomes from placements rose by 17% between 2019 and 2020, increasing from 1 059 million FCFA in 2019 to 1 243 million FCFA in 2020 by reason of the enlargement of the placements base.

Note 11 : Write-back of amortisation and provision

Write-backs of amortisation and provision amounted to 286 million FCFA in 2020, compared to 1 122 million FCFA in 2019, representing a decrease of 75%.

This fall is explained by the fact that this head recorded exceptional write-backs in 2019 in respect of :

- Retirement benefits in the amount of 53 million FCFA
- Recoveries of guarantee commissions in the amount of 642 million FCFA and
- Off-balance sheet commitment risks in the amount of 427 million FCFA, compared to, respectively, 266 million FCFA for non-performing credits and 19 million FCFA for risks and charges during the year 2020.

Note 12 : Exceptional incomes and gains from previous years

Exceptional incomes and gains from previous years amounted to 206 million FCFA as of 31 December 2020, compared to 158 million FCFA as of 31/12/2019, representing a rise of 30%.

As of 31/12/2020, they comprised rental incomes from buildings « B » and « C » of 138 million FCFA, 53 million FCFA in recoveries on CORFITEX facility ; 10 million FCFA of receipts from the sale of bid documentation and 4 million FCFA of reimbursement on the rental cost of the residence of the former Managing Director.

6.3.2 Expenses

The year 2020 recorded total expenses of 2 083 million FCFA compared to 2 722 million FCFA in 2019. Expenses other than provision amounted to 1 773 million FCFA as of 31 December 2020, compared to 2 042 million FCFA in 2019, representing a decrease of 269 million FCFA.

EXPENSES (in millions of FCFA)					
	Note	31.12.2020	31.12.2019	Change	
		MF.CFA	MF.CFA	MF.CFA	%
Banking-operations expenses	13	59	71	-12	-17%
Administrative and general expenses	14	1 714	1 971	-257	-13%
Allowances for amortisation and loan losses	15	309	679	-370	-54%
Exceptional charges and losses from previous years	16	0	0	0	0%
TOTAL EXPENSES		2 083	2 722	-639	-23%

Note 13 : Banking-operations expenses comprise treasury-operations expenses and expenses on delivery of financial services. They fell by 17% during the period and stood at 59 million FCFA at the end of 2020 compared to a figure of 71 million FCFA at the comparable time in 2019.

Note 14 : Administrative and general expenses

		31.12.2020	31.12.2019	Change	
		MF.CFA	MF.CFA	MF.CFA	%
Personnel costs	17	939	1 134	-195	-17%
Purchases and changes in stocks	18	37	41	-4	-10%
Other general expenses	19	738	796	-58	-7%
Total, Administrative and general expenses		1 714	1 971	-257	-13%

7.2 Liquidity risk management

Liquidity risk occurs when an entity is incapable of honouring its short-term payments.

For FAGACE, the principal objective of managing this risk is to hold sufficient cash assets with a view to meeting all its probable cash needs over an horizon of one year without having to tap the capital market for additional funds.

The maximal level of cash holdings is managed within the limits set by FAGACE regulations.

7.3 Management of counterparty risk

Counterparty risk is the eventuality of losses which result from the inability of a counterparty to honour an obligation.

In view of the fact that this risk linked to counterparties is a secondary operational risk, FAGACE tries principally to minimise the probability of financial losses, of perturbation of its activities or damage to its reputation which may arise from the default of a counterparty. To do this, it conducts its asset-liability management within a prudential framework of approved counterparties. Exposure to other counterparties is accepted subject to compliance with the rules of FAGACE and upon approval by the authorised organs.

7.4 Management of operational risk

Operational risk is the eventuality of loss arising from process or system failure, from exogenous developments or from the impossibility of getting contracts fulfilled.

To minimise this risk, FAGACE looks to (1) promoting a work environment consistent with the strictest ethical standards, (2) hiring and training a qualified personnel in sufficient number given the nature and the extent of the risks inherent to each activity, (3) putting in place adequate processes and controls and (4) having at hand, appropriate solutions for continuity of operations.

7.5 Transactions with related parties

During the year 2020, the Fund did not conclude any agreement directly with a director. On the other hand, an agreement was concluded during the previous years and its execution was continued during the year 2020 according to the following modalities :

Protocol agreement :

Between FAGACE and TOGO

Nature and purpose :

Protocol agreement on the pay-off of debts owing by the Fund to Togo with respect to the AIT and SONIPA facilities (BTCI loans) in the total amount of 930 000 000 FCFA.

Date : 3 August 2016

Modalities :

-Repayment period : five (5) years, in constant, semi-annual and consecutive tranches of ninety-three (93 000 000) FCFA ;

-The first due date must not be later than 31 March 2017 and the last due date must not be later than 31 October 2021 ;

Amount paid during the year 2020 : 186 000 000 FCFA

Moreover, no prohibited agreement was entered into during the year 2020.

7.6 Developments subsequent to the closure

7.6.1 Impact of COVID-19 and measures taken by FAGACE

FAGACE was also faced with the health crisis induced by the COVID-19 pandemic which affected the entire world and from which the (FAGACE) member countries were not exempted.

The Fund adopted the health protection measures taken worldwide, particularly in the headquarters country (Benin) and in those of the representations (Rwanda and Cameroun), to reduce the risks of infection.

Thus, as soon as a measure is taken and announced by the headquarters and representative-office countries, the Management immediately, by internal memo, directs that they be strictly applied by the entire personnel.

To this effect, Management proceeded to : (impose) limitation on movements of the employees, internal sensitization campaigns by way of internal memos, (impose) limitation of visits to the headquarters to the strict minimum and related to official business.

In this regard, following the meeting of the hygiene and safety committee, the following measures were taken :

- Test and remote-working. To this effect, FAGACE provided each employee with a router and high-bandwidth internet connection;
- Reception of visitors at the entrance gate in order to limit the spread (of the virus);
- Purchase and distribution of protective face masks. This has been continued since April 2020 ;
- Purchase and installation of automatic dispensers of hydro-alcoholic gel. This has been continued since April 2020 ;
- Installation of hand-wash equipment at the main entrance and before (entering) the hall;
- Holding of extraordinary meetings of the committee on hygiene to deal with urgent matters
- Pasting of sensitization messages (on notice boards) to encourage compliance with social-distancing rules
- Increased sensitization via the FAGACE WhatsApp group ;
- Cancellation of journeys and training seminars expected to bring numerous persons together ;
- 72-hour isolation at home of employees returning from a foreign trip and return to work after testing negative to COVID ;
- Purchase of ZOOM licences for internal meetings and with partners.

Concerning operational activities, projects in portfolio were followed remotely by telephone and by correspondence. Invoicing continued normally according to pre-determined maturities and recoveries followed duly. . New projects evaluated are submitted to the evaluation committee for analysis and

then transmitted to the directors in the guarantee committee for approval.

The sessions of the decision-making organs of FAGACE are maintained and are held by videoconference. To this effect three (03) meetings of the Guarantee Committee were held by videoconference. The meetings of the internal evaluation committee and the meeting of the Guarantee Committee held during the period by videoconference yielded the approval of several projects and guarantee lines in the cumulative amount of 22.41 billion FCFA. This demonstrates that the Fund's activities progressed in spite of the COVID-19 environment.

The next meetings of the decision-making bodies are programmed normally and shall hold by videoconference on the scheduled dates.

The Fund remains constantly alert to the evolution of this pandemic and shall follow the health instructions dictated by the authorities of the headquarters country and those of the representative offices, focused on the objective of continuity of its activities and the safety of its entire personnel.

ANNEXURE

BALANCE SHEET AS OF 31 DECEMBER 2020 (In millions of FCFA)

ASSETS	2020	2019	CHANGE
Items	Amounts		%
CASH AND DUE FROM BANKS	12 937	15 099	-14%
Cash values at hand	0	0	
CURRENT ACCOUNTS WITH BANKS	2 005	6 760	-70%
Banks and correspondents	2 005	6 760	
OTHER DEPOSIT ACCOUNTS WITH BANKS	10 932	8 339	31%
Term Deposits	10 750	8 250	
Interests accrued on Term Deposits	182	89	
OPERATIONS WITH CLIENTS	907	947	-4%
LOANS TO CLIENTS	101	383	-4%
Other short-term loans	0	11	
Medium and Long Term loans	101	367	
Interests accrued on MT and LT loans	0	5	
NON-PERFORMING LOANS	806	564	
Past-due or impaired loans	806	564	
SECURITIES AND SUNDRY OPERATIONS	45 710	43 334	5%
INVESTMENT SECURITIES	7 992	2 603	207%
Debt securities	7 754	2 563	
Interests accrued on debt securities	238	40	
SUNDRY DEBTORS	37 429	40 358	-7%
Sundry debtors	50 926	54 116	-6%
Provision for depreciation	-13 497	-13 758	
Suspense accounts (Assets)	289	373	-23%
FIXED FINANCIAL ASSETS ACCOUNT	2 170	2 175	0%
LONG TERM FINANCIAL ASSETS	557	661	-16%
Share securities	360	360	
Investment securities	367	467	
Provision for depreciation	-170	-166	
Deposit fees and guarantee payments	16	16	0%
TANGIBLE AND INTANGIBLE FIXED ASSETS	1 597	1 498	7%
Operating fixed assets	7 308	7 028	
Amortisation of fixed assets and Provisions	-5 710	-5 528	
TOTAL	61 723	61 555	0%

BALANCE SHEET AS OF 31 DECEMBER 2020 (In millions of FCFA)

LIABILITIES	2020	2019	CHANGE
Items	Montants		%
CASH AND DUE FROM BANKS	0	0	#DIV/0!
INTERBANK BORROWINGS AND OTHER SUMS DUE TO BANKS	0	0	#DIV/0!
Borrowings and other loans	0	0	
Accrued interests on term borrowings	0	0	
OPERATIONS WITH CLIENTS	35	35	0%
DUE TO CLIENTS	35	35	0%
Guarantee deposits and other deposits received	35	35	
SECURITIES AND SUNDRY OPERATIONS	2 251	2 305	-2%
Sundry creditors	561	519	8%
Sundry Creditors	561	519	
TRANSITORY AND SUSPENSE ACCOUNTS	1 690	1 786	-5%
Suspense accounts (Liabilities)	1 690	1 786	
PROVISION, EQUITY AND SIMILAR ACCOUNTS	59 438	59 215	0%
Grants and Other Funds Received	100	100	
Interest-Rebate Fund	100	100	
PROVISION FOR LOAN LOSSES AND CHARGES	3 000	2 969	1%
Provision for retirement benefits	203	171	
Provision for risk of materialisation of off-balance sheet commitments	2 005	2 005	
Other provisions for risks and charges	793	793	
SHARE PREMIUMS AND RESERVES	4 225	4 225	0%
Share Premiums	888	888	
Reserves	2 063	2 063	
Revaluation difference	1 274	1 274	
CAPITAL AND ACCOUNTS OF SHAREHOLDERS	58 327	58 327	0%
Capital	233 310	233 310	
Accounts of shareholders or Associates	-174 983	-174 983	
Retained earnings	-6 407	-6 505	-2%
Result for the year	191	98,74	94%
TOTAL	61 723	61 555	0%

INCOME STATEMENT AS OF 31 DECEMBER 2020 (In millions of FCFA)

INCOMES	2020	2019	CHANGE
Items	Amounts		%
INCOMES FROM BANKING OPERATIONS	1 782	1 501	19%
Incomes from treasury operations and interbank deposits	735	802	-8%
Incomes from operations with clients	19	68	
Incomes from securities and sundry operations	408	147	177%
Incomes from fixed financial assets held	99	109	
Incomes from foreign exchange operations	0	0	
Incomes from off-balance sheet operations	520	374	39%
TOTAL 1	1 782	1 501	19%
SUNDRY INCOMES FROM OPERATIONS	0	39	
Gains from disposals	0	39	
Operating incomes before amortisation and provision	9	-502	-102%
WRITE-BACKS OF AMORTISATION, PROVISION AND RECOVERIES ON DOUBTFUL LOANS	286	1 122	-75%
Write-backs of provision against non-performing loans	266	642	
Write-backs of provision against other asset items	0	0	
Write-backs of provision risks and charges	19	427	
Write-backs of regulated provisions	0	53	
TOTAL2	286	1 122	-75%
Operating income	-15	-59	-74%
EXCEPTIONAL INCOMES AND GAINS FROM PREVIOUS YEARS	206	158	31%
Exceptional incomes	202	148	
Gains from previous years	4	10	
TOTAL 3	206	158	31%
Non-operating income	206	158	31%
Net Income	191	99	94%
TOTAL	2 274	2 781	-18%

INCOME STATEMENT AS OF 31 DECEMBER 2020 (In millions of FCFA)

INCOMES	2 020	2 019	CHANGE
Items	Amounts		%
BANKING OPERATIONS EXPENSES	59	71	-17%
Interest expenses on treasury operations and interbank borrowings	0	42	
Charges on foreign exchange operations	6	0	
Expenses on financial Services	51	30	
Other banking operations expenses	3	0	
PURCHASES AND CHANGES IN STOCK	37	41	-10%
Purchases	37	41	
OTHER EXTERNAL CHARGES AND SUNDRY OPERATING EXPENSES	738	796	-7%
External Services	76	105	
Other External Services	483	546	
Sundry operating expenses	180	145	
PERSONNEL COSTS	939	1 134	-17%
Salaries and allowances	778	956	
Social security Charges	161	179	
TOTAL 1	1 773	2 043	-13%
ALLOWANCES FOR AMORTISATION, PROVISION, AND BAD LOANS	309	679	-54%
Allowances for amortisation of fixed assets	272	436	
Allowances for provisions against non-performing loans	0	108	
Allowances for provisions for risks and charges	37	136	
TOTAL 2	309	679	-54%
EXCEPTIONAL CHARGES AND LOSS FROM PREVIOUS YEARS	0	0	11135%
Exceptional charges	0	0	
Loss from previous years	0	0	
TOTAL 3	0	0	11135%
TOTAL	2 083	2 722	-23%

OFF-BALANCE SHEET (in millions of FCFA)

Items	31/12/2020	31/12/2019	%
Funding commitments given	120	120	0%
TOTAL FUNDING COMMITMENTS	120	120	0%
Guarantee of Investment Loans (performing)	12 933	11 247	15%
Guarantee Line (performing)	433	358	21%
Guarantees of Investment Loans (doubtful)	6 752	6 752	0%
TOTAL OUTSTANDING, GUARANTEE	20 117	18 357	10%
Undisbursed guarantee (investment loan)	11 944	2 142	458%
Undisbursed guarantee (guarantee line)	21 067	11 142	89%
TOTAL OUTSTANDING, UNDISBURSED	33 012	13 284	149%
TOTAL GUARANTEE COMMITMENTS	53 129	31 641	68%



FAGACE

FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET
DE COOPERATION ECONOMIQUE

UNE INSTITUTION FINANCIERE AU SERVICE
DU DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

298, Boulevard CEN-SAD Rue 12 044
Cotonou - Benin

01 B.P 2045 COTONOU (BENIN)

Tel : (+229) 21 30 03 76 / 21 30 08 77
(+229) 97 97 97 30 / 94 01 37 20

E-mail : couriel.fagace@fagace.org